ÉDITIONS DU PEUPLE
CHANGHAI - AVRIL 1976

U.R.S.S.
LA
DÉGÉNÉRESCENCE

Du socialisme au social-impérialisme

Traduit et édité par
ÉDITIONS DU CENTENAIRE
24, rue Philippe-de Girard
75010 Paris - Tél. : 202-87-05

1978

PETITE
BIBLIOTHEQUE
CHINOISE

Ouvrages parus dans la même collection

— L'impérialisme aujourd'hui.
— Etudions l'économie politique.
— Economie rurale en Chine.
— Histoire économique des grands pays capitalistes.
— Histoire de la Chine moderne (1840-1919).

© E 100 1978

CITATIONS DE LÉNINE

« Le social-impérialisme », c'est le socialisme en paroles, l'impérialisme dans les faits.

La principale base économique de l'impérialisme est le monopole.

L'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie.

CITATIONS DE MAO TSÉ-TOUNG

Le révisionnisme au pouvoir, c'est aussi la bourgeoisie au pouvoir.

L'Union soviétique est le premier État socialiste du monde. Le Parti communiste d'Union soviétique est celui créé par Lénine. Aujourd'hui, la direction de l'État et du gouvernement soviétiques est usurpée par les révisionnistes. Néanmoins, tous nos camarades doivent être profondément convaincus que la grande masse du peuple, des cadres et des membres du Pari communiste soviétique sont bons, qu'elle veut la révolution et que la domination du révisionnisme ne pourra pas durer longtemps.

PRÉFACE DU RÉDACTEUR

Depuis son arrivée au pouvoir, il y a plus de vingt ans, la clique dirigeante révisionniste Khrouchtchev-Brejnev a réussi à transformer l'Union soviétique en État social-impérialiste. Sous son impulsion, la dictature du prolétariat a dû céder la place à une dictature de la grande bourgeoisie, à une dictature fasciste ; l'économie socialiste s'est détériorée jusqu'à devenir une économie capitaliste monopoliste d'État et une économie capitaliste tout court. A l'intérieur du pays, les forces de la bourgeoisie, énormément gonflées, exploitent et oppriment cruellement la classe ouvrière et la population laborieuse, asservissent les minorités nationales, et exacerbent continuellement les contradictions politiques, économiques et nationales ; à l'étranger, la clique Khrouchtchev-Brejnev, se livrant partout à des activités d'agression, d'expansion et de subversion, a mené une politique social-impérialiste dans sa quête effrénée de l'hégémonie mondiale. Provoquant ainsi la renaissance odieuse d'un nouveau tsarisme, elle s'est complètement démasquée. Aujourd'hui, la bourgeoisie bureaucratique monopoliste soviétique, conduite par Brejnev,

est devenue l'ennemi commun le plus féroce, tant du peuple soviétique que des autres peuples du monde.

Dans ses directives importantes au sujet des problèmes théoriques, le président Mao indique : « *Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'il faut exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme. Cela doit être porté à la connaissance du pays tout entier.* » Voyons donc comment les nouveaux éléments bourgeois soviétiques ont poussé dans un vieux sol, comment les révisionnistes sont venus au pouvoir et comment ceux-ci ont instauré dans tous les domaines un régime capitaliste. Cette étude nous aidera certainement à comprendre la directive citée plus haut du président Mao, ainsi qu'à nous éclairer sur les raisons pour lesquelles il faut soumettre la bourgeoisie à une dictature totale et mener jusqu'à sa fin la révolution sous la dictature du prolétariat. Ce fascicule a été rédigé avec les objectifs que nous venons d'énoncer ci-dessus.

Etant donné que notre niveau théorique reste encore insuffisant, que les informations dont nous disposons sont limitées, l'ouvrage contient sûrement des défauts et erreurs, aussi serons-nous reconnaissants à nos lecteurs de nous faire part de toutes leurs critiques et suggestions. Lors de sa rédaction, nous avons pu profiter du soutien et de l'assistance des groupes de théoriciens, ouvriers, paysans et soldats, en particulier des camarades de l'Usine de Tabac de Changhaï.

La rédaction
Août 1975

CHAPITRE I

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DU RÉVISIONNISME SOVIÉTIQUE

Lénine l'a indiqué : « *La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploiteurs gardent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration* » (1).

L'Union soviétique, premier pays socialiste du monde, a vu se restaurer le capitalisme chez elle et s'est transformée en État social-impérialiste à la suite de l'avènement de la clique renégate Khrouchtchev-Brejnev. Ce phénomène est avant tout le produit de la lutte des classes à l'intérieur de l'Union soviétique, où une poignée du dirigeants du Parti qui suivaient la voie capitaliste a usurpé les pouvoirs du Parti et de l'État. Ainsi, la bourgeoisie soviétique s'est emparée du pouvoir politique du prolétariat transformant l'« espoir de restauration » de la bourgeoisie en « tentative » momentanément réussie. Le phénomène susdit est également le résultat de la politique menée par l'impérialisme international, lequel, cherchant un secours contre son annihilation, encourage une « évolution pacifique » de l'Union soviétique et ce, par le truchement de la clique révisionniste de renégats au pouvoir dans ce pays.

1. MISES EN GARDE DE LÉNINE SUR LE DANGER D'UNE RESTAURATION CAPITALISTE AU COURS DE LA PÉRIODE DE TRANSITION DU CAPITALISME AU COMMUNISME

La victoire de la Révolution d'Octobre conduite par Lénine marque le triomphe des théories marxistes sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Se

(1) Lénine, « La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », p. 34. E.P.

fondant sur l'expérience acquise par sa grande réalisation révolutionnaire, lorsqu'il dirige la révolution prolétarienne et instaure la dictature du prolétariat, Lénine rappelle maintes fois que le danger d'une restauration du capitalisme subsiste tout au long de la période historique du socialisme. Cette menace ne provient pas seulement du fait que les exploiteurs renversés tentent, par tous les moyens, de retrouver leur « paradis » perdu, ni des complots impérialistes pour amener l'effondrement de l'État par l'agression, la subversion, le sabotage ou d'autres manœuvres plus insidieuses encore. Elle réside encore dans la force de génération spontanée de la petite bourgeoisie : celle-ci, en effet, produit sans cesse de nouveaux éléments parmi les employés, les ouvriers et même les membres du Parti, grâce à l'influence des anciens bourgeois et à l'effet d'encerclement et de corruption qui résulte de la venue spontanée et permanente des nouveaux bourgeois. Ces éléments surgissent en fournées successives sur le vieux terrain capitaliste, agissent de connivence avec les exploiteurs déchus et conjuguent leurs efforts avec l'impérialisme international pour tenter sans relâche de renverser la dictature du prolétariat et restaurer le régime capitaliste. C'est pourquoi, dans les États de dictature du prolétariat, il faut non seulement réprimer les exploiteurs renversés, prévenir l'agression impérialiste de l'extérieur, mais il faut aussi absolument « *créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne puisse ni exister, ni se réformer à nouveau* » (2). C'est seulement ainsi que la restauration capitaliste peut être empêchée.

Dès la mise en place du pouvoir des Soviets, Lénine conduit le peuple soviétique dans une première campagne contre l'intervention armée des impérialistes, pour réprimer les mouvements contre-révolutionnaires dans le pays et

(2) « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », Lénine, Œuvres, tome 27, p. 253.

consolider le pouvoir rouge nouvellement né. Ce faisant, il veille tout particulièrement à limiter le droit bourgeois et prend diverses mesures pour éliminer les conditions propres à favoriser la survivance ou l'essor du capitalisme.

Après la victoire de la Révolution d'Octobre, Lénine maintient la transformation socialiste du système de propriété ; selon le principe de « piller les pilleurs », la terre est nationalisée, de même que les moyens de production de la grande industrie, des transports et communications, des banques, du commerce extérieur, et une économie socialiste gérée par l'État est créée. Parallèlement à ces mesures, Lénine protège avec une extrême sollicitude et encourage énergiquement les fermes d'État et les organisations coopératives dotées d'éléments de l'économie socialiste qui apparaissent dans le domaine de l'agriculture après la victoire de la Révolution d'Octobre. Dans son article, « Du système coopératif », il présente un programme de transformation progressive de l'économie de propriété privée en économie socialiste de propriété collective des masses travailleuses, fournissant ainsi la base théorique pour la réalisation du collectivisme agricole en Union soviétique. Lénine s'attache également à mettre en œuvre une économie planifiée et à fixer les limites nécessaires aux échanges de marchandises et de monnaie, sévissant sévèrement contre les éléments bourgeois, anciens et nouveaux, qui se servent des rapports marchands et monétaires pour se livrer à la concussion, au vol et à la spéculation.

En matière de politique de salaires, Lénine applique sans hésitation le principe de distribution instauré par la Commune de Paris, s'opposant toujours à une différence trop importante entre les rémunérations, à la pratique des hauts salaires pour les membres du Parti et les cadres ; il exige que les salaires des membres du Parti et du personnel des Soviets soient fixés au niveau des ouvriers de gra-

de moyen, « *que l'arrivisme soit combattu par des actes et non par des paroles* » (3).

Lénine s'est toujours résolument appuyé sur les masses ouvrières et paysannes, dénonçant, balayant les éléments bourgeois embusqués dans les institutions du Parti et de l'État. Il soutenait qu'il était nécessaire de développer la lutte entre deux lignes dans les rangs du Parti, car, écrit-il, « *cette ligne politique (contre les social-traîtres contre le réformisme et l'opportunisme) peut et doit être menée sur* tous *les terrains de lutte, sans exception. C'est alors que nous gagnerons à nous la masse ouvrière. Et avec la masse ouvrière, l'avant-garde du prolétariat, le Parti politique marxiste centralisé, conduira le peuple par la bonne voie vers la dictature victorieuse du prolétariat, vers la démocratie prolétarienne qui remplacera la démocratie bourgeoise, vers la République des Soviets, vers le régime socialiste* » (4).

Après la mort de Lénine, Staline reprend le flambeau, mène à bien l'industrialisation socialiste et la collectivisation agricole, maintenant une action de lutte contre les ennemis de classe à l'extérieur comme à l'intérieur du pays et contre les forces capitalistes. Son combat contre les éléments trotskistes, zinoviévistes et boukhariniens (5) reflète en réalité la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, ainsi que celle entre deux lignes à l'intérieur du

---

(3) « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets », Lénine, Œuvres, tome 30, p. 257.

(4) « Salut aux communistes italiens, français, allemands », Lénine œuvres, tome 30, p. 57.

(5) En été 1926, les trotskistes et les zinovievistes forment un bloc de lutte contre le Parti, rassemblent autour de ce bloc les débris de tous les groupes d'opposition battus et jettent les fondements de leur parti clandestin anti-léniniste par une violation flagrante des statuts du Parti et des décisions de ses Congrès, qui interdisent les fractions. Les éléments actifs du bloc trotskiste-zinovieviste seront exclus du Parti en décembre 1927. Les boukhariniens soutenaient l'économie des koulaks contre celle des sovkhoz et des kolkhoz et prônaient leur « théorie de l'extinction de la lutte de classes » (N.d.T.).

Parti, la ligne socialiste et la ligne capitaliste. Les victoires remportées dans toutes ces batailles écrasent à chaque fois les complots fomentés par ceux qui espèrent vainement rétablir le capitalisme en Union Soviétique, assurant que la République des Soviets continue à demeurer un État socialiste de dictature du prolétariat.

2. CLASSES ET LUTTE DE CLASSES A PARTIR DES ANNÉES 30

Sous la direction de Lénine et de Staline, grâce à la nationalisation de l'industrie et la collectivisation de l'agriculture, l'Union soviétique achève, pour l'essentiel, la transformation socialiste de la propriété privée des moyens de production. Cependant, la lutte révolutionnaire n'est pas terminée ; les classes, et par suite la lutte des classes existent toujours, les lignes socialiste et capitaliste s'opposent encore, le danger d'une restauration capitaliste demeure.

Les efforts des classes réactionnaires renversées pour regagner leur position perdue

Lénine l'a indiqué : « *L'expérience de l'histoire mondiale, de tous les soulèvements des classes opprimées contre leurs oppresseurs montre qu'il est impossible d'éviter une résistance longue et acharnée des exploiteurs dans la lutte pour le maintien de leurs privilèges* » (6). En Union

(6) « Projet de programme du P.C.(b)R. », Lénine, Œuvres, tome 29, p. 104.

soviétique, les classes abattues, les propriétaires fonciers, les capitalistes, les koulaks (7), les nobles, les généraux des Gardes blancs (8), les fonctionnaires réactionnaires comptaient environ 7 millions de personnes selon un recensement de 1928, c'est-à-dire 4,6 % de la population. En outre, selon des informations provenant de documents de 1921, les ennemis de classe émigrés étaient de 1,5 à 2 millions, et avaient à leur solde une cinquantaine de journaux et revues bourgeois. Ces ennemis de classe possédaient de l'argent, un vaste réseau de relations et le soutien du capital international, ce qui leur donnait une puissance contre-révolutionnaire hors de proportion avec leur nombre.

Après la décennie qui suit 1930, cette classe réactionnaire subsiste encore. Ses membres vivent toujours, leur détermination n'est pas éteinte ; bénéficiant des complicités tissées entre ses représentants à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ces éléments perpétuent toutes sortes de sabotages et de désordres et ne cessent jamais leurs tentatives de restauration. Au cours de la collectivisation agricole, certains éléments parmi les koulaks, les Gardes blancs et les prêtres s'infiltrent dans les fermes collectives et se livrent à diverses actions de sabotage. Ils tuent les chevaux, incendient les granges, détruisent le bien public des fermes collectives, engagent un combat forcené contre le pouvoir des Soviets. Pendant la grande Guerre de défense nationale, lors de l'offensive allemande nazie, des propriétaires fonciers, des koulaks, des capitalistes et leurs enfants acclament ouvertement l'envahisseur allemand et se jettent dans ses bras, devenant ainsi des traîtres à leur patrie ; certains vont même jusqu'à réclamer publiquement la récupération de leurs terres ou leurs usines. Quant aux éléments réactionnaires qui avaient fui à l'étranger, ils for-

(7) Koulak : riche paysan propriétaire (N.d.T.).
(8) Gardes blancs : forces armées contre-révolutionnaires (N.d.T.).

ment diverses organisations armées contre-révolutionnaires, pensant réoccuper leur position dominante grâce à la force des fascistes allemands. En plus de leurs activités contre-révolutionnaires, déclarées ou secrètes, ces ennemis de classe comptent de plus en plus sur les dirigeants du Parti qui suivent la voie capitaliste pour réaliser leurs espérances de rétablissement de ce régime et atteindre leur criminel objectif : saper la dictature du prolétariat.

La base économique des nouveaux éléments bourgeois

Toute la période historique du socialisme, « *ne peut manquer d'être une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme* » (9). Même après que, dans l'ensemble, le système de propriété collective des moyens de production ait été fondamentalement établi, des reliquats, des vestiges de capitalisme subsistent encore dans l'Union soviétique socialiste, dans les domaines politique, économique et idéologique, le terrain où peuvent germer de nouveaux éléments bourgeois est là, les conditions existent pour que poussent et grandissent ces éléments. Non seulement la survie de l'influence de la bourgeoisie, de l'impérialisme, et du révisionnisme internationaux sert de support politique et idéologique pouvant engendrer de nouveaux éléments bourgeois, mais l'existence du droit bourgeois lui-même en constitue la base économique fondamentale.

Dans l'Union soviétique d'après les années trente, le droit bourgeois persiste à des degrés différents dans les divers rapports de production. A cette époque, malgré la mise en œuvre de la propriété du peuple entier et de la

(9) Lénine, « L'économie et la politique à l'époque de la dictature du prolétariat », p. 1-2. E.P.

propriété collective, et malgré la place prépondérante qu'occupe l'économie de propriété collective socialiste dans l'économie nationale, l'économie de propriété privée est partiellement préservée. Le tableau ci-dessous donne l'évolution du rapport de ces trois systèmes de propriété dans l'économie nationale au cours de la période allant jusqu'à 1950 :

Proportion :	*Gestion par l'État*			*Propriété collective*			*Propriété privée*		
Année :	1937	1940	1950	1937	1940	1950	1937	1940	1950
Production industrielle globale	90,3		91,8 (1)	9,5		8,2 (1)	0,2		—
Surface des terres cultivées		8,8	10,9		78,3	82,7		12,9	6,4
Production agricole globale	9,3			62,9			27,8		
Produits agricoles dont :		12	14		61	62		27	24
Cultures		10	11		77	76		13	13
Elevage		16	21		30	36		54	43
Total des marchandises vendues au détail (2)	57,3	62,7	64	27,1	23	24	15,6	14,3	12

(1) D'après des statistiques de 1954.
(2) La rubrique propriété privée concerne le marché des fermes collectives.
Source : Calculs établis d'après « L'annuaire statistique de l'économie nationale soviétique » et autres documents connexes.

Nous pouvons constater, par les chiffres du tableau ci-dessus, que cela fait de longues années que la question du système de propriété est restée incomplètement résolue en Union soviétique et que le droit bourgeois n'a pas été totalement abrogé sur le plan de la propriété. Au début des année cinquante, la propriété privée subsiste encore partiellement dans les secteurs de l'agriculture et du commerce. En outre, le système de propriété collective socialiste n'est pas entièrement constitué par le système de propriété du peuple entier, ces deux systèmes n'étant pas identiques. D'ailleurs, ce dernier système est encore très faiblement représenté dans le secteur agricole, qui constitue pourtant le fondement de l'économie nationale. Aussi la dictature du prolétariat est-elle encore confrontée à une tâche lourde et ardue en ce qui concerne la transformation socialiste du système de propriété. Il lui faut non seulement consolider et développer le système socialiste de propriété par le peuple entier et le système de propriété collective par les masses laborieuses, prévenir une résurgence du droit bourgeois déjà aboli au plan de la propriété, continuer à œuvrer pour l'achèvement des tâches entreprises dans la transformation du système de propriété, mais encore limiter le droit bourgeois et critiquer son concept au niveau des deux autres domaines des rapports de production, à savoir les rapports de personnes et de distribution. En effet, si ce droit n'est pas limité, il aura forcément des conséquences nuisibles sur le système de propriété socialiste des moyens de production. Des phénomènes tels que ceux décrits plus loin se produiront, c'est-à-dire que, avant l'avènement du révisionnisme, le caractère de certaines économies de propriété collective sera altéré, les dirigeants de certaines entreprises et fermes déchoiront jusqu'à devenir de nouveaux éléments bourgeois.

Par ailleurs, la collectivisation agricole et la fondation de fermes collectives en Union soviétique ont transformé

la paysannerie individuelle en paysannerie collective, créant ainsi des conditions favorables pour la réforme complète de la paysannerie. Cependant, avant la disparition totale des vestiges de l'économie de propriété privée, il est impossible d'empêcher les paysans de conserver certaines caractéristiques inhérentes au statut de petit producteur ; de même, une partie des paysans gardera des tendances capitalistes spontanées.

En Union soviétique, étant donné la longueur de la période sur laquelle s'étend le double système de propriété socialiste, à savoir propriété par le peuple entier et propriété collective, et pour d'autres raisons, il a été nécessaire d'instaurer un système d'échange marchand et monétaire et de rémunération selon le travail. Au niveau de la rémunération et des échanges, le droit bourgeois « *ne peut être limité que sous la dictature du prolétariat* ». Sans limitations, le capitalisme et la bourgeoisie surgiront en force.

Après la collectivisation de l'agriculture en Union soviétique, l'accent est mis sur le développement du commerce, comprenant la croissance intensive du marché de ferme collective dans les régions urbaines et rurales. Ainsi, pendant longtemps, ces trois secteurs d'échanges, commerce d'État, commerce coopératif et marché de ferme collective, ont coexisté en Union soviétique. Une partie très importante des produits des fermes collectives passe dans le secteur commercial par la voie du commerce d'État et du commerce coopératif. Ici, la planification de l'Etat joue un rôle décisif, mais, conséquence de la loi des prix, des conditions de production et de marché différentes, et de la différence des produits gérés, le profit obtenu par les fermes collectives varie selon ces différents facteurs. Ainsi, en 1953, le calcul des revenus financiers des fermes collectives soviétiques, par centaine d'hectares de terres à usage agricole, donne la proportion suivante : 51 % des fermes

collectives ont un revenu inférieur à 10 000 roubles par centaine d'hectares ; 40 % ont 10 à 50 000 roubles et seulement 9 %, plus de 50 000 roubles. On voit par là que le droit bourgeois régit encore le principe des échanges pour les produits agricoles remis par les fermes, et qu'en réalité, dans les prix fixés pour ces produits, l'inégalité sévit. A cause de l'existence de tels écarts, certaines fermes collectives, si elles s'éloignent de la ligne politique prolétarienne directice, risquent de donner la priorité au taux d'échange des produits agricoles et d'entrer en conflit avec le plan de l'État. En particulier, au moment où la production céréalière des fermes collectives occupe une position prépondérante, l'Union soviétique permet aux membres de ces fermes non seulement de vendre des céréales et des produits agricoles sur les marchés de ferme collective, mais également d'y vendre les produits des fermes collectives. Le résultat est que certains paysans qui ne rêvent que de s'enrichir, essayent continuellement d'utiliser les droits, en fait inégaux, d'échanges de marchandises et d'argent pour s'engager sur la voie capitaliste ; ils vont d'ailleurs jusqu'à se livrer à la concussion, au vol et à la spéculation.

Dans les conditions de mise en place d'un système marchand, la production de marchandises et les échanges comportent également la contradiction entre la valeur d'usage et la valeur (10). La nature même de l'économie de propriété par le peuple entier exige que l'entreprise ait pour point de départ la satisfaction des besoins de toutes la société et produise des biens en grande quantité, de bonne qualité et à bas prix. Mais l'économie marchande,

(10) Valeur d'usage et valeur sont deux attributs fondamentaux de la marchandise, elles en constituent les deux éléments — la valeur d'usage est le support matériel de la valeur. Si un objet n'a pas de valeur d'usage, quelle que soit la quantité de travail dépensée lors de sa fabrication, il ne peut constituer de la valeur et ne peut donc devenir une marchandise échangeable (N.d.T.).

elle, veut que l'entreprise utilise le prix comme instrument d'estimation économique, nécessitant le calcul de la valeur de production, du capital et du profit. De là peuvent naître une production allant à l'encontre des objectifs de la production socialiste, des tendances capitalistes de recherche exclusive de la valeur de production et du profit, ce qui peut déranger le plan d'État, ainsi que la production socialiste et l'approvisionnement du marché ; en même temps, des lacunes sont créées dont peuvent profiter certains pour mener des activités criminelles, telles que la concussion, le vol, la spéculation ou la malversation.

Après les années trente, l'Union soviétique ne continue plus à réprimer le droit bourgeois sur le plan de la répartition salariale ; la rémunération selon le travail prend, au contraire, valeur d'autorité, le système se fige : un régime de hauts salaires est instauré pour certains, accroissant ainsi l'écart entre certains des dirigeants du Parti et des intellectuels d'une part, et les masses laborieuses des ouvriers et paysans d'autre part. Finalement apparaît un nouveau type d'individus qui, tels qu'ils sont mentionnés dans le « Rapport récapitulatif » du 19e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, « *cherchent à vivre sur leurs mérites passés* » et « *donnent plus d'importance à leur confort qu'au travail* ». L'expansion et le développement du droit bourgeois dans le domaine de la distribution devient un sol fertile pour la poussée du révisionnisme.

Le développement du révisionnisme

Comme l'indique le président Mao : « *Lénine a dit que "la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions". De mê-*

me ils apparaissent chez une partie de la classe ouvrière, une partie des communistes. Le style de vie bourgeois se manifeste au sein du prolétariat comme parmi le personnel des organismes d'État et autres. » En Union soviétique, dans cette lutte de classes de longue haleine, les éléments corrompus parmi les cadres dirigeants des organismes du Parti ou de l'État, des entreprises et des fermes collectives, ainsi que les intellectuels bourgeois, sont tous autant de forces qui favorisent la restauration du capitalisme. Lors du 19e congrès du Parti communiste soviétique, tenu en octobre 1952, le « Rapport récapitulatif » du Comité central du P.C.U.S. fait d'abondantes révélations sur un large éventail de graves problèmes subsistant encore et lance un appel pour que soient résolument combattues ces fautes.

Rien que par les problèmes mentionnés dans ce rapport, il est possible de constater la montée du danger du révisionnisme en Union soviétique dans les premières années de la décennie 1950-60.

Tout d'abord, le relâchement du travail politique et idéologique dans les organismes du Parti entraîne dans les organismes du Parti et de l'État, non seulement une détérioration morale, mais encore « *l'effondrement de certains maillons et autres phénomènes de déséquilibre* ». Selon le « Rapport récapitulatif » : parce qu'« *une partie des cadres dirigeants n'a pas fait d'effort pour élever le niveau de sa conscience, compléter sa connaissance du marxisme-léninisme et apprendre l'expérience historique du Parti* » ; parce que le nombre des membres du Parti a rapidement augmenté, « *abaissant, dans une certaine mesure, le niveau de conscience politique des rangs du Parti, de même que les normes qualitatives de ses membres* » ; parce que, dans les conditions de la guerre antifasciste, de nombreuses organisations du Parti ont laissé de côté le travail politique et idéologique, et que « *ce genre de prati-*

que a été abandonné, sans que personne ne s'en soucie », « *certains organismes du Parti accordent toute leur attention aux affaires économiques et oublient les questions idéologiques* » « *cette situation comporte certains dangers* », les institutions dirigeantes du Parti s'éloignent des masses, et les organisations de combat du Parti « *sont devenues des institutions administratives privilégiées ne servant qu'à donner des ordres, incapables de s'opposer à toutes les tendances nuisibles aux intérêts de l'État comme le régionalisme, ou le particularisme, incapables de voir les manifestations de distorsion publique de la politique de construction économique du Parti et de sabotage contre l'intérêt de l'État* », « causant un tort irréparable à l'État ». Le relâchement du travail politique et idéologique crée, d'autre part, « *un sol fertile pour la résurrection de positions et d'opinions hostiles* ». Les éléments de classe étrangers et toute une variété d'éléments anti-Parti se mettent à « propager clandestinement leur ligne politique, rétablir et répandre toutes sortes de « points de vue » et de « concepts non marxistes » dans les secteurs et régions où le travail idéologique et politique est insuffisant. Quand ce travail est négligé, certains dirigeants ne prennent plus la qualité politique et la capacité professionnelle comme critères d'engagement des cadres, « *mais se fondent sur les liens de parenté, d'amitié ou choisissent des gens qui sont de leur pays* » ; la conséquence en est que l'organisation du Parti devient un clan constitué par des gens du même bord et que même, certaines personnes « *de caractère douteux ou bien totalement inaptes à occuper leur poste, mais considérées comme dociles et bien vues des dirigeants* » sont insérées dans le Parti. Tous ces individus se protègent les uns les autres, et placent les intérêts de leur clique au-dessus des intérêts du Parti ou de l'État. Bien évidemment, une telle situation engendre souvent la dégradation et la corruption. Dans certaines localités, la complicité et

la collusion s'installent entre, d'une part, les cadres du Parti et de l'État et, d'autre part, les travailleurs du secteur économique, pour puiser dans les caisses de l'État, voler les biens publics et, d'une façon générale, saper le socialisme.

Ensuite, de nouveaux éléments bourgeois ayant usurpé une partie des pouvoirs commencent à saboter la base économique du socialisme pour entraîner son effondrement. Le « Rapport récapitulatif » indique que des dirigeants d'entreprise « *menacent les intérêts de l'État par leur action, usent de stratagèmes à l'égard du gouvernement, trompent le Parti et l'État* ». Certains parmi eux, avec la complicité d'organismes du Parti, falsifient des documents pour se faire livrer des matériaux, « *cachant au gouvernement les stocks qu'ils ont en main* ». Ou bien, ils travaillent sans tenir compte de l'intérêt de l'État ni des besoins des consommateurs, au mépris de la réglementation planifiée des différents produits, comme des normes de qualité, ce qui cause une surcharge d'inventaires et des gaspillages importants. Pis encore, certains dirigeants d'entreprises « *vont jusqu'à tenter de faire de ces entreprises leur fief personnel* » ; ils y établissent leurs propres « *lois et règles* », peuvent « *à leur guise* » y « *faire n'importe quoi* ». Le « Rapport récapitulatif » relate encore que certains dirigeants d'organismes du Parti et de l'État mettent en pratique une politique de production de « *sous-traitance confiée aux équipes* », dans l'intention de « *mettre en place des équipes indépendantes dans les fermes collectives et d'éliminer les brigades de production* ». Le résultat en est l'affaiblissement des structures et l'arrêt de croissance des fermes collectives. En outre, « *certains membres du personnel des institutions du Parti et des Soviets, ainsi que des unités agricoles, non seulement ne protègent pas les intérêts de l'économie de propriété publique de la ferme collective, mais se livrent eux-mêmes au vol*

des biens de la ferme, violant ainsi la loi soviétique de façon flagrante et s'engageant sur la pente du laisser-aller et de l'incurie concernant les biens de la ferme collective ». Ils se servent de leurs pouvoirs pour occuper les terres publiques, obligent la ferme collective à leur livrer céréales, viande, lait et autres produits gratuitement ou à bas prix, ils échangent leur mauvais bétail contre le bon appartenant à la ferme, et ainsi de suite. Le « Rapport récapitulatif » déclare : tous ces gens sont des « *ennemis du système de fermes collectives* » et doivent être « *sévèrement punis* ».

Par ailleurs, les intellectuels, de leur côté, préparent de manière intensive l'opinion à la restauration du capitalisme. Le « Rapport récapitulatif » déclare que, en Union soviétique, « *les vestiges de la pensée bourgeoise, comme de la psychologie et la morale de la propriété privée* » se développent ; il déclare, en plus, que ces choses ne viennent pas seulement de l'étranger, des pays capitalistes, mais aussi « *de l'intérieur du pays, des restes de groupes hostiles au pouvoir soviétique que le Parti n'a pas encore éliminés* ». Il est vrai, en effet, que les intellectuels bourgeois placés dans les secteurs culturels, artistiques ou scientifiques, utilisent leurs œuvres nuisibles comme autant d'armes pour attaquer le régime socialiste, corrompre les esprits et préparer l'opinion au rétablissement du capitalisme. Par exemple, « *nombre d'œuvres ternes, vulgaires et insipides sont apparues* » dans le domaine littéraire ; elles déforment la réalité soviétique, dépeignent, sous des couleurs mornes et tristes, une vie riche en dynamisme, aux multiples facettes.

Marx a expliqué que « *de simples changements dans la quantité, parvenus à un certain degré, amènent des différences dans la qualité* » (11). A l'époque, le changement

(11) K. Marx, « Le Capital », livre I, tome 1, p. 302. E.S.

qualitatif n'est pas encore intervenu en Union soviétique dans son régime socialiste. Mais les graves problèmes énumérés au 19e congrès du Parti communiste soviétique montrent que la menace d'instauration du révisionnisme grandit réellement. Le « Rapport récapitulatif » du 19e congrès du Parti lance d'ailleurs un appel à tout le Parti : « *Il est particulièrement important actuellement d'assurer une autocritique et une critique de bas en haut... de traiter ceux qui font obstruction à la critique de nos erreurs, écrasent la critique, ou qui briment et exercent des vengeances à l'égard des censeurs, comme autant d'ennemis mortels du Parti et engager une lutte sans merci contre ceux-ci.* » Le processus de développement de la lutte de classes en Union soviétique démontre qu'il est nécessaire de lancer une lutte révolutionnaire de masse, allant de bas en haut, si l'on veut consolider la dictature du prolétariat.

3. LE COUP D'ÉTAT CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE KHROUCHTCHEV-BREJNEV.

Le président Mao a fait la remarque suivante : « La société socialiste s'étend sur une assez longue période historique, au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, ainsi que le danger d'une restauration du capitalisme ». La lutte entre deux classes, entre deux lignes dans la société se reflète nécessairement dans les rangs du Parti. En prenant la succession de Lénine, Staline résout le cas de nombreux éléments représentatifs de la classe bourgeoise contre-révolutionnaire qui s'étaient insinués dans le Parti, tels que Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Radek, Boukhari-

ne et Tchikov (...). Néanmoins, tant que la lutte de classes subsistera dans la société, la lutte entre deux lignes continuera dans le Parti. Les anciens représentants de la classe bourgeoise extirpés, de nouveaux surgiront encore. Les renégats Khrouchtchev et Brejnev sont précisément de tels représentants de la classe bourgeoise longtemps demeurés cachés au sein du Parti communiste soviétique.

Le révisionnisme : une herbe vénéneuse nouvelle poussée sur un sol ancien

Lénine accordait la plus grande attention au problème de l'apparition éventuelle d'une nouvelle bourgeoisie dans la société socialiste. Il l'a déclaré clairement : « Sur le terrain où une génération a fait place nette, on voit constamment paraître dans l'histoire des générations nouvelles, pourvu que la terre enfante, et elle enfante, des bourgeois à profusion (12). » La plupart des révisionnistes en U.R.S.S. sont justement de ces nouvelles herbes vénéneuses poussées sur l'ancien sol capitaliste. Bien que, dans l'ensemble, leurs origines familiales ne puissent être incriminées, qu'ils aient presque tous entièrement grandi sous le drapeau rouge, qu'ils soient entrés dans le Parti communiste au niveau de l'organisation, qu'ils aient reçu, en sus, une formation universitaire faisant d'eux des experts soi-disant rouges, ils n'en ont pas moins trahi leur propre classe, usurpé les pouvoirs du Parti et de l'État, rétabli le capitalisme et sont devenus les chefs de la dictature bourgeoise exercée sur le prolétariat, réussissant là où Hitler avait échoué.

Le premier représentant des révisionnistes soviétiques est Khrouchtchev, doté des caractéristiques politiques du

(12) « Séance du comité exécutif central de Russie », Lénine, Œuvres, tome 27, p. 311-312.

fourbe et du parvenu, comme les autres nouveaux éléments bourgeois. C'est un ambitieux, un intrigant, un contre-révolutionnaire perfide et un escroc politique bourgeois, qui reste au sein du Parti communiste pendant plus de trente ans. En 1894, il naît dans une famille de mineurs et travaille pendant quelques années comme ajusteur. En 1918, il réussit à s'infiltrer dans le Parti Bolchevik ; à partir de 1919, il passe quelques années dans les rangs de l'Armée Rouge, puis, en 1922, il revient à Donbass, où on lui assigne un travail administratif dans la mine. En 1929, pour pouvoir réaliser son ambition de monter plus haut, il fait tout pour quitter son poste et entrer à l'Institut technologique de Moscou. A cette époque, la lutte entre deux lignes dans cette école est aiguë. Khrouchtchev joue à fond l'opportunisme dans cette lutte et parvient à emporter les pouvoirs de direction de la cellule du Parti de l'école. Après quoi, pour continuer à leurrer le Parti et les masses, il persiste dans son double jeu. Il soutient avec énergie, en paroles, la ligne du Parti, la dictature du prolétariat, ainsi que Staline ; il ne manque pas de lancer nombre de mots d'ordre « révolutionnaires », mais agit activement en sous-main pour saboter la ligne et la politique du Parti. Ainsi, grâce à ses tactiques de duplicité contre-révolutionnaire, réussit-il au bout de dix ans seulement, c'est-à-dire en 1939, à s'infiltrer dans le Bureau politique du Comité central. La même année, il est promu au Secrétariat du Comité central. Après avoir fait son chemin jusqu'au centre de la direction suprême du Parti communiste (Bolchevik) de l'U.R.S.S., il n'a plus qu'à attendre son heure pour s'emparer du pouvoir.

Khrouchtchev II, ou Brejnev, est aussi une herbe vénéneuse nouvellement poussée du sol capitaliste. Il naît en 1906, dans une famille d'ouvriers. La majeure partie de sa jeunesse se déroule donc sous le drapeau rouge ; lui-même

travaille comme ouvrier. En 1931, il entre au Parti ; en 1935, diplômé de l'Institut de Métallurgie, il devient ingénieur métallurgiste. Avant 1950, il travaille pendant une longue période sous les ordres de Khrouchtchev. Devenu homme de confiance de celui-ci, il lui doit son avancement. En 1952, après le 19e congrès du Parti communiste soviétique, il travaille dans un organe du Comité central. Aux côtés de Staline, comme Khrouchtchev, il joue un double jeu dans le Parti, et rassemble des forces pour fomenter un coup d'État contre-révolutionnaire.

La prise du pouvoir des révisionnistes soviétiques

Comme le dit le président Mao : « *Les responsables de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans les différents secteurs du domaine culturel constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires. Si l'occasion s'en présentait ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie.* » L'Union soviétique a été le premier pays dans le monde à instaurer une dictature du prolétariat. Aussi l'expérience lui a-t-elle fait défaut en ce qui concerne la consolidation de cette dictature et la prévention de la restauration capitaliste, notamment. Dans ces conditions, la clique des représentants de la bourgeoisie Khrouchtchev-Brejnev, dissimulée au sein du Parti soviétique, a pu saisir l'occasion de la mort de Staline pour fomenter un coup d'État contre-révolutionnaire, renversant ainsi la première dictature du prolétariat du monde, et plongeant à nouveau le peuple soviétique dans un abîme de misère.

Le 5 mars 1953, Staline meurt. Alors même qu'il veille la dépouille de celui-ci, Khrouchtchev complote déjà contre la révolution. Neuf jours après la mort de Staline,

sous prétexte de renforcer « la direction collective », Krouchtchev force Malenkov à démissionner de son poste de Secrétaire du Comité central du Parti communiste soviétique. Dès lors, dans le présidium (Bureau politique) du Comité central du Parti d'alors, Khrouchtchev reste le seul à cumuler le rang de membre du Présidium et celui de Secrétaire du Comité central, ce qui lui permet d'avoir en main aussi bien les pouvoirs du présidium, organe de décision suprême du Parti, que la direction des affaires courantes du Parti par le truchement du secrétariat. Les conditions se trouvent ainsi réunies pour pousser plus avant ses intrigues, afin de réaliser son ambition de mettre la main sur la direction du Parti et de s'emparer du pouvoir. En effet, peu de temps après, il manipule les élections à la réunion plénière de septembre du comité central du Parti communiste, obtient le poste de Premier secrétaire du comité central et se saisit par cette manœuvre des pouvoirs suprêmes du Parti.

Ensuite, il intensifie les remaniements aux plus hauts niveaux de direction dans toutes les organisations du Parti des républiques et des régions. Les postes de secrétaires de Parti de la région de Moscou et d'Ukraine sont donnés à ses hommes de confiance. Du mois d'août à la fin de l'année 1953, les secrétaires de Parti de l'Azerbaïdjan, de Géorgie, d'Arménie et de la région de Leningrad sont limogés et remplacés ; il en est de même en 1954 pour les secrétaires de Parti du Khazakstan, du Kirghizistan et des régions de Smolensk et de Toula ; en 1955, un grand nombre de secrétaires de Parti des diverses régions, de même que des membres du personnel du Parti dans les diverses républiques et dans tout le pays sont changés d'un seul coup. Par ces remaniements de personnel sur une grande échelle, la clique des renégats révisionnistes soviétiques s'assure une majorité docile au prochain congrès du Parti pour suivre sa ligne révisionniste, tout en s'emparant

des pouvoirs du Parti tant à l'échelon central que régional et changeant complètement son caractère.

Parallèlement à leur usurpation des pouvoirs du Parti, Khrouchtchev et ses comparses se jettent sur les pouvoirs d'État. Toutes sortes de manœuvres sont utilisées, depuis la fusion jusqu'à la réduction en passant par la réorganisation, pour mettre le grappin sur les secteurs importants de ce qui était auparavant une dictature du prolétariat. Ainsi, en 1953, le ministère des Affaires intérieures est scindé en deux : le ministère des Affaires intérieures et le ministère de la Sécurité. L'année suivante, au deuxième ministère est substitué la « Commission de sécurité d'État ». Mais à chaque transformation, Khrouchtchev s'arrange pour placer des hommes à lui à des postes de responsabilité, tout en installant aussi ses fidèles aux postes-clés des services de sécurité dans toutes les républiques soviétiques. Ces institutions deviennent ainsi l'instrument de la dictature de la bourgeoisie. A partir de 1954, il s'en prend au ministère des Affaires étrangères. Les diplomates, les attachés militaires qui soutiennent la ligne politique du 19e congrès sont remplacés par des hommes de Khrouchtchev. Après quoi, au nom de « *l'élimination des saboteurs du droit socialiste* », de la purge « *d'éléments en quête de gloire et de profit* », et d'autres directives trompeuses, il procède au remaniement des tribunaux, des prisons, du commandement de l'armée et des autres services militaires ; il use encore de limogeages, de nominations d'hommes de confiance, pour avoir la haute main sur toutes ces institutions.

Ces diverses manœuvres achevées, Khrouchtchev convoque, en février 1956, le 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. C'est à ce congrès qu'il présente de façon complète et systématique sa ligne révisionniste et s'empare de la totalité des pouvoirs du Parti. Utilisant la méthode de l'attaque-surprise, Khrouchtchev présente son

« rapport secret », dans lequel il calomnie odieusement Staline, et énonce son mot d'ordre « *s'opposer au culte de la personnalité* », dont l'essence, en fait, n'est que l'antagonisme avec le marxisme-léninisme et la dictature du prolétariat, ainsi que la diffamation et le refus du régime socialiste. Dès lors, il peut persécuter sans retenue tous les vieux Bolcheviks fidèles au marxisme-léninisme, mettre en œuvre toutes les ruses pour s'assurer le contrôle des pouvoirs du Parti et de l'État soviétiques. Ce coup d'État a pour conséquence la transformation de la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie ; un coup d'État contre-révolutionnaire pour renverser le socialisme et rétablir le capitalisme.

Brejnev est le complice de Khrouchtchev dans cette entreprise. Au 20e congrès du Parti soviétique, il est promu membre suppléant du Présidium du comité central du Parti communiste. Ayant mérité de Khrouchtchev par son soutien au coup d'État contre-révolutionnaire, il est de nouveau promu et devient membre à part entière du présidium du Soviet Suprême. A la suite des contradictions internes au sein de la clique dirigeante de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste en Union soviétique, onze ans après s'être emparé du pouvoir, c'est-à-dire en octobre 1964, Khrouchtchev se fait évincer par Brejnev, qui devient le nouveau grand chef des dirigeants révisionnistes de l'Union Soviétique. Son avènement, en réalité, n'est que la continuation du coup d'État contre-révolutionnaire fomenté par Khrouchtchev. Brejnev pratique et développe le révisionnisme de Khrouchtchev d'une manière forcenée, complétant le processus d'évolution qui va du rétablissement capitaliste au social-impérialisme, déjà entamé sous la dictature contre-révolutionnaire de Khrouchtchev.

Ce coup d'État des révisionnistes soviétiques a obtenu des résultats auxquels ne pouvait aspirer aucune puissance impérialiste ou réactionnaire. C'est de l'intérieur qu'il

est le plus aisé de faire tomber une forteresse. Ni l'intervention militaire de quatorze puissances, ni la rébellion des bandits Blancs, ni l'assaut des armées hitlériennes, fortes de quelques millions d'hommes, ni même les diverses manœuvres de sabotage et de subversion, le blocus ou l'encerclement impérialiste n'avaient pu venir à bout de la forteresse socialiste ; mais une poignée de renégats a réussi à s'en emparer de l'intérieur. La clique Khrouchtchev-Brejnev est le plus grands ramassis de traîtres de l'histoire du Mouvement communiste international et leurs crimes sont de ceux que l'Histoire ne pardonnera pas.

CHAPITRE II

DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT A LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE MONOPOLISTE BUREAUCRATIQUE

Selon la définition donnée par Lénine : « *Qu'est-ce que la restauration ? Le passage du pouvoir d'État aux mains des représentants politiques de l'ancien régime* (13). » L'avènement de Khrouchtchev et Brejnev a signifié cette chute du pouvoir d'État aux mains des représentants politiques de l'ancien régime. Ayant usurpé la direction du Parti et de l'État, ceux-ci se sont attachés à suivre une ligne révisionniste qui visait au rétablissement total du capitalisme. Ils se sont empressés d'encourager les forces bourgeoises en Union soviétique, afin de renforcer et d'élargir les assises de classe de leur direction, afin aussi de changer radicalement le caractère du pouvoir d'État de l'Union soviétique, d'en faire l'instrument d'une dictature exercée par une poignée de grands bourgeois sur les masses laborieuses soviétiques. Leur travail a abouti à la dégénérescence complète de la dictature du prolétariat, changée en dictature de la bourgeoisie bureaucratique monopoliste, en dictature de type fasciste.

1. LES TROIS « PACIFIQUES » ET LES DEUX « TOUT ENTIER »

Le président Mao a dit : « *La ligne politique est l'axe, et l'axe entraîne tout le reste* » ; « *la ligne idéologique et politique est déterminante en tout* » — Dès leur accession au pouvoir, les révisionnistes soviétiques publient toute une série de théories fallacieuses, notamment « la coexistence pacifique », « la compétition pacifique », « le passage pacifique », « l'État du peuple tout entier », « le Parti du peuple tout entier », composantes d'une ligne politique

(13) « Programme agraire de la social-démocratie... » Lénine, Œuvres, tome 13, p. 343.

révisionniste. Le but de cette ligne politique des trois « pacifiques » et des deux « tout entier » est de contrer et abolir la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat, de modifier complètement le caractère du Parti et de l'État soviétiques, et d'achever l'évolution qui part de la restauration capitaliste pour aboutir au social-impérialisme.

Le reniement de Staline, sous le faux prétexte « d'opposition au culte de la personnalité »

Lénine mort, Staline devient le principal dirigeant du Parti et du gouvernement du premier État de dictature du prolétariat dans le monde. C'est pour cette raison que Khrouchtchev et Brejnev, sous couleur d'« opposition au culte de la personnalité », lancent contre Staline les attaques les plus basses. Ce qu'ils veulent, en fait, c'est salir le chef du Parti politique du prolétariat, diffamer la grande Union soviétique socialiste et le mouvement communiste international, se dresser contre la dictature du prolétariat et le régime socialiste, et renier le marxisme-léninisme ainsi que la ligne révolutionnaire prolétarienne ; c'est également préparer le chemin pour mettre en œuvre une ligne totalement révisionniste, remplacer le parti politique prolétarien par un parti bourgeois, et la dictature du prolétariat par une dictature bourgeoise.

Au début de son accession au pouvoir et jusqu'à la veille du 20e congrès du P.C.U.S., Khrouchtchev ne fait pas montre d'un antistalinisme déclaré ; néanmoins il ne manque pas de condamner nommément Staline à plusieurs reprises. A cette époque, des œuvres littéraires attaquant Staline paraissent dans des périodiques soviétiques. En 1954, Ehrenbourg, dont nul n'ignore la sympathie pour la droite, publie un roman venimeux : « Le dégel », qui ca-

lomnie ouvertement la période stalinienne comme « époque du gel », présente la mort de Staline comme le « dégel printanier » pour la société soviétique, bref, prépare un climat d'opinion contre-révolutionnaire favorable pour mener à fond une campagne contre Staline. Khrouchtchev et ses comparses vitupèrent abondamment eux aussi le travail de répression des contre-révolutionnaires mené par Staline, ainsi que les institutions de dictature prolétarienne qui effectuaient ce travail. En 1954, manipulé par Khrouchtchev, le comité central du P.C.U.S. crée une « Commission d'enquête », chargée spécialement de réhabiliter les soi-disant « victimes de Staline ». Simultanément, on met en branle une épuration, on réorganise les anciennes institutions de dictature et la dictature du prolétariat est partout diffamée.

En février 1956, au 20e congrès du P.C.U.S., Khrouchtchev jette bas le masque. Il n'est plus question de soutenir Staline ; au contraire, Khrouchtchev se dresse ouvertement contre la mémoire de ce dernier et, en lançant un mouvement d'opinion « contre le culte de la personnalité », nie en bloc tout ce que Staline avait réalisé. Plus tard, en octobre 1961, lors du 22e congrès du P.C.U.S., les révisionnistes lanceront à nouveau une grande vague d'antistalinisme et sortiront la dépouille de Staline de son mausolée pour la faire incinérer. Toutes ces campagnes visent à extirper l'influence ineffaçable du grand révolutionnaire prolétarien parmi les peuples de l'Union soviétique et des autres pays du monde. Il s'agit de renier le marxisme-léninisme, auquel s'était toujours tenu Staline, et d'ouvrir ainsi la porte à la ligne révisionniste que les renégats soviétiques vont pratiquer sur une grande échelle.

Même au plus fort de leur campagne contre Staline, la clique des renégats révisionnistes soviétiques a toujours présenté ses membres comme des « élèves de Lénine », des

« successeurs léninistes ». Mais, en se dressant ouvertement contre Staline, le successeur et défenseur de la cause léniniste, ces renégats ne pouvaient plus cacher leur perfidie à l'égard du léninisme. Déjà, au temps où Khrouchtchev commençait à découvrir sa nature révisionniste, le président Mao fit cette remarque pénétrante : « *A mon avis, il y a deux épées : l'une est Lénine et l'autre, Staline. L'épée qu'est Staline, les Russes l'ont maintenant rejetée.* » Il ajoute : « *Quant à l'épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas été aussi rejetée quelque peu par des dirigeants soviétiques ? A mon avis, elle l'a été dans une assez large mesure. La Révolution d'Octobre est-elle toujours valable ? Peut-elle encore servir d'exemple aux différents pays ? Le rapport de Krouchtchev au XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique dit qu'il est possible de parvenir au pouvoir par la voie parlementaire ; cela signifie que les autres pays n'auraient plus besoin de suivre l'exemple de la Révolution d'Octobre. Une fois cette porte grande ouverte, le léninisme est pratiquement rejeté.* »

« Le passage pacifique », « la coexistence pacifique » et « la compétition pacifique », ou la liquidation de la révolution prolétarienne

Au 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Khrouchtchev et ses comparses révisionnistes, en même temps qu'ils attaquent violemment Staline, présentent leurs néfastes théories de « passage pacifique », « coexistence pacifique » et « compétition pacifique ». C'est à ce congrès que cette ligne politique révisionniste, opposée au marxisme-léninisme est présentée publiquement. Le nœud en est l'hostilité à la révolution et le rejet de cette dernière. Ses tenants capitulent volontiers devant le capita-

lisme et l'impérialisme, biffent d'un trait les luttes révolutionnaires de tous les peuples avec « *la théorie d'harmonisation des classes* ». Ce faisant, ils se montrent sans fard comme ce qu'ils sont : des traîtres à la révolution prolétarienne.

Dès l'ouverture du 20e congrès P.C.U.S., Khrouchtchev présente cette voie de « passage pacifique », radicalement opposée à la Révolution d'Octobre ; c'est le fameux « *passage par la voie parlementaire au socialisme* ». Selon les révisionnistes soviétiques, il suffit au prolétariat, placé sous la dictature de la bourgeoisie, d'utiliser les élections et d'obtenir une majorité stable au Parlement pour prendre légalement le pouvoir et permettre l'avènement du socialisme en faisant passer aux mains du peuple les moyens de production essentiels. Ils rejouent la vieille rengaine de Bernstein, de « ''croissance pacifique'' du socialisme », dans le vain but de lier les mains du prolétariat des pays capitalistes, de maintenir la lutte dans les limites permises par la bourgeoisie et de faire obstruction au mouvement révolutionnaire de ces peuples en exigeant qu'ils suivent la « voie parlementaire », prétendue légale. C'est là une ligne réactionnaire qui sert à paralyser la détermination révolutionnaire du prolétariat et à démolir l'armement idéologique des peuples révolutionnaires. Son résultat inévitable est d'empêcher les prolétaires des pays capitalistes de faire la révolution violente et de mener à bien leur tâche historique d'instaurer la dictature du prolétariat.

Les événements de l'histoire démontrent que, tant que l'appareil d'État bourgeois n'a pas été détruit, il ne sera jamais possible au prolétariat d'avoir une majorité parlementaire. En effet, la bourgeoisie pourra toujours alléguer la nécessité de modifier les modalités des élections pour qu'il ne puisse obtenir une majorité de sièges au Parlement et que sa propre dictature soit renforcée. De plus, même si le prolétariat arrive à obtenir temporairement cet-

te majorité, cela n'équivaudra pas à la démolition de l'appareil d'État bourgeois, ni à la construction d'un appareil d'État prolétarien. La bourgeoisie peut encore sortir plus d'un tour de son sac : annuler les élections, dissoudre le Parlement, et même déclarer le Parti communiste illégal, sans parler du recours à la violence brutale pour réprimer le mouvement révolutionnaire des masses populaires. Les exemples de ce genre abondent. Ainsi, après la Deuxième Guerre mondiale, les partis communistes français et italien, dont les chefs opportunistes ont persisté dans la voie parlementaire, ont perdu tous les acquis de la révolution populaire. C'est une leçon historique. Mais les révisionnistes soviétiques méprisent et prônent, non sans sinistre arrière-pensée, leur perfide théorie de « passage pacifique ». Lénine a jadis déclaré avec rigueur : « *Le fait même d'admettre l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste, vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, c'est aussi duper manifestement les ouvriers, idéaliser l'esclavage salarié capitaliste, dissimuler la vérité* » (14). Depuis le 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, la question de la « coexistence pacifique » a été celle dont les renégats soviétiques ont le plus parlé. Pour eux, c'est le principe suprême, la solution universelle pour tous les problèmes sociaux des temps modernes. Parmi les inepties proférées, on trouve des remarques de ce genre : « la coexistence pacifique » est « *le principe de base de toute la vie sociale actuelle* », « le principe général de la politique » des communistes, « *la stratégie à l'échelle mondiale pour toute la période de transition du capitalisme au socialisme* », et ainsi de suite. Non seulement ils préconisent

(14) « Thèses sur les tâches du IIe Congrès de l'I.C. », Lénine, Œuvres, tome 31, p. 188-189.

que les pays socialistes pratiquent une politique étrangère de « coexistence pacifique » avec les pays capitalistes, abandonnant complètement toute lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie, mais en outre ils veulent faire de la « coexistence pacifique » la ligne générale de la politique étrangère des pays socialistes, et même de tous les partis communistes et du mouvement communiste international. Ce qui signifie que les pays socialistes, les pays opprimés, comme le prolétariat et tous les peuples révolutionnaires doivent obligatoirement renoncer à toute lutte et accepter inconditionnellement cette prétendue « coexistence pacifique ». Tout ceci n'a absolument rien à voir avec la pensée de Lénine, laquelle requiert de pratiquer la coexistence pacifique avec les pays ayant un régime social différent, mais sur la base de l'internationalisme prolétarien et l'opposition aux politiques d'agression et de guerre impérialistes. Les élucubrations de la clique des renégats soviétiques sont une déformation éhontée de la politique de coexistence pacifique de Lénine.

Cette bande de renégats ne se contente pas de nier le devoir de lutte anti-impérialiste de tous les peuples de monde sous le prétexte fallacieux de « coexistence pacifique » ; mais, de plus, cette trompeuse raison leur sert de couverture pour des activités d'agression et d'expansion de grande envergure, de sabotage et de répression de la lutte révolutionnaire des peuples de tous les pays contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme. Depuis qu'ils ont accédé au pouvoir, leur rivalité avec les impérialistes américains n'a cessé de se manifester dans tous les coins du globe et ils mènent une politique d'agression et de guerre forcenée, qui révèle bien le caractère féroce du social-impérialisme. Il est évident que, sous couleur de « coexistence pacifique », hautement prônée par les révisionnistes soviétiques, ceux-ci pratiquent depuis longtemps une politique d'agression et d'expansion envers les autres

pays. Les peuples du monde ne pourront en fin de compte être abusés.

En fait « la coexistence pacifique » consisterait en une prétendue « compétition économique » : voilà encore un mensonge de révisionnistes soviétiques qui trahissent la révolution prolétarienne. Khrouchtchev déclare : « *Ce qui décide « lequel vaincra l'autre », c'est essentiellement la compétition économique, oui, la compétition économique. Je le répète pour la troisième fois, c'est la compétition économique* ». D'après les révisionnistes soviétiques, la victoire du socialisme dans cette compétition avec l'impérialisme « *signifiera une offensive destructrice contre tous les rapports capitalistes* ». Donc, dès lors que l'Union soviétique, en tant que superpuissance, aura dépassé les plus grand pays capitalistes sur le plan de la production et du niveau de vie, le capitalisme mourra de sa belle mort et le socialisme gagnera dans le monde entier. A ce moment-là, même les capitalistes « *changeront de cap pour entrer dans le Parti communiste* ». « La compétition pacifique » tant vantée par les révisionnistes soviétiques ayant un tel pouvoir « miraculeux », penchons-nous donc sur elle pour voir en quoi elle consiste vraiment.

Nous verrons tout d'abord que derrière leur « compétition pacifique » se cache l'intérêt national exclusif, obligeant les autres États à accepter l'agression et l'esclavage — logique de gangster s'il en fut. Les révisionnistes mènent grand bruit autour de la « division internationale du travail » et la « coopération dans tous les domaines » de la « grande communauté socialiste », comme étant la garantie de la victoire dans la compétition économique entre les deux blocs. Aussi se servent-ils du « Comecon » (15) pour ratisser les richesses matérielles de certains pays de

(15) COMECON : « marché commun » des pays de l'Est (N.d.T.).

l'Europe de l'est et de la Mongolie, pratiquant ainsi l'exploitation économique à une échelle supra-nationale. Ils prétendent de même que « l'aide » aux pays en voie de développement fait partie intégrante de la compétition économique entre socialisme et capitalisme et y tient une place importante. Sous couleur de cette « aide », ils exploitent et spolient cruellement les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En outre, c'est sous le prétexte de cette « compétition » que les révisionnistes soviétiques entrent partout en concurrence féroce avec les impérialistes américains, chaque groupe essayant de saborder son rival et de dominer le monde. Aujourd'hui, le rétablissement total du capitalisme en Union Soviétique a fait sombrer son économie dans des difficultés insurmontables. Aussi, la fameuse « compétition économique » par laquelle ils sont censés dépasser les pays capitalistes les plus avancés au niveau de la production et des conditions de vie, n'est-elle rien d'autre qu'un procédé mensonger, car les faits démontrent abondamment qu'il ne s'agit là que d'une formule creuse élaborée par une poignée de bourgeois monopolistes bureaucratiques pour berner les gens.

Il s'ensuit de tout ce qui a été relaté plus haut que cette politique des trois « pacifiques » prônée par les révisionnistes soviétiques a complètement méprisé la nécessité de continuer la révolution à l'intérieur de l'Union soviétique, et de soutenir celle du prolétariat international. C'est un programme néfaste, une trahison complète de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. C'est sous la direction de ce programme que les révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme dans tous les domaines en Union soviétique et sont en train de la transformer en pays social-impérialiste. A l'intérieur, ils répriment la lutte révolutionnaire de toutes les nationalités ; à l'extérieur, ils trahissent la révolution prolétarienne, font de la subversion pour saboter les mouvements de libération na-

tionale. C'est là toute la signification de leur ligne politique dite des trois « pacifiques ».

« L'État du peuple tout entier » et « le Parti du peuple tout entier » ou le reniement de la dictature du prolétariat

Au 22e congrès du P.C.U.S., les révisionnistes Khrouchtchev-Brejnev systématisent leurs théories contre-révolutionnaires de « passage pacifique », « coexistence pacifique » et « compétition pacifique ». Ils proclament d'autre part que la dictature du prolétariat est désormais inutile en Union soviétique. Ils avancent les principes fallacieux de « l'État du peuple tout entier » et du « Parti du peuple tout entier ». La ligne révisionniste triomphe complètement. La ligne politique des « trois pacifiques » et des « deux tout entier » fixée à ce congrès, sur le plan formel, par le programme du Parti communiste soviétique, fournit une référence de base pour toutes les activités contre-révolutionnaires de la clique renégate des révisionnistes soviétiques. En octobre 1964, Brejnev, à peine monté au pouvoir, se hâte de proclamer que la ligne politique définie par les XXe et XXIIe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et le « Programme du Parti communiste de l'Union soviétique », « *était, est, et sera toujours la ligne unique, inébranlable de politique tant intérieure qu'extérieure du Parti communiste et du gouvernement de l'Union soviétique* ». Ainsi, même si les dirigeants pouvaient changer, la nature révisionniste de la ligne à laquelle ils adhéraient obstinément ne devait, quant à elle, jamais être modifiée.

Ces théories de « l'Etat du peuple tout entier » et du « Parti du peuple tout entier » élaborées par les révisionnistes soviétiques constituent la plus grande trahison envers le marxime-léninisme. Selon ces « théories », dans

une société socialiste, les contradictions se sont effacées, les classes ont disparu et la lutte des classes n'existe plus. Par conséquent, le Parti comme l'État peuvent être ceux du « peuple tout entier ». Ce sont là des affirmations qui ne visent qu'à tromper le monde.

N'importe qui, ayant quelque connaissance du marxisme-léninisme, sait bien que les partis politiques et l'État sont des instruments de la lutte des classes. Tout Parti politique, tout État a un caractère de classe. Il n'y a jamais eu nulle part aucun « Parti du peuple tout entier », ni « d'État du peuple tout entier », sans caractère de classe ou au-dessus des classes. Lénine a dit que la dictature du prolétariat « *est nécessaire non seulement pour toute société de classes en général, non seulement pour le* prolétariat *qui aura renversé la bourgeoisie, mais encore pour toute la* période historique *qui sépare le capitalisme de la « société sans classes », du communisme* » (16). Cela nous indique clairement que, durant toute la période historique du socialisme, l'État, par essence, ne peut être autre qu'un État de dictature du prolétariat. Selon le léninisme également, au cours de toute la période historique de la dictature du prolétariat, le Parti politique du prolétariat doit exister parallèlement à la dictature du prolétariat. En effet, seul le Parti politique du prolétariat est capable de « *le diriger politiquement et, par son intermédiaire, de guider toutes les masses laborieuses. Autrement, la dictature du prolétariat est impossible* » (17). L'État de dictature du prolétariat, comme le Parti politique du prolétariat, ne peuvent s'éteindre qu'après le passage au « communisme intégral » (18) ; la disparition de la dictature du prolétariat

(16) Lénine, « l'État et la révolution », p. 42. E.P.

(17) « Xe Congrès du P.C.(b)R. », Lénine, Œuvres, tome 32, p. 257.

(18) « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », Lénine, Œuvres, tome 22, p. 347.

va de pair avec la disparition de l'État. Entre l'étape de l'effacement de la dictature du prolétariat et celle de la société communiste, les révisionnistes soviétiques insèrent artificiellement leur « théorie » d'une étape de « l'État du peuple tout entier » et du « Parti du peuple tout entier », ce qui est en contradiction complète non seulement avec le marxisme-léninisme, mais aussi avec la réalité.

Tous les Partis politiques bourgeois dans l'Histoire, désireux de camoufler le caractère de classe de leur parti et du pouvoir d'État qu'ils détenaient, se sont toujours efforcés, par tous les moyens mis à leur disposition, de présenter leur parti et leur État comme étant ceux du « peuple tout entier », « au-dessus des classes », afin d'égarer et de tromper les masses, et de maintenir leur direction réactionnaire. Aujourd'hui, les dirigeants révisionnistes en Union soviétique ont repris à leur propre compte ces vieilleries éculées, présentant à leur tour le Parti et l'État placés sous leur contrôle comme ceux du « peuple tout entier ». En réalité, c'est sous couvert du « Parti du peuple tout entier », que les révisionnistes ont altéré le caractère prolétarien du Parti communiste d'Union soviétique, de même que c'est au nom de « l'État du peuple tout entier », qu'ils ont supprimé la dictature du prolétariat. Il est intéressant de noter que, mise à part cette imposture de « l'État du peuple tout entier » et du « Parti du peuple tout entier », ces renégats sans scrupules ont perpétré une duperie encore plus importante : en effet, premièrement, ils ont le front de ne pas modifier l'appellation de « Soviétique » deuxièmement, ils ne changent pas l'appellation de Parti léniniste ; et troisièmement, ils ne renoncent pas au titre de république socialiste ; au contraire, ces termes leur font une couverture à l'abri de laquelle ils altèrent de fond en comble le sens réel du Parti politique prolétarien et de la dictature du prolétariat, en exerçant une dictature de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique conduite par

un parti faciste, dressée contre les Soviets, contre le parti léniniste, contre la république socialiste.

Ces dernières années, Brejnev et ses acolytes ont rabâché inlassablement que « *l'État du peuple tout entier continue à soutenir la cause de la dictature du prolétariat* », et mené grand tapage autour du « renforcement de la direction du Parti », du « renforcement de la discipline », du « renforcement de la centralisation », etc. Ils sont même allés jusqu'à clamer brutalement : dans la « société socialiste avancée », il faudra encore renforcer « le travail des institutions de police, du parquet et du tribunal », « *renforcer les institutions de la sûreté de l'État* », etc. Les faits sont clairs : les révisionnistes soviétiques comprennent parfaitement l'importance cruciale de la mainmise sur le pouvoir d'État et du Parti et savent bien qu'ils ne peuvent se permettre de lâcher leur prise en aucun cas. Dès lors, ayant usurpé les pouvoirs du Parti et de l'État soviétiques et les avoir transformés en instruments de répression du peuple, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique représentée par cette poignée de renégats ne pouvait que renforcer leur gouvernement fasciste de toutes les manières possibles, afin de consolider davantage leur direction réactionnaire, de prévenir et réprimer la résistance et les luttes populaires. C'est la raison pour laquelle, tout en voulant éliminer la dictature du prolétariat et le parti politique prolétarien, ils font beaucoup de publicité à « l'État du peuple tout entier » et au « Parti du peuple tout entier ». Telle est la clef du mystère.

2. LE RELÈVEMENT DES FORCES BOURGEOISES ANCIENNES ET NOUVELLES, ET LA CONSOLIDATION DUNE BASE DE CLASSE POUR LA DIRECTION RÉVISIONNISTE

Le président Mao l'a indiqué : « *La montée au pouvoir du révisionnisme, c'est la montée au pouvoir de la bourgeoisie* ». Après son accession au pouvoir, Khrouchtchev, représentant de la bourgeoisie, s'est démené pour encourager et hâter le développement des forces capitalistes, en lançant une ligne entièrement révisionniste. Sous l'impulsion de cette ligne politique, non seulement les vieux éléments bourgeois se sont agités frénétiquement, mais de nombreux nouveaux éléments bourgeois sont également apparus en foule parmi les cadres dirigeants du Parti et de l'État, parmi les responsables des entreprises d'État et des fermes collectives, des services culturel, artistique, scientifique et technique. De cette manière, les effectifs de la bourgeoisie, ancienne ou nouvelle, ont rapidement gonflé dans la société soviétique et renforcé ainsi la base de classe de la direction révisionniste.

Formation d'une nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique

Avant l'avènement de Khrouchtchev au pouvoir, les nouveaux éléments bourgeois n'occupaient pas une place prépondérante en Union soviétique, et leurs activités étaient encore soumises à des restrictions et des sanctions. Mais avec l'instauration du révisionnisme khrouchthévien, un changement radical au profit de la bourgeoisie se produit dans la lutte de classes en Union soviétique. La nouvelle clique commence à mettre en pratique une ligne révi-

sionniste sur le plan de l'organisation, enrôle traîtres et vendus, se débarrasse de ceux qui ne sont pas de son bord, place ses hommes de confiance aux commandes. Dans tout le pays, des institutions centrales à celles des régions, des organes dirigeants du Parti et du gouvernement à tous les services économique, culturel, éducatif, les purges se succèdent, tandis que les limogeages et les transferts de cadres se poursuivent par vagues. Ceux qui ne jouissent pas de la confiance des nouveaux dirigeants sont changés pour faire place à des hommes « sûrs » placés aux postes de commande à tous les échelons. A la conférence plénière de septembre 1953 du Comité central du P.C.U.S., Khrouchtchev proclame effrontément : « *Les membres du personnel du Parti ou des Soviets qui sont de compétence médiocre doivent être remplacés sans exception par des travailleurs plus capables, mieux formés et plus expérimentés* ». Il ajoute que ceux du personnel limogé qui font preuve d'une « *bonne attitude envers le Parti (révisionniste), doivent être envoyés suivre un stage de formation ou dans les écoles du Parti, afin de devenir de bons dirigeants* ».

C'est ainsi que sous divers prétextes, les révisionnistes soviétiques intensifient la réorganisation de la direction au plus haut niveau dans les organismes du Parti de chaque république. Simultanément, des remaniements sont effectués en grand nombre dans les organisations administratives et militaires des Soviets afin de permettre aux hommes de confiance, amis, adhérents et courtisans de Khrouchtchev d'usurper les pouvoirs en occupant les postes-clés dans toutes les institutions importantes.

La clique Khrouchtchev-Brejnev ne se contente pas de limoger et remplacer un nombre considérable de membres du Comité central élus au XIXe congrès du P.C.U.S. (au XXe congrès du Parti communiste en 1956, 47 % des membres sont changés ; au XXIIe congrès en 1961, 70 %).

Elle déplace en outre une multitude de cadres du Parti des organismes régionaux à tous les échelons. Dans la seule république d'Ukraine, et rien qu'au cours de l'année 1955, 9 000 cadres environ sont remplacés par des hommes considérés comme plus sûrs ; en Géorgie, le cas se produit pour 2 500 cadres. Selon les statistiques incomplètes, à la veille du XXIIe congrès du P.C.U.S., la nouvelle clique dirigeante prétexte un « renouvellement des cadres » pour changer 45 % des membres de comités centraux du Parti des diverses républiques, comités de Parti des régions frontalières et comités de zones, elle en fait de même pour 40 % des membres de comités municipaux et de départements. En 1963 encore, elle profite de l'occasion fournie par la division en « Parti industriel » et « Parti agricole » pour remplacer plus de la moitié des membres de comités centraux des républiques et des comités régionaux des Partis.

Avec les pouvoirs du Parti et de l'État dans les mains des renégats Khrouchtchev-Brejnev et à travers toutes les purges décrites ci-dessus, la classe bourgeoise privilégiée prend peu à peu une place prédominante dans le Parti, le gouvernement et l'armée, ainsi que dans les secteurs économique, culturel et autres de l'Union soviétique. Cette classe privilégiée se sert de la position spéciale qu'elle a usurpée pour grossir énormément sa puissance politique et économique, et pour donner naissance à une bourgeoisie monopoliste bureaucratique ayant la haute main sur tout l'appareil d'État et sur les richesses nationales, une grande bourgeoisie de nouveau style.

Avec l'usurpation de la direction du Parti et de l'État par les révisionnistes soviétiques, une nouvelle bourgeoisie monopoliste s'est formée et développée au cours du processus de transformation de la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie, de l'économie socialiste en économie de capitalisme monopoliste d'État et en écono-

mie capitaliste. Les caractéristiques de cette classe d'exploiteurs sont les suivantes : d'abord, leur nombre restreint , ils ne sont qu'une poignée, mais, grâce à leur mainmise sur l'appareil d'État, ils réussissent néanmoins à s'emparer de la totalité des moyens de production. Ainsi, l'accaparement de tous les moyens de production de base ainsi que de toute la production sociale par quelques gros monopolistes bureaucratiques en Union soviétique est intimement lié à leur usurpation de positions privilégiées dans la bureaucratie. La méthode qu'ils adoptent n'est pas celle de la prise directe des moyens de production par des particuliers, mais par l'État. Derrière le nom de l'État se cachent ces monopolistes bureaucratiques qui pillent les greniers de l'État sans contraintes et les mettent à contribution pour servir les intérêts de classe d'un petit groupe. Par ailleurs, ils apparaissent en tant que « dirigeants de l'État » et agissent comme « communistes », bien que, en réalité, ils soient dans la position de gouvernants et d'exploiteurs des ouvriers et du peuple dans les organisations de travail de la société soviétique. Non seulement ils écrasent à nouveau le peuple de toutes les nationalités en Union soviétique, se comportant de façon tyrannique, mais encore, dans leur avidité sans bornes, ils veulent diriger le monde entier, réduire tous les peuples de la terre en esclavage sous leur joug. De plus, sous couleur de « rémunération selon le travail », ils effectuent en fait une rémunération selon le capital et le pouvoir, s'emparant en quantités considérables des fruits du labeur des masses ouvrières et des paysans. Par toutes sortes de moyens, ils obtiennent des « salaires » qui vont de quelques dizaines à plus de cent fois ce que gagne un ouvrier ou un paysan ordinaire. Ils jouissent aussi d'un traitement de faveur, mesuré à leur degré de puissance, et qui ne peut être chiffré en roubles. Ils se vautrent dans le luxe, vivent en parasites, et érigent sous une autre forme le « système hé-

réditaire » qui leur permet de transmettre à leurs enfants les avantages attachés au capital et aux privilèges.

En résumé, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique a transformé ses « espoirs de restauration » en « actes de restauration ». Cette bourgeoisie est entachée des caractères politiques de la duplicité et de la mentalité de parvenu. Cela en fait une classe extrêmement réactionnaire, hostile au peuple et effrayée par lui.

Aujourd'hui, cette bourgeoisie monopoliste bureaucratique nouveau style représente la classe exploiteuse et dominante principale en Union soviétique. Elle tient en mains le pouvoir suprême, tant politique qu'économique. Son principal représentant était, hier, Khrouchtchev, aujourd'hui, Brejnev. La ligne révisionniste et la politique social-impérialiste élaborées et mises en œuvre par Khrouchtchev, Brejnev et consorts reflètent bien les exigences de cette classe, tout comme elles servent ses intérêts privés. Cette nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique est par conséquent la base de classe du révisionnisme et du social-impérialisme. Elle constitue donc le plus dangereux ennemi du peuple travailleur soviétique et des peuples révolutionnaires du globe. Sa contradiction avec les masses ouvrières et paysannes soviétiques est une contradiction antagonique axée sur un conflit d'intérêts divergents de classes, c'est la contradiction interne principale en Union soviétique aujourd'hui.

Accroissement des forces de la bourgeoisie

Avec le soutien de l'encouragement de la clique des renégats révisionnistes soviétiques, un grand nombre de dirigeants d'institutions de base du Parti et du gouvernement, ainsi que des entreprises et des kolkhozes (19), dégénèrent

(19) Kolkhoze : exploitation agricole collective dans laquelle la terre, les bâtiments, le matériel sont mis en commun (N.d.T.).

en nouveaux éléments bourgeois. Constituant les plus solides piliers de la domination révisionniste, ces directeurs, chefs d'usines, responsables de kolkhozes, experts-généraux, travaillent comme agents de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique, suivent la ligne révisionniste et les politiques élaborées par Khrouchtchev, Brejnev et leurs comparses. Leurs pouvoirs sont immenses dans les entreprises et les kolkhozes ; ils sont directement responsables de l'organisation et obligent les ouvriers et les paysans à s'échiner pour le compte de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique ; c'est à eux que revient la tâche de soutirer le maximum de plus-value (20). Représentant le capital bureaucratique à la recherche de plus haut profit, ils agissent comme oppresseurs des travailleurs. Ils ont des privilèges, et se partagent une partie de la plus-value par le moyen de toute une variété de rétributions sous forme de hauts salaires, de généreuses récompenses, etc. Parmi eux, il en est beaucoup qui utilisent leurs pouvoirs, pratiquent la spéculation, la concussion, le vol et le détournement de fonds pour prendre indûment les fruits du labeur des ouvriers et des paysans, et s'en servent pour jouir d'une vie bourgeoise dissolue.

Les intellectuels bourgeois dispersés dans les divers services, culturel, éducatif, scientifique et technique, forment une couche sociale qui se rattache à la bourgeoisie de l'Union soviétique d'aujourd'hui. Ils contrôlent tous les milieux de la pensée, s'occupent activement à élaborer des tactiques et influencer l'opinion en faveur de la domination et l'exploitation par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, afin de la renforcer davantage. Ces aristocrates de l'intelligentsia, avec les grands pouvoirs dont ils disposent et le traitement spécial qui leur est accordé se

(20) Plus-value : différence entre la valeur des biens produits et le prix des salaires donnés aux travailleurs, dont bénéficient les capitalistes (N.d.T.).

trouvent placés très haut au-dessus du peuple travailleur et lui extorquent une part de la plus-value pour mener leur vie de parasites.

Sous la domination révisionniste, les chefs d'équipe, surveillants directs des travailleurs dans les entreprises et kolkhozes, et les responsables syndicaux aux échelons de base, censés représenter les intérêts des ouvriers, de même que certains « héros du travail », « délégués ouvriers », et « délégués paysans » vendus à la bourgeoisie monopoliste bureaucratique sur le plan économique politique et idéologique, tous ces gens montrent les signes d'une dégénérescence politique et sont devenus de simples instruments dont la bourgeoisie monopoliste bucreaucratique se sert comme de paravents pour leurrer le peuple soviétique. Si l'on en juge par le montant de leurs salaires, leur style de vie et leur conception du monde, ils ne sont plus que des aristocrates embourgeoisés de la classe ouvrière.

De plus, dès leur avènement au pouvoir, les révisionnistes soviétiques ont adopté une politique d'encouragement à la croissance de l'économie privée. En même temps, étant donnée la rapide évolution de l'économie entière vers le capitalisme, les forces de croissance spontanée du capitalisme se sont mises à proliférer, donnant naissance à de nombreux éléments bourgeois nouveaux. Certains d'entre eux sont des capitalistes qui ouvrent des ateliers clandestins, des entreprises de bâtiment et des boutiques clandestines ; d'autres sont de nouveaux koulaks qui engagent du personnel pour exploiter des terres voisines de leurs habitations ; d'autres encore sont des parvenus, enrichis par les spéculations et les échanges sur les marchés libres, ou même des vampires qui profitent des difficultés des autres pour pratiquer l'usure, et tout à l'avenant. Ces nouveaux riches font aussi partie intégrante de la bourgeoisie soviétique.

En dehors de ces forces bourgeoises variées, dans

la société soviétique d'aujourd'hui, d'anciennes classes exploiteuses et d'autres forces réactionnaires conservent des liens étroits avec les forces énumérées ci-dessus. Peu de temps après que Khrouchtchev se fut emparé des pouvoirs de premier secrétaire du Parti, il ordonna au Présidium du Soviet suprême de promulguer, sans considération des circonstances ni des comportements, une amnistie générale englobant tous « les citoyens soviétiques entraînés par poltronnerie ou manque de conscience politique à collaborer avec l'occupant », et stipulant que « les condamnés à des peines de prison pour avoir servi (les fascistes allemands) seraient relâchés, sans considération de la durée de leur condamnation ». Avant et après le XXe congrès, Khrouchtchev et sa bande ont successivement proclamé trois « amnisties générales », « qui ont permis à plusieurs millions de gens de voir leurs peines remises ». Il a été annoncé en 1957 que, depuis la mort de Staline, plus de 70 % des prisonniers incarcérés avaient déjà été libérés. Ce qui signifie que de nombreux renégats, espions, contre-révolutionnaires, propriétaires fonciers et bourgeois, voleurs, mauvais éléments et « démons malfaisants » de toutes sortes ont été « réhabilités » et laissés à nouveau libres d'agir. Ces déchets, ces rebuts de l'ancienne société, redevenus actifs, constituent désormais une partie de la base sociale du gouvernement révisionniste soviétique.

3. LE RENFORCEMENT DE L'APPAREIL D'ÉTAT DE DICTATURE FASCISTE

Lénine a déclaré : « *L'État, c'est une machine destinée à maintenir la domination d'une classe sur une autre* (21). » Depuis leur accession au pouvoir, les renégats

(21) Lénine, « De l'État », p. 11. E.P.

soviétiques ont systématiquement suivi une ligne révisionniste, couvant une nouvelle bourgeoisie, restaurant et développant le capitalisme, et aggravant la bipolarisation (22). Puisqu'il en est ainsi, leur prétendu « État du peuple tout entier » ne peut en aucun cas être vraiment celui du « peuple entier » ; il ne peut être qu'un instrument pour la domination bourgeoise et l'oppression du prolétariat. Des faits innombrables démontrent que : « *L'Union soviétique actuelle est une dictature de la bourgeoisie, une dictature de la grande bourgeoisie, une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne* ». La petite cour contre-révolutionnaire fondée par Khrouchtchev, Brejnev et consorts utilise ses pouvoirs usurpés pour renforcer incessamment l'appareil d'État réactionnaire, exercer une répression sanglante sur le peuple travailleur et les révolutionnaires. Elle en a outre mis en place une dictature intégrale de la bourgeoisie dans tous les domaines de l'idéologie, afin de consolider sa position dominante.

Répression sanglante de la résistance et des luttes populaires

Pour réprimer la résistance et la lutte du peuple soviétique, la clique des renégats révisionnistes s'appuie de plus en plus ouvertement sur une violence contre-révolutionnaire, afin de se maintenir au poste de commandement.

Renforcement et expansion des organes de dictature fasciste, en particulier de la police et de l'espionnage.

La « Commission de Sécurité d'État » ou K.G.B.,

(22) Bipolarisation : tendance à la division en classes (N.d.T.).

créée en mars 1954, relevant officiellement du Conseil des ministres de l'Union soviétique, mais directement dirigée, en réalité, par le Politburo (23) du Comité central des révisionnistes soviétiques, est une organisation d'espionnage gigantesque. Depuis une vingtaine d'années, le K.G.B. ne cesse d'étendre son organisation et de grossir ses effectifs, établissant un véritable réseau reliant l'intérieur du pays à l'étranger. Les soi-disant « membres du personnel » atteignent le chiffre considérable de quatre cent mille. Parmi eux, en dehors d'une partie occupée à l'étranger à faire du renseignement, à se livrer à des activités d'agression, de sabotage, subversion et autres formes d'espionnage, un très grand nombre travaille sur le territoire soviétique comme inspecteurs en civils, et constitue une garde prétorienne du régime, au service de la domination fasciste et la clique dirigeante. Maintenant, partout en Union soviétique, du gouvernement central aux administrations régionales, des agglomérations urbaines aux contrées rurales, dans tous les secteurs : politique, économique, militaire, de recherche scientifique, de production ou de services, on trouve des organismes et du personnel du K.G.B. C'est par ce réseau d'agents que la clique au pouvoir exerce une surveillance serrée des masses populaires et des cadres.

En juillet 1966 est établi le « ministère et la Sûreté sociale ». Ayant encouru l'opposition populaire, et après s'être agrandi en novembre 1968, il est discrètement changé en « ministère de l'Intérieur ». C'est l'instrument majeur des révisionnistes soviétiques pour exercer leur domination fasciste. Les autorités révisionnistes ont spécifié que la tâche du « ministère de l'Intérieur » était « d'organiser une contre-offensive résolue et opportune » contre les luttes de résistance populaire. La presse soviétique reconnaît qu'actuellement, les activités des institutions de « l'Inté-

(23) Politburo : Bureau politique (N.d.T.).

rieur » s'étendent à toutes les usines, tous les kolkhozes, toutes les agglomérations. Les « membres du personnel » de « l'intérieur » sont dotés de très grands pouvoirs et doivent s'appliquer à empêcher toute « violation de la discipline ». Ils ont même le droit d'aller dans les organisations à l'échelon de base rechercher les « fauteurs de troubles » irréductibles, pour les soumettre à l'interrogatoire et à des sévices barbares. Durant ces dernières années, le « ministère de l'Intérieur » a même créé des troupes relevant directement de sa juridiction pour réprimer la résistance populaire à l'intérieur du pays. Selon certaines informations, les effectifs de ces troupes se montent à plusieurs centaines de milliers d'hommes, elles sont équipées d'armements divers, y compris de matériel lourd tel que des chars, et prêtes à tout moment à partir en campagne pour réprimer la lutte populaire.

A partir de 1968, les révisionnistes soviétiques étendent encore les pouvoirs de la police et augmentent considérablement ses effectifs, ils créent en outre un « Bureau de défense spécialisé », un « Bureau de nuit de la police populaire » et un « Corps motorisé de la police populaire ». Ces institutions sont dotées d'équipements de détection criminelle, de moyens chimiques pour effectuer des arrestations, d'appareils-photos secrets et autres gadgets ultramodernes servant à la détection, aux communications et à la répression.

Pour renforcer encore davantage cette répression dirigée contre le peuple, la clique dirigeante révisionniste en Union soviétique rétablit en septembre 1970 le ministère de la justice précédemment aboli, en développant l'envergure et le nombre des Cours et tribunaux. C'est une manœuvre de consolidation de l'appareil de la justice fasciste, qui vise à préserver son gouvernement réactionnaire.

En décembre 1965, les révisionnistes soviétiques changent le nom de la « Commission de Surveillance du Parti

et de l'État » en « Commission de Surveillance populaire ». Cette « Commission de Surveillance », sous le fallacieux prétexte qu'il faut « *chercher où sont les responsabilités pour toute infraction aux règlements* », étend ses tentacules jusque dans les usines, kolkhozes, organisations et magasins, aux plus bas échelons, érigeant de prétendus « postes de surveillance » et formant ainsi un réseau d'espionnage qui va de haut en bas et couvre les moindres recoins.

Lénine écrit que l'impérialisme « montre le renforcement extraordinaire de la « machine d'État », l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres » (24). En Union soviétique, les fonctionnaires, policiers, agents spéciaux sont en train de se multiplier rapidement. Selon des statistiques incomplètes, leur nombre atteignait en 1972 plus de 2 millions, soit 60 % de plus que les effectifs de 1960 (1,245 million non compris les effectifs militaires). Ce chiffre, cependant, a semblé encore insuffisant pour les dirigeants révisionnistes. Sous les organismes spécialisés de la dictature fasciste, quantité d'organismes non spécialisés ont été créés, sous une collection fort variée de titres et d'appellations. Déjà, en 1959, avait été fondé le corps de la « Garde populaire de Volontaires » ; ce corps comporte aujourd'hui plus de cent quatre-vingt dix mille unités et plus de sept millions d'hommes. En 1975, un ordre est promulgué stipulant « les droits et responsabilités fondamentaux » de la « Garde populaire de Volontaires », afin de consolider cette organisation par la voie législative. En outre, il existe toute une variété d'organisations, telles que le « tribunal des camarades », le

(24) Lénine, « L'État et la révolution », p. 39. E.P.

« procureur sectoriel », le « projecteur des Komsomols » (25), le « Groupe d'Action des Komsomols » etc., pour servir d'appoint aux institutions spécialisées de la dictature fasciste. Selon l'aveu même de responsables du « ministère de l'Intérieur », les révisionnistes soviétiques ont encore, ces dernières années, « *établi des comités de prévention d'infractions à la loi dans toutes les unités de base et agglomérations* ». Les liens ainsi établis entre les organismes spécialisés de dictature fasciste et les organisations sociales, les entreprises et administrations permettent un contrôle plus poussé des activités du peuple.

Les lois et règlements réactionnaires.

La venue au pouvoir du révisionnisme en Union soviétique a entraîné la promulgation d'une kyrielle de « lois », « règlements » et « résolutions » réactionnaires, au nom d'un « renforcement de la loi et l'ordre ». Citons, notamment, la « résolution sur le renforcement des mesures policières », le « code criminel fondamental complémentaire et modifié », les « règlements sur la détention préventive », la « base législative de la réforme par le travail », la « résolution sur le renforcement de la discipline du travail ». Ce sont autant de couvertures « légales » pour les divers actes de persécution ou crimes des appareils de dictature fasciste. Selon des statistiques partielles, durant la courte période qui s'étend de l'avènement de Brejnev à 1973, plus de vingt lois réactionnaires d'importance majeure furent élaborées ou modifiées. La particularité de ces lois est que la majorité d'entre elles sont principalement dirigées contre les prétendus « criminels politiques » mécontents du régime révisionniste soviétique. L'hypocrite « Code criminel fondamental complémentaire et modifié », sorti en

(25) Komsomol : Ligue de la jeunesse communiste de l'Union soviétique (N.d.T.).

1969, permet de traiter calomnieusement les actions de résistance populaire « de rassemblements pour créer le désordre », de « sabotage du travail d'organes de réforme par le travail », de « vol », et ainsi de suite, qualifiant ces actions de « crimes extrêmement dangereux ». Il est donc possible de porter à volonté contre les coupables l'accusation de « crime contre l'État » et de condamner les « criminels » à des lourdes peines allant d'un minimum de cinq à quinze ans de réclusion, aux « travaux forcés et à l'exil », etc. De plus, il est spécifié que ces peines ne peuvent être « commuées ». Les « règlements sur la détention préventive », publiés la même année, spécifient clairement que tous « *les accusés, inculpés passant en jugement, suspects ou auteurs présumés d'un crime susceptible de leur valoir la peine de privation de liberté* », sont aptes à subir les « mesures coercitives » de détention préventive, afin qu'ils ne puissent échapper à l'enquête, la surveillance, le jugement, l'incarcération ou même la peine capitale. Cela veut dire que quiconque, adulte ou enfant, ose laisser percer du mécontentement envers la domination révisionniste en Union soviétique, maintenir les principes marxistes-léninistes, parler, résister ou lutter, peut être arbitrairement traité comme « suspect » de menacer leur gouvernement fasciste et, en tant que tel, devenir l'objet d'une « garde à vue », être arrêté et enfermé au titre de « détention préventive ». L'article 17 des « règlements sur la détention préventive » stipule en outre que, en cas de résistance au moment de l'arrestation, on peut « *mettre les menottes ou la camisole de force* » aux accusés, et que « *l'emploi des armes est permis par mesure extraordinaire* ».

Dans l'Union soviétique régentée par les révisionnistes, il n'existe aucune garantie pour la vie et la sécurité du peuple. Lénine écrit que la Loi est « *l'expression de la volonté des classes qui [...] détiennent le pouvoir de*

l'État » (26). La collection de « lois », « règlements » et « résolutions » réactionnaires promulguée par la clique dirigeante révisionniste est l'expression de la volonté de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique en Union soviétique. C'est l'instrument qu'elle utilise pour exercer sa dictature fasciste sur les masses populaires. Il est naturel, dans ce cas, que le peuple ne puisse plus trouver de garantie dans la loi.

L'emprisonnement abusif sévit partout.

La clique des renégats révisionnistes soviétiques a aussi fait construire un grand nombre de prisons additionnelles dans tout le pays, ainsi que des « camps de réforme par le travail » et des « hôpitaux psychiatriques ». D'innombrables révolutionnaires et des innocents y croupissent. Actuellement, les *« camps de réforme par le travail »* existent en grand nombre et sous toutes sortes de formes en Union soviétique. Ils sont d'ores et déjà devenus l'une des principales institutions des autorités soviétiques au service de leur dictature fasciste. On les divise en quatre catégories : « ordinaire », « renforcé », « sévère » et « spécial ». Tous les « criminels politiques » ou prétendus « criminels d'État particulièrement dangereux » sont envoyés dans les « camps de réforme par le travail SÉVÈRES ». Les « criminels » réputés difficiles à mater sont enfermés dans les « camps de réforme par le travail SPÉCIAUX ». Ces derniers se trouvent sur des ilôts dans l'océan Arctique, et sont une réédition des camps de concentration nazis. Selon les informations, il y a aujourd'hui en Union soviétique plus de mille « camps de réforme par le travail », où sont incarcérés plus d'un million de « criminels », à savoir, en-

(26) « Programme agraire de la social-démocratie... », Lénine, Œuvres, tome 13, p. 343.

viron 0,5 % de la population soviétique. Ce pourcentage dépasse même celui de certains pays impérialistes occidentaux.

En dehors des nombreuses prisons annexes et « camps de réformes par le travail », la clique Khrouchtchev-Brejnev a établi en plus un système « d'hôpitaux psychiatriques » pour éliminer ceux qui se dressent contre leur funeste domination. Ces dernières années, nombreux ont été ceux qui, parce qu'ils s'opposaient au gouvernement fasciste des révisionnistes soviétiques ou à leur oppression nationale, ont été déclarés « fous », « psychotiques », ou « schizophrènes », et emmenés de force dans des « hôpitaux psychiatriques ». Ces « hôpitaux » sont contrôlés par la « commission de la Sûreté d'État » et le « ministère de l'Intérieur » ; les responsables en sont tous des délégués spéciaux de ces organismes. Dans les « hôpitaux », on trouve également des tortionnaires pour infliger des sévices aux internés. En plus de cet internement et de ces sévices, les prétendus « malades psychiatriques » reçoivent par la force des injections de drogues fortes et toxiques, qui doivent les obliger à changer leur point de vue politique. Un grand nombre de ceux qui ont subi ces mauvais traitements ou qui ont même passé à plusieurs reprises par ces « hôpitaux psychiatriques » en sont restés gravement diminués à vie ou sont morts des suites des tortures subies.

Lorsque Lénine dénonça le sinistre gouvernement de l'ancien tsar, il écrivit, à propos des persécutions arbitraires et inhumaines perpétrées par la police : « *Quel degré doit avoir atteint* cette persécution *pour faire hurler jusqu'aux pierres !* (27). » Aujourd'hui, sous la domination des nouveaux tsars, l'Union soviétique est devenue un État de dictature fasciste où pullulent et opèrent partout sans contraintes les espions et les policiers, où prolifèrent les

(27) « Revue de la politique intérieure », Lénine, Œuvres, tome 5, p. 296.

lois réactionnaires, où les internements abusifs sévissent à travers tout le pays. Les masses laborieuses y sont privées de leurs droits démocratiques les plus élémentaires, et il n'y existe pas la moindre garantie de liberté de l'individu. A la plus légère velléité de résistance ou de lutte, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique met en mouvement les policiers, les tanks, les lances à incendie, les blindés, et même les parachutistes pour exercer une répression sanguinaire. Cependant, la coercition barbare ne peut qu'inciter à une résistance plus grande. A présent, la lutte du peuple soviétique contre la domination révisionniste s'élève ici et là dans tout le territoire, sous toutes sortes de formes. Le peuple soviétique brisera inévitablement un jour les barreaux de sa prison, renversera la dictature fasciste et reconstruira une dictature du prolétariat.

La dictature de la bourgeoisie dans le domaine idéologique et intellectuel

Marx l'a indiqué : « *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle* » (28). En même temps que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique occupe la place dominante sur les plans économique et politique, elle doit nécessairement faire de même dans tout le domaine idéologique, celui de la pensée et de la culture, si elle veut exercer une dictature intégrale.

Une fois montés au pouvoir, les révisionnistes soviétiques ont détruit et écrasé, dans le domaine idéologique, la

(28) K. Marx et F. Engels, « L'idéologie allemande », « Œuvres choisies de Marx et Engels », tome I, p. 44, Editions du Progrès, Moscou-Paris.

pensée et la culture socialistes du prolétariat, et exercé un contrôle idéologique fasciste des masses populaires. Aujourd'hui, ils exaltent le militarisme, le chauvinisme national et le racisme, utilisent la littérature et l'art comme instruments au service du social-impérialisme. La pensée et la culture bourgeoises occidentales, décadentes et corrompues, sont en même temps largement importées en Union soviétique, et rejoignent le courant de pensée bourgeois qui a repris le dessus dans ce pays. C'est un véritable torrent qui cause partout des ravages, démoralise le peuple, émousse sa détermination révolutionnaire et consolide la domination réactionnaire.

Renforcement intensif du contrôle fasciste de la pensée.

Après leur prise du pouvoir, les chefs de file du révisionnisme soviétique, n'ont eu de cesse qu'ils n'aient renforcé le contrôle de la pensée populaire, clamant qu'ils allaient « *mener une lutte sans rémission contre les idéologies incompatibles avec la nôtre* ». C'est pour atteindre ce but que, depuis 1968, ils ont régulièrement convoqué aux niveaux central et régional, des conférences, dites de « *renforcement du travail idéologique* ». Ils ont également construit un formidable « réseau de renseignements » au sein du Parti et donné ordre à ses organismes régionaux, en particulier ceux des régions des minorités nationales et des contrées lointaines, d'ouvrir des discussions et d'effectuer des études centrées sur « *l'amélioration du travail de renseignement du Parti* », afin d'être « *informés sur ce que les gens pensent* », « *comment ils réagissent devant les événements* », etc. Dans l'armée, en plus de l'épuration, menée sur une grande échelle, des officiers jugés comme n'étant « pas sûrs », ils prônent une « *surveillance double et même triple des soldats* ». Le Comité central et le ministère de l'Education ont bien défini la mission du travail idéo-

logique dans les écoles : « une nouvelle génération ayant une foi inébranlable dans la politique du Parti ». Pour cela, une multitude d'agents déguisés en « étudiants » sont envoyés à l'école pour y surveiller les professeurs et étudiants. Au moindre signe de « déviation », ceux-ci sont renvoyés. Selon un article de 1974, paru dans la « Pravda ukrainienne », dans les établissements d'enseignement supérieur ukrainiens plus de sept mille étudiants ont été renvoyés pour « motifs idéologiques » en une seule année. Les révisionnistes soviétiques exercent un contrôle encore plus strict sur la littérature et l'art. Ils déclarent : « *La littérature et l'art sont le principal champ de bataille où s'affrontent les idéologies en combats acharnés.* » Au 23e Congrès du P.C.U.S., Brejnev interdit aux milieux littéraires et artistiques de « *diffamer le régime par le moyen de leur art* ». Au 24e Congrès du Parti révisionniste, il est encore réitéré avec force que les auteurs ne doivent pas « calomnier la réalité soviétique », ni « aider les ennemis idéologiques » ; la littérature et l'art doivent « promouvoir encore plus activement » la ligne politique des révisionnistes soviétiques. Bref, sous le contrôle impitoyable de ceux-ci, le peuple n'a plus aucune liberté de parole. Dans les toilettes d'un théâtre de Minsk, on peut voir le quatrain suivant griffonné sur un mur :

« *Ecrire dans cet endroit peu ragoûtant,*
A sans doute quelque chose de surprenant.
Mais l'on ne trouve, tu en conviens, ami,
Liberté de parole ailleurs qu'ici. »

Voilà un trait d'une ironie mordante contre la domination fasciste des révisionnistes soviétiques.

Education militariste intensive.

Lénine a dit du militarisme qu'il est le « *principal*

instrument de la domination de classe de la bourgeoisie et de la sujétion politique de la classe ouvrière » (29). En rétablissant le capitalisme en Union soviétique, les révisionnistes ont mis à l'ordre du jour avec « la plus haute, la plus importante priorité », l'intoxication par l'action psychologique dans l'armée et adopté pour ce faire toute une série de mesures réactionnaires. Au nom de l'intensification d'une « éducation patriotique militaire », les sentiments de chauvinisme national y sont inculqués à outrance. Les soldats soviétiques sont appelés à « ne pas être avares de leur sang et de leur vie », mais prêts à « verser leur dernière goutte de sang » pour l'expansion territoriale au profit du révisionnisme soviétique. En même temps, des efforts particuliers sont faits pour inculquer l'esprit militariste à la jeunesse, en donnant à ces jeunes l'idée que « le service militaire est un honneur », et que « celui qui ne sert pas dans l'armée n'est pas un homme ». Cela constitue une partie capitale du contenu de l'enseignement. L'éducation militariste est d'ores et déjà inscrite au programme comme « cours de base », avec examens et notes. Il n'est pas jusqu'au jardin d'enfants où l'on ne commence à « *encourager le sentiment national chez l'enfant d'âge pré-scolaire* ». En dehors de l'école, les révisionnistes soviétiques ont fait établir pour tous les adolescents de 15 à 16 ans, des « stations d'entraînement » pour les soumettre à un programme obligatoire de quatre à six heures par semaine d'éducation militariste et d'entraînement militaire. La clique dirigeante a aussi proclamé qu'il fallait « créer une organisation militaire » de la Ligue de la Jeunesse communiste (Komsomol) et donner aux jeunes un prétendu « entraînement militaire de base ». Tout le monde, de l'ouvrier

(29) Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », Lénine, Œuvres, tome 15, p. 206.

d'entreprise au membre du kolkhoze, du professeur à l'étudiant, doit prendre part aux « classes d'entraînement » militaire et subir un « enseignement de défense nationale » fasciste. L'Union soviétique est à présent devenue une vaste caserne où le peuple soviétique se trouve astreint à la corvée militaire.

Tout au long de ces dernières années, les révisionnistes n'ont pas manqué de mobiliser la presse, la radio, la télévision, le cinéma et l'édition, instruments de l'opinion, pour propager largement l'idéologie militariste. Dans son rapport au 24e Congrès du P.C.U.S., Brejnev a fait valoir que les œuvres littéraires et artistiques doivent comporter des « thèmes patriotiques ». Un responsable de la Fédération des Écrivains a aussi souligné la nécessité de « *faire tous les efforts pour que les traditions guerrières soient développées et consolidées dans la littérature soviétique* ». Afin de programmer et d'encourager la création d'œuvres dites « patriotiques militaires », quelques dizaines de conférences nationales ont été tenues depuis 1968. Des dirigeants militaires soviétiques y ont participé en personne et clamé que les « thèmes patriotiques militaires » avaient une « signification d'actualité » et restaient des « thèmes éternels ». C'est sous l'impulsion de cet encouragement et de cette programmation que toute une collection de romans, films, pièces de théâtre, peintures, exaltant le militarisme ont successivement vu le jour. Sous prétexte de louer le « patriotisme » et la « défense de la patrie », la littérature et l'art sont devenus des instruments des révisionnistes soviétiques pour faire l'apologie de la prolifération des armements et des préparatifs de guerre, de l'agression expansionniste à l'étranger et de la lutte pour l'hégémonie mondiale. Mais ces slogans du genre « défense de la patrie » du social-impérialisme arrivent de moins en moins à duper le peuple soviétique. Comme l'a déclaré Engels, « *le militarisme périt de la dialectique de son*

propre développement » (30). Ce n'est certes pas lui qui sauvera cette poignée de renégats de leur inéluctable et fatale destruction.

La pensée et la culture bourgeoises : publicité pour la corruption et la décadence

Dans la société soviétique d'aujourd'hui, la pensée et la culture bourgeoises infectent tous les domaines de leur pourriture. Les causes ne se trouvent pas seulement dans le fait que les autorités soviétiques ont lâché la bride à la propagation de la pensée, de la culture, et du mode de vie de la bourgeoisie occidentale, mais surtout dans le fait qu'elles-mêmes prônent un style de pensée et de culture bourgeoises corrompues et décadentes. La conséquence en est la consolidation de la dictature intégrale de la bourgeoisie dans le domaine idéologique. Pour tromper, leurrer, corrompre les mentalités, les révisionnistes soviétiques ont largement diffusé, depuis leur accession au pouvoir, les points de vue de la moralité bourgeoise tels que « le bonheur, c'est de Vivre », « l'argent amène le bonheur ». Khrouchtchev a dit que son « programme du Parti communiste » présenté au 22e Congrès du P.C.U.S. était tendu tout entier vers un seul but : « *tout pour l'individu, tout pour le bonheur de chacun* ». Brejnev, lui, a déclaré que « *l'amélioration des conditions de vie du peuple était le but direct* ». Sous l'impulsion de leurs maîtres, et autour des thèmes fixés par eux, les plumitifs de toutes sortes, placés dans les divers postes du domaine de l'idéologie, font un battage publicitaire encore plus grand pour la

(30) F. Engels, « Anti-Dühring », p. 199. E.S.

philosophie bourgeoise de la Vie. Dans la presse soviétique, on peut lire à tout moment ce genre de fariboles : « *Le premier bonheur humain est de vivre, car personne ne désire mourir. Nous voulons tous vivre, et vivre le plus longtemps possible* » ; « *j'aimerais obtenir un appartement de deuxième ou troisième classe, avoir un seul enfant, un revenu de trois cents roubles par mois, et me débrouiller pour pouvoir acheter une voiture* », et ce serait « le bonheur » ; « *l'acquisition de la connaissance est dirigée vers le profit, l'éducation sert à gagner de l'argent* », etc. Les affirmations mensongères de cet acabit ne se comptent plus, et toute la publicité possible leur est donnée. Pis encore, au début de 1975, la « Komsomolskaya Pravda », un des organes des révisionnistes soviétiques, invita un docteur en économie à faire à la jeunesse les étranges recommandations que voici : « *Les jeunes veulent gagner plus d'argent* », « *il faut les laisser en gagner* », « *ces jeunes gens méritent notre estime* ». Ce docteur alla même jusqu'à enseigner aux jeunes les « secrets » de l'enrichissement. D'après lui, les jeunes devaient se servir de « *leur énergie et de leur talent* » pour « *acquérir des connaissances* », car c'était là « *une tirelire productrice à long terme de gros bénéfices* ». Comme on le voit, les renégats révisionnistes soviétiques n'hésitent pas à se faire « instigateurs de délit » politique, essayant par tous les moyens de pervertir le peuple, en particulier la jeunesse, avec la pensée bourgeoise.

Les révisionnistes soviétiques, pour s'assurer des successeurs bourgeois parmi la jeunesse, n'ont pas seulement formé des produits des soi-disant « XXe Congrès » et « XXIIe Congrès », des écrivains de quatrième génération, tels Yevtouchenko, à qui on laisse écrire des œuvres licencieuses et triviales, vantant le mode de vie bourgeois, ils ont aussi, sous couleur « d'éducation du peuple tout entier », mis en pratique une ligne d'éducation révisionniste

de « priorité à l'éducation de l'intelligence » et « d'éducation du génie ». Ils ont fait de l'université un véritable berceau d'aristocrates de l'esprit bourgeois. Les fils d'ouvriers et de paysans n'y entrent guère ; aussi l'université est-elle une échelle à laquelle grimpent les fils de bourgeois pour atteindre le niveau des couches sociales privilégiées. Brejnev et consorts l'ont déclaré publiquement : « *l'État choisit principalement les cadres pour effectuer les tâches économiques, diplomatiques, militaires et toutes les activités sociales du Parti, parmi les spécialistes ayant reçu une formation d'enseignement supérieur* ». Ils sont également très partisans de « l'éducation du génie », font ressortir qu'il faut « *absolument sélectionner des sujets vraiment doués pour l'école, afin de produire des étudiants exceptionnels* ». Par le moyen de ce prétendu « *système de pêche aux génies et de promotion du génie* », des fils de bourgeois sont portés aux nues comme « étudiants de génie » exceptionnellement « *favorisés par la nature* » ou « *particulièrement doués* ». Ceux-ci sont envoyés dans les grandes écoles, puis dans des « cités scientifiques » pour la formation de « génies », situées en Sibérie et requérant un triple examen, où ils subissent une formation plus poussée encore.

L'enseignement supérieur, sous la houlette des révisionnistes soviétiques, est devenu un moyen de s'élever dans la hiérarchie, d'atteindre les honneurs, les privilèges et la richesse ; c'est précisément pour cette raison aussi qu'il est devenu une sorte de bourse aux honneurs et aux titres, où règne une atmosphère des plus nuisibles. Ici, à tous les niveaux, qu'il s'agisse de l'admission à l'université, du passage en année supérieure, de l'examen, ou de l'obtention du diplôme, tous les abus sont permis : jeux d'influences, pots-de-vin, tricherie, marchandage, utilisation d'épouses ou de petites amies ; tous les moyens sont bons et ces manœuvres sont ouvertement employées en dedans comme en

dehors de l'école. On voit là la conséquence inéluctable de la politique menée par le révisionnisme soviétique : se servir de son savoir « *pour défendre les privilèges du sac d'écus et la domination exercée sur le peuple par le capital* » (31).

(31) « Comment organiser l'émulation ? », Lénine, Œuvres, tome 26, p. 427.

CHAPITRE III

DEGRADATION DES RAPPORTS DE PRODUCTION SOCIALISTES EN RAPPORTS DE PRODUCTION CAPITALISTES

La clique de Khrouchtchev et Brejnev, après avoir usurpé les pouvoirs suprêmes du Parti et du gouvernement soviétiques, met en œuvre une ligne révisionniste intégrale visant à transformer la dictature du prolétariat en dictature de la grande bourgeoisie. La nature de l'État soviétique est modifiée et celle du système de propriété socialiste est également altérée. Le système marchand, la répartition selon le travail et le système des salaires à huit échelons subsistent encore dans la société socialiste, et cela ne diffère guère d'avec l'ancienne société. Aussi, dès leur arrivée au pouvoir, les renégats soviétiques ont pu aisément mettre en place une ligne et des principes politiques révisionnistes, en utilisant pour cela l'appareil d'État. Sur le plan de la gestion des entreprises, des relations entre personnes, du système de répartition, ils ont restauré intégralement les rapports de production bourgeois, transformé le système de propriété socialiste du peuple tout entier en système de propriété du capitalisme monopoliste bureaucratique, converti le système de propriété collective socialiste en système de propriété capitaliste, et changé l'économie socialiste en économie capitaliste ou plus exactement, en économie capitaliste monopoliste d'État.

1. LA MODIFICATION DANS TOUS LES DOMAINES ET SUR UNE VASTE ÉCHELLE DU SYSTÈME DE PROPRIÉTÉ SOCIALISTE

Dégradation du système de propriété du peuple tout entier en système de propriété capitaliste monopoliste d'État

L'accaparement du pouvoir par Khrouchtchev et Brej-

nev signifia la prise en mains par la bourgeoisie des pouvoirs suprêmes du Parti, du gouvernement, de l'armée, des finances et de la culture. Tenant les rênes du pouvoir, les bourgeois se mettent immédiatement à l'œuvre pour modifier intensivement la ligne et la politique du Parti, et changer quasi intégralement le système de propriété soviétique. Dans les entreprises d'État placées auparavant sous le système de propriété socialiste du peuple tout entier, la tactique utilisée par Khrouchtchev, Brejnev et leurs comparses est de ne pas changer, nominalement du moins, l'appellation de propriété socialiste, mais de s'en servir précisément pour cacher la modification de nature qu'ils impriment au système lui-même. Dans les faits, celui-ci est sournoisement converti en système de propriété capitaliste monopoliste bureaucratique, ou monopoliste d'État, et sert les intérêts privés de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique. Cet état de choses se reflète dans les faits suivants :

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique et ses agents tiennent solidement en mains les entreprises et renforcent sans cesse leur emprise sur elles.

Après la montée au pouvoir de la clique des renégats révisionnistes soviétiques, Khrouchtchev saisit divers prétextes, tels que « *remédier aux carences d'organisation dans les directions d'entreprises* », « *lutter contre le bureaucratisme* », etc., pour faire effectuer de multiples épurations dans les directions d'entreprises de l'industrie ou du bâtiment. De 1954 à 1957, plus de 900 000 cadres dirigeants sont remplacés ; en outre, des agents de divers niveaux sont envoyés prendre solidement en main la direction des institutions et entreprises à tous les échelons, et y mettre en pratique une ligne de gestion capitaliste, tandis que les directeurs d'usines et les gérants usent, dans les limites permises, de leur droit de répartition et d'utilisation

des moyens de production. Ainsi, par exemple, les « *Règlements des entreprises socialistes d'État* » *stipulent : « Les droits de gestion des activités de production sont exercés par le directeur (ou par le gérant, ou le chef de service) et par les autres dirigeants de l'entreprise, selon la répartition des responsabilités* ». Le directeur d'entreprise a le droit de vendre, céder ou louer les moyens de production de l'entreprise, de fixer son contingent de personnel, d'engager ou de licencier du personnel, ainsi que de décider de l'utilisation des divers « fonds de stimulation économique » mis à la disposition entière des entreprises par les dirigeants révisionnistes. Ces règlements démontrent que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique de l'Union soviétique s'est déjà emparée, de fait, des moyens de production appartenant auparavant au peuple travailleur tout entier. Désormais, ces moyens peuvent être gérés et utilisés au profit de la classe qui les a usurpés.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique, ayant établi sa domination dans les entreprises, doit inévitablement renforcer la centralisation de la production et du capital. En effet, plus le capital disponible est important, plus la capacité d'exploitation est grande et plus le contrôle direct de la gestion des entreprises et de l'économie nationale par une poignée de monopolistes bureaucratiques est renforcé. Selon les statistiques, de 1959 à 1960, il y avait plus de 200 000 entreprises industrielles en Union soviétique (ce chiffre ne comprend pas les communications, les transports et le bâtiment) ; en 1970, il n'y en a plus que 50 000. L'arrivée au pouvoir de Brejnev se manifeste, entre autres, par le développement considérable des sociétés conjointes qui, peu nombreuses avant 1970, se sont multipliées vertigineusement pour atteindre 1 500 en 1974. Présentement, les sociétés conjointes employant plus de 1 000 personnes représentent 72 % du nombre total, celles de plus de 5 000 personnes, 15,5 %. Au 24e Congrès

du P.C.U.S. en 1971, Brejnev déclarait avec insistance : « *La directive sur l'établissement de sociétés et entreprises conjointes doit être appliquée avec encore plus de diligence — à l'avenir, elles devront constituer l'unité de compte économique de base dans la production sociale.* » Le 2 mars 1973, les révisionnistes sortent les « *Quelques mesures pour le perfectionnement supplémentaire de la gestion des entreprises* », appelant au renforcement et au développement accéléré des sociétés conjointes. En mars 1974, ils publient les « règlements sur les sociétés conjointes (combinats) ». C'est ainsi que, grâce aux pouvoirs d'État dont ils disposaient, des mesures sont prises successivement pour hâter l'accroissement des sociétés conjointes et des combinats.

Par le biais des sociétés conjointes, les moyens de production sont de plus en plus concentrés dans les mains d'un petit groupe de grands bourgeois, ce qui permet de renforcer la domination des capitalistes monopolistes bureaucratiques en Union soviétique.

Renforcement du système marchand et monétaire et application du principe capitaliste de la primauté du profit

Dès qu'il est à la tête du gouvernement, Khrouchtchev prône « *l'accroissement des rapports marchands et monétaires* », insistant emphatiquement sur « *la nécessité de donner plus de signification aux profits et bénéfices* », « *de donner plus de possibilités aux entreprises de disposer de leurs bénéfices* ». Il propose également de faire du « profit » « la norme principale » pour « planifier et contrôler » les activités des entreprises. Le programme du Parti révisionniste soviétique définit aussi la nécessité « d'utiliser pleinement les rapports marchands et monétaires », de faire de l'augmentation du profit le « critère essentiel » du Parti. Sous couvert de cette ligne révisionnis-

te, ils ont fait du tapage autour de propos saugrenus comme : « *Le profit est la meilleure référence pour un communiste chargé de la gestion d'une entreprise* » ; « *le rouble est l'étalon du mérite dans le travail* », etc.

En septembre 1962, Khrouchtchev encourage un économiste à sa solde, Libermann, à publier un document nocif intitulé : « Plan, profit et primes », qui met systématiquement en avant un projet de gestion des entreprises d'État, centré autour du profit au poste de commandes et des stimulants matériels. Il présente, de plus, un « projet de réforme de la planification ». Aux termes de ce « projet », le plan d'État ne fixerait aux entreprises que le volume de production des principaux produits, celui des autres produits étant déterminé par les entreprises elles-mêmes ; celles-ci recevraient, par ailleurs, des bonifications proportionnées à l'importance des bénéfices qu'elles réaliseraient ; plus les bénéfices seraient grands, plus généreuse serait la gratification. Les entreprises pourraient avoir « une marge de manœuvre » dans la détermination des prix des nouveaux produits, ce qui leur assurerait de plus gros bénéfices. Peu de temps après l'élaboration de ce « projet », Khrouchtchev donne l'ordre aux organismes du Plan de l'étudier consciencieusement. Puis, « des essais de grande ampleur sont effectués sur des entreprises industrielles à Moscou, Leningrad, en Ukraine et en d'autres endroits.

Après son accession au pouvoir, Brejnev pousse encore plus loin l'élaboration des thèses contre-révolutionnaires de « réforme économique », afin de répondre aux besoins de la gestion bourgeoise monopoliste bureaucratique des entreprises. Il prône l'utilisation répandue de moyens économiques comme les stimulants matériels, les prix, les crédits etc. Simultanément, sur la base des conclusions tirées de leur « expérimentation », Brejnev et ses acolytes accélèrent l'application des principes de gestion capitaliste entièrement axés sur le profit. En septembre 1959, le Comité

central du P.C.U.S. adopte, à sa séance plénière, une « *résolution sur les stimulants économiques pour améliorer l'administration industrielle, perfectionner le travail de planification et renforcer la production industrielle* ». On commence à mettre en place ce « nouveau système économique » dans toutes les entreprises industrielles du pays. Ensuite, le gouvernement soviétique donne son accord à l'entrée en vigueur des « Statuts des entreprises de production d'État socialistes », fixant ainsi les principes de gestion capitaliste en leur donnant une dimension juridique.

En quoi consiste ce « nouveau système économique » mis en place par les révisionnistes soviétiques ? C'est l'utilisation du principe capitaliste du profit pour « améliorer » la gestion, « perfectionner » le travail de planification et « stimuler » la production des entreprises : ce qui veut dire que le profit devient le principe directeur, et la recherche du profit, le but et les motivations de la production. Le contenu essentiel du système est le renforcement des rapports marchands et monétaires et la stimulation d'une recherche de plus gros bénéfices chez les entreprises. En termes concrets, cela signifie que :

1) Au niveau des normes de planification, ce sont deux normes monétaires, le chiffre de vente et le taux de profit, qui sont mises en avant. Pour citer leurs propres paroles : « *Le chiffre de vente des produits et le taux de bénéfices, normes finales d'activité de l'entreprise, sont au cœur du nouveau système de stimulation économique.* »

2) Au niveau des moyens de stimulation, il est stipulé qu'une fois les normes de vente et bénéfices atteintes, l'entreprise peut tirer un fonds de stimulation économique de la somme des bénéfices. Plus l'entreprise gagnera d'argent, plus ce fonds sera important, et plus les dirigeants de cette entreprise obtiendront de « stimulants matériels individuels ».

3) Au niveau de la détermination du prix des produits, on effectue aussi une stimulation artificielle. Afin de garantir les « droits égaux » de profit à toutes les entreprises à égalité d'investissement, un taux général de bénéfice est déterminé pour les différents produits ; de plus, les entreprises, dans la fabrication de certains d'entre eux, ont le droit de fixer un « prix spécial », très élevé.

4) Les banques appliquent un principe de différenciation des prêts accordés aux entreprises : des conditions préférentielles, comme la réduction du taux d'intérêt, l'augmentation du crédit temporaire, seront réservées aux entreprises bien « gérées » et rapportant gros ; dans le cas contraire, des mesures disciplinaires sévères seront prises sur le plan financier, notamment l'augmentation des taux d'intérêt, la diminution ou même la coupure des crédits.

Pour répondre aux besoins du « nouveau système économique » et donner aux entreprises « une plus grande autonomie dans la gestion de leur production », les « Statuts des entreprises de production d'État socialistes » donnent aux directeurs et gérants d'usines de « larges pouvoirs » pour les encourager à rechercher activement des profits plus importants, dans le respect des lois, règlements et résolutions décidées par Brejnev et sa clique. En 1970, le « nouveau système économique », lancé en 1966, est déjà appliqué dans plus de 40 000 entreprises industrielles. Représentant 83 % du nombre total d'entreprises, elles emploient 91 % du personnel de l'industrie, et leur valeur de production représente 93 % de la valeur globale industrielle, tandis que leurs bénéfices se montent à 95 % du total des bénéfices réalisés dans l'industrie. Parmi les 33 branches d'industrie, 28 ont effectué la transition vers le « nouveau système économique » dans la totalité des entreprises relevant de leur juridiction. Cette transition est en train d'être activement mise en place dans d'autres départements, comme ceux du bâtiment, de la restauration,

du commerce, de l'agriculture et des fournitures de matériels. L'instauration générale du système devait être réalisée, selon les prévisions, en 1975.

Monopolisation des droits de distribution des produits des entreprises et du revenu national.

La dégradation des entreprises d'État en entreprises pratiquant le système de propriété du capitalisme monopoliste bureaucratique se reflète également dans la monopolisation des droits de distribution des produits de ces entreprises, et du revenu national. Au nom de l'État et par divers moyens, dont le paiement à l'État des bénéfices, de la taxe sur le chiffre d'affaires, des intérêts, etc., une grande partie de la plus-value créée par les ouvriers se concentre entre les mains des nouveaux maîtres révisionnistes de l'Union soviétique.

Sur la base des données statistiques publiées par ces derniers, on constate que le taux de plus-value des secteurs industriels atteint plus de 200 %, ce qui double le taux d'exploitation réalisé par les secteurs industriels de l'époque tsariste, en 1908. Cette portion du revenu national est employée pour renforcer davantage les moyens d'exploitation des ouvriers et l'appareil d'État réactionnaire, afin de satisfaire aux scandaleuses exigences du luxe dans lequel se complaît la classe réactionnaire. En même temps, une portion des plus considérables du revenu national est dépensé pour l'accroissement des forces militaires et les préparatifs de guerre, dans la rivalité qui oppose l'Union soviétique à l'autre superpuissance pour l'hégémonie mondiale, et pour perpétrer l'agression et l'expansion sur tout le globe.

Les « réformes » et transformations économiques susdites permettent de se rendre compte que les moyens de production appartenant au peuple travailleur soviétique

sont non seulement devenus depuis longtemps la propriété de la nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique, mais encore tombent de plus en plus sous le contrôle direct d'un petit groupe de grands bourgeois, qui les utilisent comme instruments au service des intérêts privés de leur classe.

Dégradation du système de propriété collective en système de propriété capitaliste

Les dirigeants soviétiques ont, en outre, transformé les kolkhozes, organisés par un système de propriété collective des masses laborieuses socialistes, en fermes gérées par un système de propriété capitaliste.

Le kolkhoze est une forme d'organisation coopérative. Son caractère est déterminé par le pouvoir d'État et la forme d'économie dominante. Dans son ouvrage, « de la coopération », Lénine écrit : « *Il est certain que dans un État capitaliste, les coopératives sont des institutions capitalistes collectives* ». « *Or, le régime des coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste* (32). »

En Union soviétique, avec la transformation de la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et avec la déchéance du système de propriété socialiste du peuple tout entier, en propriété capitaliste monopoliste bureaucratique, il était inévitable que la situation se détériore également pour les kolkhozes, organismes représentatifs de l'économie coopérative socialiste. En effet, dans ces circonstances, il était impossible aux kolkhozes d'échapper à la direction et au contrôle de

(32) « De la coopération », Lénine, Œuvres, tome 33, p. 484 et 486.

l'État, lui-même tombé dans le bourbier du révisionnisme, ou d'éviter la gestion de ce dernier sur ses terres ; impossible aussi de se soustraire aux liens qui rattachaient les kolkhozes à l'industrie, au commerce et à la banque d'État, secteurs également dégradés, mais occupant une position dominante, et sur lesquels les kolkhozes devaient s'appuyer. Dans ces conditions, les rapports entre l'État et les kolkhozes devenaient inéluctablement des rapports où la bourgeoisie monopoliste bureaucratique allait exercer son emprise et spolier les paysans, afin d'en tirer le maximum de profit possible. Ainsi, les kolkhozes ne pouvaient plus être autre chose que des organismes capitalistes. Cependant, étant donné que ceux-ci relevaient primitivement de l'économie de propriété collective socialiste, les révisionnistes soviétiques, tout en rétablissant le capitalisme dans l'agriculture, n'adoptèrent pas la méthode de nationalisation, mais transformèrent les kolkhozes en fermes de propriété capitaliste sous contrôle du monopole d'État, tout en maintenant pour la forme leur système de propriété collective. Cet état de choses se constate par les faits suivants :

L'emprise sur l'économie des kolkhozes et sa spoliation par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

La clique du renégat Khrouchtchev, après sa prise du pouvoir, réclame à grands cris « l'accroissement des rapports marchands et monétaires », proclame que « *le principe d'intérêt matériel est la clé du problème pour le développement additionnel de l'économie des kolkhozes* », que, dans le domaine de l'agriculture soviétique, il faut « *accorder encore plus d'attention à l'établissement de tout un système donnant sa place à l'intérêt matériel* ». Par le biais du système d'achat, des prix, des taxes et des crédits concernant les produits agricoles, le contrôle et la spolia-

tion sont dès lors, graduellement intensifiés dans l'économie des kolkhozes.

Malgré une augmentation des prix d'achat des produits agricoles par l'Etat, nominalement du moins, visant à « stimuler » la vente de ces produits par les kolkhozes, malgré aussi un certain accroissement du volume d'achat, les prix de vente des produits manufacturés (équipements agricoles, engrais chimiques, carburants), eux, n'ont pas cessé de monter. Conséquence : dans nombre de cas « *l'augmentation du prix d'achat des produits agricoles ne couvre pas les frais de production* », « *les frais de production de la viande et des produits laitiers dépassent largement les prix d'achat de ces denrées fixés par l'État* » (33). La prétendue « stimulation » par les prix n'avantage en réalité qu'une minorité de kolkhozes riches, aux ressources abondantes, et capables de vendre une grande quantité de produits agricoles ou d'élevage. Quant aux petits kolkhozes, qui constituent la majorité, vendent ces produits en quantités limitées, mais doivent, par contre, acheter des machines, des engrais et autres matériels de production à des prix élevés, ils se trouvent dans une situation financière de plus en plus difficile. C'est pourquoi chaque année de nombreux kolkhozes se retrouvent avec des bilans déficitaires. En 1967, un quart des kolkhozes soviétiques ont des difficultés pour assurer leur reproduction simple.

Le but des révisionnistes soviétiques, en faisant appel à la « stimulation » par les prix et au changement du système d'achat, n'est autre que de soutirer une plus grande

(33) Par le prix d'achat d'approvisionnement, on entend le prix établi pour toutes les formes d'achats centralisées, telles les obligations de ventes à l'État, les achats prévisionnels, etc. Le prix d'achat désigne le prix donné par l'État pour l'achat non centralisé de marchandises en provenance des kolkhozes, fermes et marchés.

quantité de produits agricoles à la grande masse des membres des kolkhozes et d'accaparer une plus grande partie des fruits de leur labeur. Prenons pour exemple l'achat de produits de la récolte : en 1960, le volume d'achat occupait 37 % de la production totale, en 1962, plus de 40 % et, en 1964, approchait le chiffre de 45 %. De 1958 à 1964, pratiquement les deux tiers des céréales produites en supplément par les paysans soviétiques étaient emportés par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

Après Khrouchtchev, Brejnev se hâta de publier un rapport concernant les « Mesures d'urgence pour un développement plus poussé de l'agriculture soviétique ». Il y faisait ressortir que « *le taux des bénéfices réalisé doit être la base d'évaluation objective des activités économiques des kolkhozes et de fermes d'État* ». Les mesures qu'il y préconisait ne sortaient guère du cadre de « l'application générale des stimulants économiques » auquel Khrouchtchev avait naguère fait appel ; il s'agissait notamment d'un nouveau système d'achat et de stimulation par les prix pour les produits agricoles : premièrement, des « achats stables », deuxièmement, des « primes pour les ventes supplémentaires ». Ces mesures stipulaient que le volume d'achat devait rester inchangé pendant quelques années, mais qu'une prime, sous forme de prix d'achat plus élevé, serait accordée aux kolkhozes pour les ventes en supplément du plan prévu. Cela constituait, en fait, une simple variante du système Khrouchtchev d'augmentation régulière de tarifs et volume d'achat importants, renforçait l'élément de stimulation économique et rendait le système d'achat en quantités importantes relativement plus stable et plus sûr, permettant ainsi à la bourgeoisie monopoliste bureaucratique de s'emparer de plus de produits agricoles et d'exercer un contrôle plus poussé sur les activités économiques des kolkhozes.

Les crédits et les taxes sont également des voies impor-

tantes par lesquelles la bourgeoisie monopoliste bureaucratique contrôle et spolie les kolkhozes. Actuellement, la Banque d'État soviétique accorde non seulement des crédits à court terme à ces derniers, mais aussi des crédits à long terme s'étendant sur des périodes de trois à quinze ans. En outre, le montant des crédits a augmenté dans des proportions considérables. D'après les statistiques des révisionnistes soviétiques, les prêts directs aux kolkhozes de la Banque d'État ont enregistré une hausse brutale, passant de 3 milliards de roubles en 1960 à 25,3 milliards en 1974. Les kolkhozes qui contractent un prêt bancaire doivent non seulement payer des intérêts très élevés, mais doivent en plus soumettre leur plan de production et d'opérations financières à l'inspection de la banque. L'utilisation de leurs fonds, les conditions de mise en œuvre du plan, tout cela doit être soumis à « une surveillance particulière », et la banque a le droit d'exercer des sanctions financières à l'encontre des kolkhozes « contrevenant » au contrat de prêt. Ces sanctions vont de l'augmentation des taux d'intérêt et de « l'interruption de paiement des crédits » à « l'abrogation totale ou partielle des droits de crédit ». De ce fait, les prêts bancaires directs, non contents de renforcer le contrôle des activités des kolkhozes par le rouble, élargissent encore l'emprise de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique sur les kolkhozes et leur permettent de les spolier.

Il en va de même avec le système de taxation. En jouant sur les modifications de ce système, la clique Khrouchtchev-Brejnev n'a cessé d'étendre son pillage au détriment des membres des kolkhozes. Un décret d'avril 1965 décide qu'au lieu d'imposer le revenu brut des kolkhozes et fermes comme par le passé, leurs revenus nets provenant de la production agricole, ainsi que des activités subsidiaires, seront imposés de 12 %, représentant l'impôt

sur le revenu des kolkhozes. En février 1970, d'autres changements sont apportés à cette imposition, qui devient progressive sur les bénéfices, et peut atteindre un taux maximal de 25 %.

Par ailleurs, le pouvoir prélève les cotisations des membres de kolkhozes pour le « fonds collectif national d'allocations sociales » (4 % du revenu général) et pour le « fonds collectif national de sécurité sociale » (2,4 % du fonds des rémunérations des travailleurs des kolkhozes). Les calculs pour 1970 et 1971 donnent le chiffre important de 1,3 milliard de roubles rien que pour les deux fonds susdits, ce qui représente environ le double de l'impôt sur le revenu des kolkhozes.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique accentue également sa domination sur les kolkhoses par le biais de mesures prises au niveau de l'organisation. Au cours de la seconde moitié des années 50, et jusqu'à la première moitié des années 60, Khrouchtchev fait fusionner quantité de kolkhozes et transformer quelque 21 000 kolkhozes en fermes d'État. A son tour, Brejnev propage largement les entreprises dites inter-kolkhoziennes, les sociétés conjointes agricoles (organisations conjointes de fermes d'État et de kolkhozes) et les entreprises conjointes agricoles-industrielles. Les sociétés conjointes agricoles sont proches des groupements d'entreprises capitalistes. Elles sont constituées sur le principe des actions ou parts ; les bénéfices sont répartis selon le nombre d'actions détenues, les pouvoirs au sein du conseil d'administration appartiennent en fait aux grands kolkhozes, actionnaires majoritaires. Les entreprises conjointes agricoles-industrielles ont le monopole de toute la chaîne production-vente, comprenant la production des matières premières, l'achat, le traitement, le transport et la vente des produits. Toutes ces opérations sont dirigées par une grande entreprise, les autres entreprises concernées perdent leur autonomie et tom-

bent au rang de simples ateliers, ou bien doivent se soumettre à la direction d'un organisme d'administration conjoint. Les entreprises gérées conjointement par l'État et les kolkhozes, ou entreprises associées, aident toutes la bourgeoisie monopoliste bureaucratique à élargir son pouvoir de disposer de la main-d'œuvre, des ressources et des finances des kolkhozes, et à renforcer ainsi leur domination et leur mainmise.

Les nouveaux éléments de la bourgeoisie deviennent les dirigeants des kolkhozes.

Aussitôt à la tête du pays, Khrouchtchev, donnant comme « raisons » que les présidents de kolkhozes en place ont « un niveau d'éducation très bas », « peu de compétences », ne sont « pas des gens du métier », en remplace le plus grand nombre en moins de trois ans, mettant à leur place des « experts agronomes » censés posséder « des connaissances étendues », et être « des organisateurs cultivés et expérimentés dans la direction économique de haut niveau ». Actuellement, la majorité des dirigeants des kolkhozes sont des intellectuels bourgeois, formés par les capitalistes monopolistes. Ce sont ces mêmes nouveaux éléments bourgeois qui détiennent aujourd'hui les leviers du pouvoir dans les kolkhozes. En même temps que ces changements massifs de personnel, on adopte toute une série de lois pour consolider les privilèges d'une petite fraction de la population. Les « Chartes pilotes des kolkhozes » et les « règlements internes exemplaires des kolkhozes », approuvés par les révisionnistes soviétiques, font état du droit qu'ont les présidents de kolkhozes de disposer des biens et fonds de ceux-ci, de vendre les machines agricoles et autres moyens de production, de fixer les taux de rémunération et de bonification pour les travailleurs, de céder à bail ou de rétrocéder les terres labourables de la communauté, de pratiquer une variante de l'exploitation par l'embauche, ainsi que d'avoir recours à des sanctions

administratives ou économiques à l'encontre des membres de kolkhozes, pouvant aller jusqu'à « la déchéance du statut de membre ». Ces dirigeants jouent les grands seigneurs, « n'agissent qu'à leur guise », « traitant les membres des kolkhozes sans ménagements ». Les présidents sont nommés par les instances supérieures, c'est-à-dire qu'ils sont désignés, en fait, par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, et la tribune constituée par l'assemblée des membres des kolkhozes est entièrement « monopolisée par les dirigeants ». » Maintenant les présidents de kolkhozes savent bien que, du moment qu'ils ont le soutien de l'administration du district, ils sont inamovibles. »

L'utilisation des méthodes de gestion capitaliste.

La clique des renégats Khrouchtchev-Brejnev a, par ailleurs, adopté diverses mesures, pour que les kolkhozes soient entièrement gérés selon les principes capitalistes des rapports marchandises-monnaie, comme les « stimulants matériels » et « le profit au poste de commande ». En mars 1955, les autorités révisionnistes soviétiques présentent une résolution « sur la modification du travail de planification agricole ». La résolution élimine le rôle directeur de l'État dans la méthode d'élaboration et de transmission des plans de production.

Désormais, l'État ne fixe plus aux kolkhozes que les normes d'achat des produits agricoles principaux, ce qui équivaut, dans une large mesure, à laisser la loi de la valeur régler la production. En conséquence, nombre de kolkhozes, manipulés par une poignée de nouveaux éléments bourgeois, usent du « droit » d'élaborer les plans de production pour rechercher le profit et réduire arbitrairement la surface de cultures de première importance pour la région, mais peu intéressantes du point de vue du profit, les remplaçant par d'autres plus rentables financière-

ment. Certaines fermes d'élevage porcin « se désorganisent », « les étables sont vides », « les porcheries nouvellement construites sont transformées en locaux pour industries subsidiaires, on y commence... à moudre l'amidon, enduire des cordages avec de la résine ». De nombreux kolkhozes se dotent d'ateliers de fabrication d'articles de luxe, comme les bagues, broches, boucles d'oreilles et autres produits à haut bénéfice. « *Suivons l'argent* », « *faisons n'importe quoi pourvu que ce soit rentable* », ces formules sont devenues le refrain d'un grand nombre de présidents de kolkhozes. Cette tendance des kolkhozes à ne produire que ce qui peut rapporter des bénéfices importants fait que, régulièrement, la production agricole nationale en Union soviétique n'arrive pas à atteindre les normes du « plan d'État ».

L'encouragement et le contrôle de l'économie privée.

L'apparition du révisionnisme a aussi signifié des mesures d'encouragement à l'économie privée. Par exemple, l'industrie subsidiaire privée est exonérée de la taxe agricole et du contingent de vente obligatoire à l'État. Qui plus est, on lui accorde des marques de « sollicitude et soutien » sur le plan des semences, jeunes animaux d'élevage, fourrage, matériaux de construction et capitaux. De plus, les révisionnistes soviétiques répandent les « marchés de kolkhozes » dans les régions urbaines et rurales, fournissent des lieux de vente libre pour les produits des kolkhozes et des particuliers. Il existe plus de huit mille de ces marchés à travers le pays, dont 70 % sont établis dans des villes. On n'y trouve pas seulement des produits agricoles et d'élevage ; la vente d'objets manufacturés y est également permise. Aux termes des « règlements de marché » promulgués par les révisionnistes soviétiques en 1965, « il est interdit de réclamer un certificat d'origine

aux commerçants du marché », ni aucun autre certificat, « aucune limitation n'est imposée aux prix du marché », ce qui revient à dire que quiconque ayant une marchandise à vendre, quelle qu'en soit l'origine, peut la proposer sur le marché au prix qu'il voudra. La vente spéculative ainsi « légalisée », la loi de la valeur devient seule régulatrice de la circulation des marchandises. Sous le gouvernement révisionniste soviétique, l'économie privée, formée par l'industrie subsidiaire des particuliers et la gestion individuelle, peut, dans une certaine mesure, faire office de facteur compensateur pour une agriculture assaillie par les difficultés, et répondre aux besoins de la bourgeoisie monopoliste ; mais, si elle occupe une trop grande quantité de main-d'œuvre et de terre, il est à craindre qu'elle ne devienne défavorable à la production céréalière, excite le mécontentement des masses populaires et mette en péril la domination bourgeoise. C'est pourquoi, tout en soutenant son développement, les révisionnistes soviétiques prennent des mesures tant administratives qu'économiques pour la contrôler directement ou indirectement, en l'adaptant aux nécessités.

De tout ce qui a été dit plus haut, on peut conclure que les moyens de production des kolkhozes ont, d'ores et déjà, été accaparés par une poignée de nouveaux éléments bourgeois, dont les présidents de ces kolkhozes. C'est ainsi que les biens qui étaient à l'origine la propriété collective des masses laborieuses sont depuis longtemps tombés au pouvoir des fermes dirigées par le capitalisme monopoliste d'État, devenues simples domaines de « maîtres de serfs soviétiques ».

2. LES RAPPORTS MARCHANDS APPLIQUÉS A LA MAIN-D'ŒUVRE ET LA RÉAPPARITION DES RAPPORTS EMPLOYEURS-EMPLOYÉS

Dans l'Union soviétique conduite par Lénine et Staline, le peuple travailleur était maître des entreprises. Aujourd'hui, dans les entreprises révisionnistes soviétiques, tous les pouvoirs, tant sur le plan de la production, de l'économie, que du personnel, sont entièrement détenus par un petit groupe d'éléments de la bourgeoisie capitaliste monopoliste. Les masses ouvrières et paysannes soviétiques n'ont pratiquement plus aucun droit ; ce ne sont plus que des esclaves embauchés au travail. Les ouvriers soviétiques ne sont plus maîtres du pays depuis longtemps et dans les entreprises soviétiques les rapports des personnes engagées dans la production ont cessé aussi d'être des rapports d'entraide et de coopération entre camarades socialistes. Entre la poignée d'éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et de nouveaux éléments bourgeois d'une part, et la masse des ouvriers et employés d'autre part, il n'existe plus que des rapports d'employeurs à employés, de gouvernants à gouvernés.

Une main-d'œuvre devenue marchandise

En Union soviétique, l'entreprise a maintenant le droit d'embaucher et de débaucher les ouvriers de son propre chef. Les rapports entre elle et l'ouvrier sont des rapports de trafic de main-d'œuvre. L'ouvrier qui entre à l'usine doit d'abord remettre ses papiers, notamment son livret de travail, son certificat technique, et son diplôme scolaire. Le directeur de l'entreprise ayant donné son accord, un contrat séparé, par lequel l'ouvrier vend son travail à

l'entreprise, est signé par le directeur avec ce dernier. Le contrat spécifie les limites, la nature et le niveau de connaissances techniques et d'expérience exigés pour le travail que fournira l'ouvrier embauché, ainsi que les règles de travail et de discipline auxquelles il devra se plier. D'autre part, le contrat fait état de l'obligation faite au directeur d'entreprise de payer le salaire de l'ouvrier et de lui remettre les articles de son costume de travail, etc., au moment voulu. Bien évidemment, les directeurs et gérants d'entreprises ont tous pouvoirs pour prendre toutes sanctions, y compris le licenciement, contre les ouvriers ; aussi la classe concernant le paiement des salaires en temps voulu et autres obligations n'est-elle qu'un simple leurre, puisque l'ouvrier n'a, en fait, aucun droit à la parole. Il n'y a guère de différence entre ce contrat-ci et ceux de la Russie de l'époque tsariste ou des pays capitalistes occidentaux modernes, par lesquels l'ouvrier et le capitaliste signent un contrat de vente et d'achat de main-d'œuvre. Cette sorte de contrat de travail constitue en fait un témoignage de commerce de main-d'œuvre : l'ouvrier vend son travail pour une période, déterminée ou non, à la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique, qui lui pompe sang et sueur, et fait de lui un esclave à sa solde. Comme le dit Lénine, ce genre de « *contrat de travail* », est, « *sans aucun doute, la preuve de l'esclavage salarié capitaliste, l'attestation que le travailleur appartient à tel ou tel parasite* » (34). Sous ce contrat, les rapports entre l'ouvrier et la direction de l'entreprise ont entièrement dégénéré en rapports d'employeur à employé.

(34) « Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? » Lénine, Œuvres, tome 26, p. 105.

Les ouvriers réduits en esclavage par les capitalistes

L'ouvrier entré dans l'entreprise, vend dès lors son travail à la bourgeoisie monopoliste bureaucratique ; aussi, tout naturellement, perd-il le droit de disposer de sa force de travail et devient-il un matériau dont les directeurs ou gérants se servent pour arracher des bénéfices. Comme au temps du tsar, les règlements de travail pullulent en Union soviétique aujourd'hui ; les stipulations et interdictions sont légion, mais leur but est le même : demander à l'ouvrier le maximum de travail, afin d'augmenter la plus-value pour le petit groupe de bourgeois monopolistes bureaucratiques représenté par la clique des renégats révisionnistes. C'est par les stimulants matériels et les sanctions économiques que ceux-ci gouvernent les ouvriers. Si un de ceux-ci n'accomplit pas la tâche assignée, s'il produit des articles défectueux, détériore le matériel, on opère des déductions sur ses primes ou sur son salaire, ou des amendes lui sont infligées. Il est stipulé que le salaire mensuel d'un ouvrier peut être amputé d'un tiers au maximum. Ce règlement est une copie pure et simple de l'article 109 de la « Réglementation du travail dans l'industrie » de la Russie tsariste.

La direction de l'entreprise peut aussi exercer selon son bon vouloir diverses sanctions disciplinaires à l'égard des employés. Les « Règlements des entreprises » et les « Principes de la loi du travail » des révisionnistes soviétiques accordent des pouvoirs étendus à la direction des entreprises sur le plan de l'embauche et du licenciement des employés. Ils permettent que les fonds excédentaires dus au licenciement d'employés restent pendant un temps à la disposition de l'entreprise, ce qui équivaut, en fait, à en faire largement profiter les directeurs et gérants. De cette manière, la grande masse des employés en Union soviéti-

que d'aujourd'hui doivent continuellement *faire face* à la menace du licenciement et du chômage. Ces dernières années, la tendance aux licenciements s'est généralisée partout en Union soviétique. Chaque année, de nombreux employés sont chassés des usines ou des organisations, allant grossir les rangs des chômeurs. Selon les révélations de la presse révisionniste soviétique, « *on chasse pour un oui ou pour un non les gens qui ne vous plaisent pas* », « *on congédie sans raison ceux qui vous ont critiqué* », et « *la diffamation de dirigeants* » ou même « *les regards mal-intentionnés* » peuvent être « causes » de renvois d'ouvriers. Dans l'Union soviétique actuelle, il y a également bon nombre de « démissionnaires ». Il s'agit, en réalité, de ceux qui, ne pouvant plus tolérer l'oppression et l'exploitation de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, se voient contraints de quitter leur poste. Une enquête des révisionnistes soviétiques montre que les ouvriers ayant « démissionné volontairement » par mécontentement « des conditions de travail », « du salaire trop bas » ou « du manque de logement » atteignent 83,4 % du total.

Cette situation de licenciements et de « démissions volontaires » massives entraîne proportionnellement des excédents de population. Les révisionnistes soviétiques nomment ce phénomène la « mobilité de main-d'œuvre ». Ce phénomène de mobilité est d'une gravité considérable à présent. Selon la revue révisionniste soviétique « travail socialiste », la population de travailleurs mobiles est proche de 6,5 millions, ce qui représente environ un cinquième de tous les effectifs, et même un quart dans certaines régions. Si le temps de mobilité pour chaque employé est compté comme vingt-huit jours, une « main-d'œuvre mobile » de 6,5 millions équivaut à une année entière chômée par 550 000 personnes. Cette grande armée de « travailleurs mobiles » est une des conséquences néfastes de la restauration du capitalisme en Union soviétique. Elle cons-

titue en même temps un facteur favorable à l'accroissement de l'exploitation exercée par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique. Les révisionnistes soviétiques ont présentement établi des prétendus « Bureaux de situation et d'emploi des habitants », similaire aux agences pour l'emploi des pays capitalistes, pour servir de marchés spécialement consacrés à la vente et à l'achat de main-d'œuvre. Tout ceci démontre que, depuis l'avènement des révisionnistes, les ouvriers soviétiques ont à nouveau perdu la propriété des moyens de production, sont devenus la proie des « capitalistes soviétiques » et réduits à l'esclavage par ceux-ci.

Les paysans des kolkhozes retombés dans un semi-servage

Les nouveaux éléments bourgeois, notamment les présidents de kolkhozes, qui détiennent en fait les moyens de production et monopolisent le pouvoir, dominent actuellement et exploitent sans pitié la grande masse des membres de kolkhozes, les réduisant au servage. Ces présidents de kolkhozes « *jouent le rôle d'un knout* » (35) qui fouette les paysans. Tout le long du jour, ils « harcèlent, poussent les paysans de kolkhozes » à fournir un plus grand effort, pour tirer plus de profits de leur sueur et de leur sang. Ainsi, la grande masse des membres de kolkhozes se trouve-t-elle dominée, réduite au servage. De même que les ouvriers d'usine, à la moindre velléité de résistance, ils encourent toutes sortes de sanctions économiques, peines administratives et disciplinaires, allant jusqu'à « *la déchéance du statut de membre de kolkhoze* ». Les paysans soviétiques accomplissent un dur labeur et ne reçoivent en retour

(35) Knout : fouet à lanières de cuir terminées par des crochets de métal. Instrument de supplice dans l'ancienne Russie — (N.d.T.).

qu'une faible rémunération. Leur vie s'écoule encore, en réalité, dans des conditions de semi-servage. La presse révisionniste soviétique fait beaucoup de publicité aux « experts » dotés de connaissances scientifiques et techniques, les donnant comme les « piliers » de l'agriculture, déclarant que « *les véritables agriculteurs ne seront pas les maîtres de la terre* ». Du fait de l'exploitation et de l'oppression barbares auxquelles ils sont soumis, le nombre des paysans quittant leurs foyers atteint chaque année 1,5 à 2 millions.

3. FAUSSE « RÉPARTITION SELON LE TRAVAIL » ET VRAIE « RÉPARTITION CAPITALISTE »

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique, en s'appuyant sur l'appareil d'État qu'elle contrôle, a pratiquement obtenu le monopole de tous les moyens de production et de tous les droits de distribution des biens de consommation et autres produits. Quant à la grande masse des ouvriers, elle a perdu la propriété de ces moyens de production et se trouve de ce fait obligée de vendre son travail comme une marchandise à cette bourgeoisie. Elle ne peut en obtenir la contrepartie de son travail, dans les conditions optimales, que par le biais des salaires et des primes. La bourgeoisie monopoliste bureaucratique ne se contente pas de s'emparer sans contrepartie d'une grande quantité de richesses, créées par les ouvriers et les paysans, par le moyen des intérêts, taxes, impôts et autres expédients, mais se sert encore du système de salaire échelonné et du prétexte de la « répartition selon le travail » pour augmenter davantage son revenu salarial, tout en maintenant le salaire des ouvriers au niveau minimal.

Les calculs effectués d'après les documents publiés par les révisionnistes soviétiques sur le revenu national donnent les chiffres suivants : le revenu des travailleurs des secteurs de production de matériels et de services n'occupe qu'une proportion de 45 à 48 % ; tandis que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et l'appareil d'État qu'elle détient totalisent une part de 52 à 55 %. Ce pourcentage est comparable à celui des pays capitalistes occidentaux et montre que, dans le degré d'exploitation du peuple travailleur, les révisionnistes soviétiques n'ont rien à leur envier.

De nouveaux privilèges permettant d'acquérir d'énormes revenus légaux et illégaux

En septembre 1953, Khrouchtchev proclamait avec insistance à la réunion plénière du Comité central du P.C.U.S. : « *Chaque entreprise comme chaque travailleur doit fournir du travail et obtenir en retour une rémunération matérielle, ceci est un des principes fondamentaux de la gestion socialiste.* » Sous le mot d'ordre de ce « *principe de rémunération matérielle* », une « *réforme* » des salaires est menée au cours de la période 1956-1961, grâce à laquelle les directeurs d'entreprises et d'usines, les ingénieurs en chef, et les intellectuels des hauts niveaux dans les milieux scientifiques et culturels, entre autres, doivent se voir accorder des salaires largement supérieurs à ceux des employés moyens. Les salaires attachés à ces postes sont portés à 300-500 roubles, une bonne dizaine de fois la paie mensuelle minimum à l'époque, qui se monte de 27 à 35 roubles. En plus, les règlements révisionnistes soviétiques prévoient que les salaires des dirigeants d'entreprise peuvent varier selon la taille et l'activité économique de l'entreprise, c'est-à-dire que plus l'entreprise est importante, plus les capitaux brassés sont considérables, plus le

salaire des responsables est élevé. Toute une variété de paiements supplémentaires a également été prévue. Les rubriques foisonnent : allocation pour haut niveau de maîtrise technique, allocation individuelle spéciale, allocation de titre universitaire, allocation pour connaissance d'une langue étrangère, etc. Or, dans les entreprises et les milieux scientifiques et culturels de l'Union soviétique, 85 % des membres du personnel se trouvent avoir des titres universitaires. Selon le règlement, le détenteur d'une maîtrise doit recevoir un supplément de 80 roubles par mois, d'un doctorat, 100 roubles ; celui qui est élu à un siège d'académicien correspondant (36) ou qui devient membre de l'Académie des Sciences, touche un supplément de 500 roubles. Dans les milieux cinématographiques, chaque tournage de film apporte le paiement d'allocations de tournage considérables aux directeurs, cameramen et acteurs.

Un autre subterfuge fréquemment utilisé par les éléments de la nouvelle bourgeoisie révisionniste soviétique pour se partager la plus-value du travail, est le paiement de primes élevées. D'après un article de la « *Pravda* », organe des révisionnistes soviétiques, publié en 1967, les primes payées aux dirigeants dans les secteurs économiques se montent en moyenne à 40 % du salaire net, pouvant dans certains cas atteindre une somme équivalente au salaire ou même au double, et plus encore. Parmi ces nouveaux éléments bourgeois, beaucoup arrivent aussi à se faire de gros revenus supplémentaires par cumul de postes, prise en charge de missions, paiements de droits d'auteurs, redevances ou frais de recherches, ouverture de cabinets de consultations privés, cours particuliers etc. En outre, les révisionnistes soviétiques « *gratifient* » au nom de l'État les « *personnalités connues* » de dizaines de milliers de

(36) Académicien correspondant : titre universitaire soviétique (N.d.T.).

roubles pour les récompenser de leurs mérites dans la restauration capitaliste et le maquillage de la dictature bourgeoise.

En dehors des revenus « *licites* » décrits plus haut, un petit nombre d'éléments de la nouvelle bourgeoisie, sous la protection de la clique dirigeante révisionniste, s'appuient sur leurs positions privilégiées pour donner libre cours à leur avidité en accaparant des revenus illicites considérables. Ils détournent les fonds, jonglent avec les comptes pour accaparer les salaires et primes ; certains directeurs de trusts s'arrangent pour toucher de cette manière plusieurs primes en un seul mois ; certains directeurs et gérants d'usines dressent de fausses listes de personnel pour empocher la paie d'employés inexistants. La collusion, la concussion et le vol sévissent partout, à tous les niveaux. Des directeurs d'usines se mettent en cheville avec des spéculateurs pour détourner et vendre des équipements de valeur, des matières premières et des marchandises difficiles à trouver sur le marché. Les directeurs d'entreprises de bâtiment peuvent, par leur position, obtenir des matériaux de construction à bas prix et se faire bâtir des datchas (37), des logements modernes, qu'ils loueront éventuellement à prix fort. Les responsables d'écoles reçoivent des pots-de-vin pour faire admettre des élèves en dessous du niveau requis et vendre des diplômes universitaires. Quant à la vente de fonctions et de titres, elle est à présent devenue monnaie courante. Bref, ces nouveaux éléments bourgeois accaparent de plus en plus de marchandises et de monnaie en transformant le bien « public » en bien privé, en spéculant, en pratiquant la concussion, le vol, la corruption et autres manœuvres illégales.

C'est ainsi que quelques grands dirigeants révisionnistes qui détiennent les pouvoirs dans le Parti, le gouvernement,

(37) Datcha : maison de campagne, résidence secondaire (N.D.T.).

l'armée, les finances ou la culture, avec les divers éléments bourgeois que sont les « experts » et les « sommités » de tout ordre, peuvent toucher, en cumulant salaires, allocations supplémentaires et autres revenus annexes, de trois à quatre mille roubles par mois, ce qui représente de quelques dizaines à une centaine de fois le revenu des travailleurs ordinaires. Quant à leurs revenus illicites, ils sont encore plus difficiles à chiffrer. Cet écart énorme entre les revenus est en fait le résultat d'une répartition effectuée en proportion de l'envergure des capitaux et des pouvoirs. Il s'agit là purement et simplement de l'accaparement des fruits du labeur des masses ouvrières et paysannes par les éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique de l'Union soviétique.

De nouveaux artifices pour mieux exploiter les ouvriers

Aussitôt arrivé au pouvoir, Brejnev a mis au point toute une série de stratagèmes sur le plan des salaires et des primes, sous un tonnerre de clameurs « *d'opposition à l'égalitarisme* », de « *perfectionnement du système de rémunération du travail* ». Ceci afin de soutirer de plus grands profits au peuple soviétique.

Ainsi, par exemple, une des clauses principales du « *nouveau système économique* », qui commence à être généralement appliqué dans les secteurs de l'industrie et des communications en 1966, est l'établissement d'un prétendu fonds de stimulation matérielle. Le but de ce fonds est de faire fournir un travail encore plus acharné par les ouvriers et de faire obtenir aux dirigeants et aux cadres techniques des gratifications plus importantes grâce au labeur supplémentaire des ouvriers, en les incitant à intensifier leur rythme de travail. L'enquête faite en 1966 dans 704 entreprises industrielles ayant mis en pratique le « *nouveau*

système économique », révèle que la somme prélevée mensuellement ou trimestriellement du fonds de stimulation matérielle, est de 30,5 roubles, en moyenne chaque mois pour les ingénieurs et techniciens, de 14,5 roubles pour les employés de bureau, et pour les ouvriers, de seulement 1,3 rouble. Les sommes allouées aux cadres techniques et aux employés de bureau représentent donc respectivement 23 fois et 11 fois ce que reçoivent les ouvriers. Quant aux primes mensuelles accordées aux dirigeants d'entreprises, elles sont bien sûr encore plus importantes. En 1969, les ouvriers de toutes les entreprises industrielles soviétiques n'ont touché du fonds de stimulation matérielle que l'équivalent de 4 % de leur salaires, alors que les dirigeants de ces entreprises en retiraient, eux, 40 %.

Au début de 1967, les dirigeants révisionnistes commencent à mettre graduellement en pratique la trompeuse « méthode chtchekino ». Chtchekino est un combinat chimique de la banlieue de Moscou. La méthode Chtchekino consiste à augmenter le rendement et réduire le personnel en renforçant les cadences de travail des ouvriers. L'argent des salaires économisé par les réductions d'effectifs est mis entièrement ou partiellement à la disposition de l'entreprise, pour payer des salaires complémentaires ou des primes exceptionnelles. En réalité, ce ne sont pas les ouvriers qui retirent véritablement avantage des fonds de salaires ainsi économisés, mais les dirigeants, les ingénieurs et techniciens de l'entreprise, qui récoltent « *primes* » et « *allocations* ». C'est encore un accroissement des bénéfices réalisés par la bourgeoisie monopoliste bureaucratique. La « *méthode Chtchekino* » fait actuellement partie intégrante du « *nouveau système économique* » des révisionnistes soviétiques. C'est un système salarial capitaliste qui suce le sang et la sueur des ouvriers.

Au début de 1971, les révisionnistes soviétiques propagent dans l'industrie du bâtiment « *la méthode Dzrobine* »

(également appelée « *méthode de travail à forfait par équipe* »). Dzrobine était le nom d'un chef d'équipe d'un combinat du bâtiment en Union soviétique. Aux termes de cette « *méthode* », l'équipe de bâtiment concernée signe, avec le bureau d'administration dont elle relève, un contrat concernant les projets à bâtir. Elle assume toutes responsabilités pour le travail à accomplir ; les salaires et primes des ouvriers mis sur ce travail dépendent directement des délais, de la qualité et du prix de revient de la construction. De cette façon, « *plus l'édifice est rapidement bâti, plus les coûts sont réduits, et plus les bénéfices sont élevés* ». Mais de ces bénéfices, la plus grosse part échoit à la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et à ses agents ; seule une petite fraction est redistribuée sous forme de « *récompense* » aux ouvriers. « *La méthode Dzrobine* » est un autre stratagème employé par les révisionnistes soviétiques pour augmenter les cadences de travail par le moyen de stimulants matériels, pour intensifier l'exploitation des ouvriers et obtenir le maximum de profits. Cette méthode fut d'abord employée dans la construction d'immeubles d'habitation. Elle s'étendit ensuite aux chantiers des locaux industriels et agricoles, et aux installations militaires. En janvier 1974, les révisionnistes soviétiques publient les « *Règlements sur la mise en œuvre d'une nouvelle formule de calcul économique par les équipes de bâtiment* », ayant pour objet l'application généralisée de « *la méthode Dzrobine* ». Fin 1974, plus de dix mille équipes de bâtiment ont déjà adopté la dite « *méthode* ».

En 1973, pour stimuler l'activisme dans la gestion capitaliste des dirigeants d'entreprises, la clique Brejnev a également appliqué expérimentalement les nouvelles normes d'une « *échelle de rémunération pour le travail* », à l'égard des dirigeants et cadres techniques d'entreprise, dans les secteurs de fabrication de machines et de traitement de métaux. Ce système relie directement la rémuné-

ration de la gestion à la capacité d'obtenir le maximum de plus-value dans les conditions les plus économiques. L'augmentation des salaires et des primes payés aux directeurs signifie une intensification correspondante du degré d'exploitation des ouvriers.

L'exploitation bourgeoise des paysans dans les kolkhozes

Dans les régions rurales, la poignée de nouveaux éléments bourgeois, comprenant les présidents de kolkhozes, sous couleur de « *répartition selon le travail* » et en accord avec les règlements établis par la clique des renégats révisionnistes soviétiques, se fait payer des sommes considérables comme « *rémunération de travail* ». Le salaire mensuel d'un président de kolkhoze va généralement de 250 à 300 roubles, huit fois le salaire minimum d'un membre de kolkhoze. Pour certains dirigeants de kolkhozes, cet écart peut même aller jusqu'à dix ou vingt fois le salaire minimum.

Dans beaucoup de kolkhozes, il existe un appareil administratif hypertrophié, avec une surabondance de personnel administratif, dont la rémunération atteint une proportion très importante des coûts en salaires. Parmi ce personnel, une petite fraction de nouveaux éléments bourgeois jouit de revenus qui constituent une partie encore très considérable. Les révisionnistes soviétiques eux-mêmes se trouvent dans l'impossibilité de cacher complètement les faits : « *Les kolkhozes emploient des sommes d'argent élevées pour subvenir aux frais administratifs ; les rémunérations de certains membres du personnel sont trop importantes.* »

Les règlements permettent aussi aux dirigeants de kolkhozes de recevoir plusieurs types de primes, dont la plus considérable peut atteindre 60 à 70 % du montant du

salaire fixe. Cependant, pour les membres de base, d'après les calculs faits selon le rapport annuel sur les kolkhozes soviétiques, les primes n'ont que très légèrement dépassé 8 % du salaire en 1966 et 1967, tandis qu'elles étaient de 9,2 % en 1968 et de 8 % seulement en 1969.

Par ailleurs, le président d'un kolkhoze peut déterminer à sa guise des primes supplémentaires pour les autres dirigeants de ce kolkhoze. Ainsi, le président du kolkhoze « *A la mémoire d'Ilitch* » dans la région de Léningrad se vit décerner un prix équivalent à deux mois de son salaire pour avoir dirigé « *efficacement* » son kolkhoze pendant vingt ans. La simple construction d'un club était le prétexte pour attribuer une prime à ce président ! On voit là comment une couverture « *légale* » est donnée au pillage.

Nombreux sont ceux des dirigeants de kolkhozes qui se servent encore de leurs privilèges pour acquérir de gros revenus illicites. Ils pratiquent les malversations, volent sans vergogne les biens du kolkhoze, mettent le bien public au service de leurs intérêts particuliers, se servent largement des terres « *collectives* ». Quant aux abus tels que l'engagement de personnel de gérance, le transport de marchandises pour les vendre au loin, la spéculation, ils sont encore plus répandus.

L'écart s'accentue entre riches et pauvres

Au nom de « *la répartition selon le travail* », la clique des renégats soviétiques pratique en réalité des principes de distribution capitaliste. La conséquence en est l'accentuation d'une bipolarisation, un fossé qui se creuse de plus en plus entre riches et pauvres dans la société soviétique d'aujourd'hui.

Alors qu'une petite fraction de nouveaux éléments bourgeois dotés de toutes sortes de privilèges s'emparent

de grosses quantités de richesses sociales créées par le peuple travailleur, on voit apparaître un nombre grandissant de parvenus nageant dans l'opulence. Ceux-ci jettent l'argent par les fenêtres, déploient, dans le style bourgeois, un luxe immodéré, au moment où la grande masse du peuple travailleur se débat à la limite de la faim.

En même temps que la clique dirigeante pressure les ouvriers de toutes les manières possibles, elle adopte aussi, en vue de consolider son régime, certaines « *mesures de prestations sociales* » volontairement trompeuses, notamment l'augmentation des normes de salaires minimum, des normes de rémunération pour les membres de kolkhozes et des pensions. Seulement, l'accroissement du revenu monétaire du peuple travailleur soviétique ne signifie nullement l'accroissement de son bien-être matériel. En effet, une bonne partie des sommes perçues ainsi en supplément est rognée par la hausse des prix et des impôts et taxes.

En se fondant seulement sur les chiffres, manifestement très réduits, publiés dans les éditions successives de « *l'Annuaire statistique de l'économie nationale soviétique* », on obtient les données suivantes : de 1960 à 1973, le prix de détail des viandes et volailles vendues dans les magasins d'État ont augmenté de 29 % ; celui de la graisse animale, 28 % ; des légumes, 23 %. Pendant la même période, le prix de détail dans les magasins d'État de Moscou augmentait de 48 % pour la farine, de 33 % pour le bœuf, de 66 % pour les choux. La taxe résidentielle, de son côté, n'a cessé de s'élever au cours de la dizaine d'années passées. En 1960, le montant total de cette taxe était de 5,6 milliards de roubles ; en 1974, de 16,7 milliards de roubles — plus du double du chiffre précédent. En outre, « *l'Annuaire statistique de l'économie nationale soviétique* » de 1973 révèle que, durant cette année, la taxe résidentielle moyenne payée par famille d'ouvrier a atteint une somme équivalente à 11 % de son revenu sala-

rial et plus encore. Il est donc évident que les hausses nominales des salaires du peuple travailleur soviétique n'arrivent pas à cacher la réalité de sa pauvreté grandissante.

Il est enfin à noter qu'une partie assez considérable des travailleurs soviétiques ne touche que la rémunération minimum et que leurs salaires arrivent difficilement à subvenir à leurs besoins essentiels. Selon une enquête faite par la presse soviétique, au milieu des années 1960, le revenu minimum par personne devait être de 50 roubles par mois pour subvenir aux premières nécessités de la vie d'une famille urbaine de quatre personnes, à savoir : « *le niveau de vie nécessaire pour maintenir la force de reproduction d'un ouvrier faisant un travail simple et des personnes actives de sa famille* ». Or, le revenu familial de nombreux employés et ouvriers est en dessous de cette norme. Les révisionnistes soviétiques classent ces familles parmi les « *familles non fortunées* » à qui une aide doit être fournie. Selon l'agence Tass, cette catégorie « *couvre 25 millions de personnes* », ce qui représente un cinquième de la population urbaine soviétique ou un dixième de la population nationale. Le sort des membres de kolkhozes est des moins enviables : ils triment toute l'année sur des tâches très dures, leurs heures de travail sont les plus longues, mais leur rémunération est pourtant la moins élevée, et c'est parmi eux que l'on trouve le plus grand nombre de personnes ayant le niveau de vie minimal.

Il y a aussi en Union soviétique quarante millions de personnes qui subsistent grâce à des allocations. Leur condition est encore plus pénible. Mais il y a pire encore : c'est la vie du peuple travailleur appartenant aux nationalités non Russes, qui doivent subir, de surcroît, un degré d'exploitation supplémentaire.

Marx l'a dit : « *Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupé-*

risme officiel (38). » L'aveu officiel des révisionnistes soviétiques que 25 millions de personnes ont besoin d'une aide pécuniaire pour vivre démontre bien que les salaires réels de la masse des ouvriers soviétiques sont bas, que le peuple travailleur soviétique se trouve soumis à l'exploitation et à la pauvreté, et que les rapports de production capitalistes ont entièrement été rétablis en Union soviétique.

4. CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES ET CONTRADICTIONS FONDAMENTALES DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT EN UNION SOVIÉTIQUE

Le capitalisme monopoliste d'État, base économique essentielle du social-impérialisme

Lénine a écrit : « *La principale base économique de l'impérialisme est le monopole* (39). » La base du social-impérialisme révisionniste soviétique, comme de l'impérialisme capitaliste, c'est le monopole. Seulement il ne s'agit plus, ici, du monopole privé, mais d'une nouvelle forme de monopole, le monopole d'État.

Nous avons expliqué plus haut qu'après la restauration de l'économie capitaliste, par les révisionnistes soviétiques, l'économie socialiste s'était dégradée en économie capitaliste monopoliste d'État et en économie capitaliste. De ces deux types d'économie, c'est l'économie capitaliste mono-

(38) K. Marx, « Le Capital », Livre I, tome 3, p. 87. E.S.
(39) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 118. E.P.

poliste d'État qui occupe la place dominante et constitue la base économique principale du social-impérialisme.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique, représentée par Brejnev, possède actuellement, par le biais de l'État qu'elle dirige, le monopole de la plus grande partie des moyens de production et des richesses nationales. En 1972, les entreprises d'État détenaient plus de 90 % des capitaux fixes, tandis que les entreprises dites « *collectives* » n'en détenaient même pas 10 %. A partir de 1960, les industries responsables pour les deux tiers de toute la production sociale tombaient sous la gestion monopoliste des entreprises d'État. Dans le secteur agricole, correspondant à 15 % de la production globale, la part des fermes d'État et autres entreprises agricoles d'État s'est rapidement accrue, à la suite du défrichage des terres vierges, du fusionnement de kolkhozes, de l'établissement ou de l'expansion de fermes d'État et autres mesures prises durant la deuxième moitié des années 50 et la première moitié des années 60. En 1960, cette part était de 36 % pour les terres cultivées ; en 1972, elle était de l'ordre de 50 %, elle est au même niveau pour la production céréalière, et dépasse 40 % de la valeur globale de la production agricole et d'élevage. Dans le commerce de détail des articles de consommation et des denrées alimentaires, le commerce d'État occupe les deux tiers du chiffre total. Les autres secteurs de l'économie nationale comme les communications, transports, commerce de gros, fournitures de matériels, commerce extérieur et banques, sont aussi presque entièrement monopolisés par les entreprises d'État.

Caractéristiques de l'économie capitaliste monopoliste d'État

Ainsi que Lénine l'a expliqué, l'essence de ce que l'on appelle le capitalisme monopoliste d'État réside dans le fait que « *la monstrueuse oppression des masses laborieuses par l'État, qui se confond toujours plus étroitement avec les groupements capitalistes tout-puissants, s'affirme de plus en plus* » (41). Il « *crée un* bagne militaire *pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un* paradis *pour les banquiers et les capitalistes* » (42). Le capitalisme monopoliste d'État du révisionnisme soviétique est par nature identique au capitalisme monopoliste d'État de l'impérialisme capitaliste. Il constitue une méthode et une forme de gouvernement par lesquelles la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, représentée par Khrouchtchev et Brejnev, fait corps avec l'État et utilise ce dernier pour s'emparer du maximum de bénéfices au profit de ses intérêts de classe. Cependant, le capitalisme monopoliste d'État du révisionnisme soviétique a également des caractéristiques qui lui sont propres.

Tout d'abord, il provient de la transformation de l'économie d'État socialiste. Le capitalisme monopoliste d'État de l'impérialisme capitaliste évolue, sur la base de la libre concurrence capitaliste, de la libre concurrence à la concentration de la production, de la concentration de la production au monopole, du monopole courant au monopole d'État. Mais le capitalisme monopoliste d'État soviétique a pour origines d'autres conditions historiques. Il s'agit d'une poignée d'éléments révisionnistes et représen-

(40) Lénine, « L'État et la révolution », p. 1. E.P.

(41) « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », Lénine, Œuvres, tome 25, p. 363.

tants de la bourgeoisie qui, ayant usurpé la direction du Parti et du gouvernement, ont utilisé les pouvoirs d'État pour mettre en œuvre une ligne révisionniste ; ils ont ainsi changé le caractère du système de propriété socialiste, fait dégénérer ce système de propriété du peuple tout entier en système de propriété capitaliste monopoliste bureaucratique, et l'économie d'État socialiste en économie capitaliste monopoliste d'État.

Pour quelle raison cette poignée de représentants de la bourgeoisie, infiltrée dans le Parti, n'a-t-elle pas adopté le mode du monopole privé en restaurant le capitalisme ? Comme nous avons pu le voir, la fraction d'éléments de la grande bourgeoisie représentée par la clique des révisionnistes soviétiques, une fois en main les leviers du pouvoir du Parti et du gouvernement, pouvaient désormais disposer librement de la quasi-totalité des biens de l'État et servir les intérêts privés de leur classe, tout en continuant de leurrer et d'endormir le peuple soviétique. Il leur était donc manifestement plus commode et plus profitable d'adopter le mode du monopole d'État pour restaurer le système de propriété capitaliste, en laissant l'État de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique s'emparer d'un seul coup des biens placés auparavant sous le contrôle de l'État socialiste. De plus, cette forme de monopole d'État permet de spolier le peuple et de récolter un profit maximal avec encore plus de liberté, en s'appuyant sur tout l'appareil d'État et ses organismes. C'est pourquoi, sur le plan formel, le capitalisme monopoliste du révisionnisme soviétique conserve encore une étiquette « *socialiste* ». Le système de propriété reste encore celui de propriété de l'État « *soviétique* » ; seulement, sa nature de classe a changé de fond en comble. Cette couverture « *socialiste* » et « *soviétique* » fait que le capitalisme monopoliste d'État soviétique est encore plus trompeur que celui de l'impérialisme capitaliste.

Ensuite, son caractère monopoliste est plus poussé. Comme le capitalisme monopoliste d'État du révisionnisme soviétique est un avatar de l'économie d'État qui détenait auparavant une position dominante, il peut continuer à conserver une domination absolue qui n'existe pas dans le monopole privé capitaliste de modèle courant. Il a été mentionné plus haut que les capitaux fixes de production détenus par l'État révisionniste soviétique dépassaient les 90 % du total. De plus, les ressources naturelles comme les gisements minéralogiques, les cours d'eau, la terre, ainsi que les secteurs vitaux de l'économie nationale, sont tous également monopolisés par un petit nombre d'éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique au nom de l'État. C'est le monopole d'État poussé au plus haut degré. Dans les pays capitalistes, le monopole d'État s'est développé sur la base du monopole privé ; les deux monopoles s'entremêlent mais, en général, le monopole d'État n'occupe pas la place prépondérante. Sous l'impérialisme capitaliste, les principaux moyens de production sont aux mains des capitalistes monopolistes privés, qui contrôlent les pouvoirs d'État et mettent ces pouvoirs au service des intérêts de la classe capitaliste monopoliste en se servant des diverses formes du monopole d'État. Evidemment, dans certaines circonstances, par exemple en période de guerre ou de crise, le monopole d'état dans les pays capitalistes impérialistes peut également atteindre une très forte position, jusqu'à se trouver aux commandes de toute la vie économique du pays. C'est ce qui s'est passé en Allemagne nazie au cours de la Deuxième Guerre mondiale. Mais cet état de choses est principalement dû aux mesures de régulation de l'économie sociale imposées de force par un Etat fasciste. Les moyens de production des entreprises demeuraient la propriété des capitalistes monopolistes privés et la part de propriété de l'État fasciste n'était toujours pas majoritaire. En cela,

aucune comparaison n'est possible avec le haut degré d'évolution du capitalisme monopoliste d'État du révisionnisme soviétique.

Par ailleurs, l'utilisation de l'État et des superstructures dans l'intérêt de la bourgeoisie monopoliste est aussi plus importante. Ce n'est pas seulement parce que l'économie de gestion étatique précédente a été métamorphosée en capitalisme monopoliste poussé à son stade suprême ; c'est aussi parce que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique de nouveau style en Union soviétique a maintenant le monopole des pouvoirs gouvernementaux et la haute main sur tous les autres domaines de la superstructure, tels la culture, l'éducation, l'art, l'édition, ainsi que le contrôle direct de tout l'appareil de dictature. Aussi peut-elle appliquer sans retenue les principes de gestion capitaliste au nom du « *socialisme* » et du « *développement socialiste* ». Elle ne se contente pas « *d'organiser* » l'économie en utilisant les pouvoirs administratifs de l'État et en créant un courant d'opinion réactionnaire avec les media : journaux, revues, radio et télévision à ses ordres. Encore lui faut-elle utiliser, de haut en bas, toutes les organisations du Parti, de la ligue de la jeunesse, des syndicats, des organisations de femmes, pour berner les masses et propager ses mesures d'exploitation à une échelle nationale. Ces dernières années, la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique a eu recours à divers moyens, gratifiés pour la cause d'appellations euphémiques, comme l'« *organisation du travail scientifique socialiste* », l'« *émulation socialiste* », afin de mieux pressurer les ouvriers. Même dans les pays capitalistes-impérialistes, il est rare de trouver une telle concentration de toute la superstructure au service des efforts de la bourgeoisie monopoliste pour obtenir le maximum de profits.

Ce type de capitalisme monopoliste d'État, métamorphose de l'économie socialiste dégénérée, qui a acquis en

cours de route un caractère plus poussé de monopole et de corruption, est devenu la base économique du social-impérialisme révisionniste soviétique. C'est lui aussi qui détermine la caractéristique de ce dernier : une plus grande propension à la spoliation, à l'agression et à la duperie.

Les contradictions fondamentales du capitalisme monopoliste d'État

L'Union soviétique, une fois son régime socialiste dégénéré en capitalisme et en social-impérialisme, a immédiatement vu se manifester en conséquence les contradictions fondamentales inhérentes au capitalisme. Non seulement la position dominante occupée par le monopole d'État n'a pas éliminé les contradictions fondamentales du capitalisme, mais elle les a, au contraire, encore accentuées et exacerbées. Engels l'a indiqué : « *L'État moderne, quelle qu'en soit la forme est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble* » (42).

Avec la place dominante tenue par le capitalisme monopoliste d'État, une petite minorité d'éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique a pu accaparer les moyens de production au nom de l'État. Dès lors, la contradiction fondamentale du capitalisme entre le caractère social de la production et la propriété capitaliste se manifeste de façon concrète en Union soviétique comme une

(42) F. Engels, « Anti-Dühring », p. 315. E.S.

contradiction entre le caractère social de la production et la propriété capitaliste monopoliste d'État (ou en d'autres termes, la propriété de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique).

Bien que la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique règle aussi l'économie au moyen de « *planification d'État* », le but qu'elle vise est le profit et non la satisfaction des besoins du peuple travailleur. Comme Lénine l'a dit en dévoilant les abus de l'époque des anciens tsars, il s'agit d'un « *État militaire et* [d'un] *capitalisme monopoliste d'État. L'existence d'une organisation rationnelle n'empêche pas les ouvriers d'être des esclaves ; quant aux capitalistes, ils n'en prélèvent que plus « rationnellement » leurs bénéfices* (43). » Aussi, « *l'économie planifiée* » soviétique aujourd'hui n'est-elle rien d'autre qu'une spoliation de plus grande envergure et encore plus « *rationnelle* » du peuple travailleur. Lénine a indiqué en son temps que « *les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence [...] ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des frictions, des conflits particulièrement aigus et violents* » (44). Cette concurrence entre organismes monopolistes, entre organismes monopolistes et non monopolistes, se trouve aussi au sein d'un même organisme monopoliste. Dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, le capitalisme monopoliste d'État occupe la position dominante dans l'économie nationale, mais ne peut pour autant éliminer la concurrence. Une de ses manifestations frappantes est présentée par l'état de contradictions et de lutte sévissant entre l'État de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique d'une part, et les divers entreprises et secteurs, d'autre part. Il s'agit là d'une « *lutte pour les*

(43) « La 7e conférence de Russie du P.O.S.D.(b)R. », Lénine, Œuvres, tome 24, p. 310.

(44) Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 104. E.P.

droits et profits » qui se déroule au sein de la bourgeoisie et tourne autour de questions telles que la disposition des capitaux et des bénéfices.

L'État de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et de ses agents dans les entreprises, dans sa quête du maximum de profits, se trouve tout à fait uni quand il s'agit de sucer insatiablement le sang et la sueur du peuple travailleur. Mais les contradictions existent néanmoins en son sein. Sans cesse, la clique dirigeante fait pression sur les entreprises pour accepter des « *plans d'urgence* », accroître « *le rendement du travail social* », élever « *la qualité des produits* », adopter « *les techniques nouvelles* ». De plus, sous prétexte de socialiser davantage la production, et en utilisant les moyens de fusion d'entreprises ou d'établissement de sociétés conjointes, le droit de disposer des moyens de production est de plus en plus concentré dans les mains d'une poignée d'éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique. Or, les directeurs d'entreprises n'aiment guère les plans « *d'urgence* », craignent les « *techniques nouvelles* », et s'arrangent fréquemment pour soutirer de plus gros bénéfices et primes en faisant monter les prix. Ils négligent les plans de variétés des produits et les normes de qualité, allant même jusqu'à tricher sur celle-ci et substituer à des produits supérieurs des produits inférieurs. Ces directeurs aiment encore moins voir leurs entreprises fusionner avec d'autres au risque de perdre leur position privilégiée. Aussi est-il inévitable qu'au sein de la bourgeoisie soviétique persistent des luttes et des contradictions où chacun critique et calomnie autrui.

Lénine a indiqué : « *C'est justement cette conjonction de deux ''principes'' contradictoires, la concurrence et le monopole, qui caractérise l'impérialisme* (45). »

---

(45) « Textes pour la révision du programme du Parti », Lénine, Œuvres, tome 24, p. 478.

Afin d'obtenir des bénéfices maximum, les révisionnistes soviétiques doivent fatalement s'efforcer de monopoliser les ressources mondiales et le marché international, sur la base du monopole de leur économie nationale. Une rivalité aiguë dans tous les domaines est donc inévitable entre eux et d'autres pays impérialistes, en particulier l'impérialisme américain qui constitue l'autre superpuissance. Entre les deux superpuissances se développe une âpre lutte pour l'hégémonie mondiale et une course effrénée aux armements. Les révisionnistes soviétiques ont donné une forte orientation militaire à leur économie et mis au service de la production d'armements, de la recherche militaire, des dépenses militaires et de la logistique, de gigantesques moyens, tant sur les plans de la main-d'œuvre et du matériel, que des finances. Cela ne fait qu'entraîner le déséquilibre du développement de l'économie domestique, et l'aggravation des désordres économiques ; le pays sombre de plus en plus profondément dans un bourbier dont il ne peut s'extirper.

L'existence et le développement des contradictions fondamentales de l'économie capitaliste monopoliste d'État chez les révisionnistes soviétiques font de ce régime un obstacle grandissant au développement des forces productives, et la cause de graves perturbations pour celles-ci. L'économie soviétique se trouve aujourd'hui assaillie de difficultés. Régulièrement, les « *plans* » ne sont pas remplis à terme, l'indice d'augmentation de la production industrielle chute, la production agricole est instable, les secteurs de production de fournitures militaires sont gonflés démesurément, la production à usage civil traîne, le rendement est bas, le gaspillage atteint un niveau inquiétant. Ce sont les conséquences inéluctables de la restauration capitaliste par les révisionnistes soviétiques, conséquences qui reflètent les contradictions grandissantes entre les rapports de production capitalistes et les forces productives.

CHAPITRE IV

SOCIALISTE EN PAROLES IMPÉRIALISTE DANS LES FAITS

Dans les critiques qu'il lança contre les renégats de la IIe Internationale, Lénine indiqua qu'il s'agissait là de « *socialisme en paroles, [d']impérialisme dans les faits,* [de]*transformation de l'opportunisme en impérialisme* » (46).

Le révisionnisme soviétique s'est, lui aussi, transformé en social-impérialisme. La différence avec le social-impérialisme de la IIe Internationale dirigée par Kautsky et ses comparses, c'est que ces derniers ne tenaient pas encore le pouvoir d'État, mais se contentaient de servir les intérêts des impérialistes de leur propre pays, en tirant quelques bénéfices supplémentaires de la spoliation des autres peuples. Les sociaux-impérialistes de l'Union soviétique, eux, utilisent le pouvoir d'État qu'ils ont usurpé pour piller et réduire en servitude directement les autres peuples, en même temps qu'ils spolient le peuple travailleur de leur propre pays.

La politique étrangère d'agression et d'expansion pratiquée par eux est la conséquence inévitable de leur politique intérieure. Lénine a critiqué sévèrement, à de nombreuses reprises, la séparation artificielle de la politique et de l'économie et le fait de considérer l'impérialisme seulement comme une politique étrangère d'annexion ; il a prédit également l'apparition de théories réactionnaires à la Kautsky dans une étape de super-impérialisme, soulignant que l'économie impérialiste est en fait la domination des monopoles, ce qui détermine la politique impérialiste, tant intérieure qu'extérieure. « *Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices* (47). » C'est précisément la position dominante

(46) « Les tâches de la IIe Internationale », Lénine, œuvres, tome, 29, p. 507.
(47) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 88. E.P.

occupée par le capitalisme monopoliste d'État dans l'économie soviétique, ainsi que la nature bourgeoise monopoliste du pouvoir d'État qui déterminent la voie inéluctablement poursuivie par le pouvoir soviétique : à l'intérieur, exploitation et oppression de la classe ouvrière et des masses laborieuses ; à l'extérieur, mise en œuvre d'une politique social-impérialiste d'agression, d'expansion et d'efforts, pour étendre son hégémonie sur le monde, rendant inévitable son entrée dans les rangs des puissances impérialistes rivales.

1. L'EXPORTATION MASSIVE DE CAPITAUX AU NOM DE « L'AIDE »

Lénine l'a indiqué : l'exportation de capitaux est « *une des bases essentielles de l'impérialisme* » (48). Le social-impérialisme, lui aussi, fait de l'exportation des capitaux une base d'exploitation et d'oppression de tous les peuples du monde. Cela ne gêne guère les révisionnistes soviétiques pour se vanter partout de leur « aide » qu'ils prétendent « désintéressée », donnée dans un esprit « d'internationalisme prolétarien » aux pays « frères », visant à aider les pays du tiers monde à « développer leur économie nationale » et autres belles paroles du même genre. En réalité, leur « aide » n'est rien d'autre qu'une exportation pure et simple de capitaux impérialistes et n'a rien à voir avec « l'internationalisme prolétarien ». Ce n'est nullement une « aide désintéressée », mais bel et bien une exploitation et un pillage des pays « aidés ». Son but n'est pas le moins

(48) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 119. E.P.

du monde d'aider d'autres pays à « développer leur économie nationale », mais plutôt de s'emparer des leviers économique et politique de ces nations. Bref, cette « aide » est entièrement au service des intérêts d'un hégémonisme de grande puissance et d'un égoïsme national, attachés à régenter le monde entier et monopoliser de gros profits. C'est pourquoi, bien que les révisionnistes soviétiques voient leur propre économie sombrer dans des difficultés grandissantes à cause du rétablissement néfaste du capitalisme et leurs dettes intérieures et extérieures s'accumuler, ils ne cessent d'accepter le soutien monétaire des pays capitalistes. En revanche, pour répondre aux besoins de leur stratégie contre-révolutionnaire globale, les révisionnistes se livrent à l'exportation massive de capitaux au nom d'une prétendue « aide ».

Une « Aide » extérieure étroitement coordonnée avec la stratégie contre-révolutionnaire mondiale soviétique

Depuis la seconde moitié des années 50, les révisionnistes soviétiques ont adopté différentes formes « d'aide militaire » ou « d'aide économique et technique » pour exporter massivement leurs capitaux. « L'aide » à l'étranger du social-impérialisme soviétique s'accroît continuellement pour répondre à sa volonté d'hégémonie mondiale. Son objectif, en sus de la spoliation du pays « aidé », consiste bien plus à exercer sur lui une domination politique, dans l'espoir d'ériger un système colonialiste sous la direction des nouveaux tsars. Il est donc évident que « l'aide » soviétique à l'étranger est totalement inféodée aux besoins de leur stratégie contre-révolutionnaire mondiale.

Le point-clé de la lutte pour l'hégémonie mondiale entre les révisionnistes soviétiques et les impérialistes améri-

cains, c'est l'Europe. Certains pays membres du « Comecon » (...) en Europe de l'Est constituent la principale sphère d'influence soviétique, un avant-poste pour la conquête de l'Europe. Afin de consolider leur domination colonialiste de ces pays, les révisionnistes soviétiques, tout en renforçant leur emprise politique et leur occupation militaire, y exportent massivement des capitaux et se livrent à un pillage économique effréné. Lénine, sur la destination finale des capitaux exportés par les puissances impérialistes, a fait le commentaire suivant : « *Pour l'Angleterre, ce sont en premier lieu ses possessions coloniales [...] les immenses exportations de capitaux sont étroitement liées ici, avant tout, aux immenses colonies* (49). » Certains pays de l'Europe de l'Est, membres du « Comecon » et tombés au rang de colonies ou de protectorats sous le régime révisionniste des nouveaux tsars, sont devenus leur principale zone d'exportation de capitaux. A la fin de 1972, les révisionnistes soviétiques avaient fourni au moins dix milliards de roubles (environ onze milliards de dollars U.S.) à ces pays sous forme « d'aide économique » : plus que le montant total de leur « aide économique » à tous les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine réunis (exception faite, toujours, de la R.P. de Mongolie et de Cuba).

Les révisionnistes soviétiques ne se contentent pas de renforcer, autant que faire se peut, leur domination sur certains pays de l'Europe de l'Est ; ils s'efforcent encore de s'infiltrer dans les autres régions européennes, pour s'y étendre et saper la position des États-Unis. Dans la situation qui confronte en Europe centrale les armées de l'Union soviétique d'une part, de l'O.T.A.N. d'autre part, l'Europe méridionale devient l'arrière stratégique de l'O.T.A.N. Etant données son importance à ce point de

(49) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 74. E.P.

vue et ses forces relativement faibles, on a surnommé cette région « le ventre mou » de la défense européenne. Ces dernières années, les révisionnistes soviétiques n'ont cessé de braquer leur offensive contre cette zone faible. En dehors de la menace militaire et de la division politique, ils ont également eu recours à d'autres stratégies : profitant de la détérioration économique, de l'aggravation des contradictions de classe et des remous sociaux de certains pays de l'Europe méridionale, ils ont apporté leur « aide » aux forces pro-soviétiques de ces pays pour les saper de l'intérieur et les amener progressivement dans leur sphère d'influence.

Le Moyen-Orient est une aile de l'Europe. Par sa situation géographique aux confins des trois grands continents : Europe, Asie et Afrique, sa position stratégique est extrêmement importante. De plus, c'est un des plus gros producteurs de pétrole, et par suite, le plus important fournisseur d'énergie à l'Europe ; aussi apparaît-il clairement que si jamais les révisionnistes soviétiques deviennent maîtres des champs pétrolifères et des oléoducs du Moyen-Orient, ils contrôleront dès lors l'Europe, tributaire du pétrole de cette région, De là les efforts du social-impérialisme soviétique pour mettre la main sur ces régions stratégiques et les ressources pétrolières du Moyen-Orient, faisant de cette partie du monde un champ de bataille majeur dans leur mouvement d'expansion vers le tiers-monde et leur lutte avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale. Entre 1954 et 1972, « l'aide économique » des révisionnistes soviétiques pour la région du Moyen-Orient a été de 3,34 milliards de dollars U.S., soit 41 % de « l'aide économique » totale soviétique (8,2 milliards de dollars U.S.) au tiers-monde. Leur « aide militaire » au Moyen-Orient, elle, atteint 4,88 milliards de dollars U.S., équivalant à 58 % du chiffre total de cette « aide » fournie par les soviétiques au tiers-monde.

Pour réaliser leurs ambitions forcenées de devenir les maîtres du monde, les révisionnistes soviétiques fournissent aussi une « aide » aux autres pays du tiers-monde, exportant des capitaux pour spolier ces nations, intervenant dans leurs affaires internes et manœuvrant pour y obtenir des bases militaires et les faire entrer dans leur sphère d'influence. « L'aide » fournie par les révisionnistes soviétiques à l'Asie méridionale vient tout de suite après celle qu'ils donnent au Moyen-Orient. Leur « aide économique » à l'Asie du Sud, entre 1954 et 1972, se chiffre à 3,02 milliards de dollars U.S., ce qui revient à 37 % de leur « aide économique » globale au tiers-monde ; leur « aide militaire » se monte à 1,67 milliard de dollar U.S., ou 20 % du total fourni au tiers-monde. En même temps, les révisionnistes soviétiques s'inflitrent en Amérique latine, traditionnellement traitée « d'arrière-cour » des États-Unis. En dehors de Cuba, c'est relativement tôt qu'ils ont commencé à fournir une « aide économique » modeste à l'Argentine. Puis, le cadre de cette « aide économique » s'est élargi et, de 1965 à 1972, plus de 400 millions de dollars U.S. ont été remis à une dizaine de pays latino-américains. Ces faits démontrent que les révisionnistes soviétiques n'ont pas seulement pris pied dans les pays situés dans la sphère d'influence des impérialistes américains, mais ont encore, ces dernières années, grandement accéléré leur processus d'infiltration.

Dans « l'aide » accordée par les révisionnistes soviétiques au cours de ces dernières années, on note une nette tendance à l'accroissement de « l'aide militaire » au détriment de « l'aide économique ». Ainsi, en 1966, cette « aide économique » se montait à plus de 1,2 milliard de dollars U.S., tandis que l'exportation d'armes ne représentait que 3 à 400 millions de dollars ; en 1970, les armes exportées au nom de « l'aide militaire » représentaient 800 millions de dollars, alors que « l'aide économique » des-

cendait à l'ordre de 200 millions de dollars. Depuis 1968, « l'aide » soviétique aux pays du Moyen-Orient consiste presque entièrement en « aide militaire ». Le pillage, axé sur l'exportation massive d'armes, est devenu une caractéristique majeure de l'expansion du social-impérialisme révisionniste soviétique à l'étranger.

Les révisionnistes soviétiques font régulièrement de la réclame pour leur « aide militaire », présentée comme « témoignage éclatant des principes de politique internationaliste ». Mais les peuples du tiers-monde constatent de plus en plus que cette « aide militaire » soviétique est en fait « une offensive à coup de balles d'argent, où les roubles arrivent dans le sillage des navires de guerre ». Cette aide-là n'est qu'un instrument pour profiter de la mauvaise posture dans laquelle peuvent se trouver certains pays, afin de leur soutirer le maximum d'avantages et de privilèges. Les révisionnistes soviétiques s'enrichissent ainsi beaucoup par la vente de leurs armes. Tout pays acceptant « l'aide militaire » soviétique est en effet tenu d'acheter leurs armes à haut prix, en les payant, qui plus est, en argent comptant, parfois même avec des devises. Pis encore, les révisionnistes soviétiques ne se privent pas de se servir de la fourniture de pièces de rechange pour exercer une pression. Non seulement « ces pièces de rechange sont vendues plusieurs fois le prix des armes mêmes », mais encore leur fourniture peut être arrêtée au moment crucial, faisant des armes reçues par le pays « aidé » un tas de ferraille inutile. Au fur et à mesure que croît « l'aide militaire » des révisionnistes soviétiques, leur commerce d'armes prospère de plus en plus. Au début des années 70, les livraisons d'armes soviétiques se sont étendues à plus de vingt pays, et le volume de ventes a atteint 37,5 % du montant mondial, dépassant même celui des États-Unis, jusqu'alors le premier marchand d'armes du monde. D'autre part, les révisionnistes soviétiques se servent aussi

de « l'aide militaire » pour s'emparer des leviers politiques du pays en question. Ainsi, ils ont profité de ce que la faction dirigeante de certains pays a fait appel à leur « aide militaire » pour consolider leur gouvernement et pour appuyer les « forces pro-soviétiques » dans ces pays ; ou bien ils ont obtenu le contrôle du commandement, de l'approvisionnement et de l'entraînement militaires par le biais des « conseillers militaires », partie intégrante de leur « aide militaire ». Dans l'armée de certains pays qui reçoivent cette « aide », on trouve du personnel et des « conseillers » militaires soviétiques, même à l'échelon du bataillon ou de la compagnie. Un chef d'État arabe a mis le doigt sur le point sensible lorsqu'il a dit que « l'aide militaire » des révisionnistes soviétiques était « destinée à remettre en leurs mains tous les leviers de commande ». En outre, les pays « aidés » doivent encore accorder aux révisionnistes soviétiques les « droits d'utilisation » des ports, bases et autres facilités. Une pareille « aide militaire » ne correspond en rien à l'internationalisme ; elle n'est rien d'autre qu'une manifestation de la volonté d'hégémonie du social-impérialisme.

Un super-exploiteur avide

Lénine dénonce l'exportation de capitaux pratiquée par l'impérialisme « *qui ne se soucie guère de morale bourgeoise et écorche deux fois le même bœuf* » (50). Actuellement, le social-impérialisme révisionniste soviétique se livre à une quadruple exploitation chaque fois qu'il fournit ce qu'il appelle une « aide » : 1° la perception directe des intérêts sur prêts ; 2° la vente imposée d'équipements ou d'armes vétustes, à prix fort ; 3° l'obligation, pour le pays

(50) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 140. E.P.

débiteur, de régler sa dette avec des matières premières ou des produits agricoles dont le taux est fixé fort bas, ou même de s'en acquitter en payant comptant ; 4° les conditions très dures dont est assortie « l'aide » en question.

Les crédits de « l'aide » des révisionnistes soviétiques sont de véritables prêts usuraires. A première vue, les intérêts sur les prêts soviétiques semblent un peu moins élevés que ceux des pays capitalistes. En réalité, plus de 90 % de « l'aide économique » soviétique aux pays membres du « Comecon » consiste en prêts d'équipement ; et « l'aide économique » fournie à des pays du tiers-monde stipule que la quasi-totalité doit être consacrée à l'achat de matériels techniques ou services vétustes de l'Union soviétique. Ce qui revient à dire que les prêts de « l'aide » soviétique sont surtout une manière d'endetter les pays et de gagner de l'argent sur des machines vétustes. Sur le marché international, les matériels soviétiques ont un prix aussi élevé que leur qualité est mauvaise, et certains sont même de 20 à 30 % au-dessus du prix du marché international. Cependant, les révisionnistes soviétiques exigent que le pays bénéficiaire paye sa dette, capital et intérêts compris, avec les matières premières et les produits des entreprises construites avec cette « aide », mais à des prix fixés en dessous du tarif international. Déjà, l'écart de prix entre produits manufacturés et matières premières sur le marché international, dominé par le capitalisme monopoliste international, fait que les échanges sont réalisés dans des conditions d'inégalité ; les révisionnistes soviétiques, partant de cette base, aggravent encore l'effet d'écart en ciseaux. Il est manifeste que le taux d'intérêt prétendu bas des crédits soviétiques est amplement compensé par cet effet de ciseaux, qui en fait un taux usuraire. Par ailleurs, les experts envoyés sous le couvert de « l'aide » soviétique exigent de la part des pays bénéficiaires de hauts salaires, des avantages tels que villas, subventions, voyages gratuits,

etc. ; même le prix du voyage des experts et de leurs familles rentrant passer des vacances dans leur pays doit être supporté par le pays bénéficiaire de cette « aide ». Les calculs démontrent que 20 % du montant total de « l'aide » reçue sont engloutis par ces dépenses. Ainsi, quelle que soit l'efficacité du projet construit avec leur « aide », un cinquième de cette « aide » sera déjà rentré dans les poches des révisionnistes soviétiques.

Les prêts qu'ils accordent à titre « d'aide » leur permettent non seulement de se faire payer des intérêts élevés, mais encore de ramasser en grandes quantités les matières premières et produits du pays débiteur, grâce à leur position de pays créditeur. Ainsi, ils ont déclaré les ressources minérales des pays membres du « Comecon » richesses communes de leur « grande communauté ». « L'aide » soviétique ne manque pas la moindre occasion de se faufiler partout où il y a des ressources à piller. Au cours des années 60, une prospection, entreprise conjointement par la Mongolie et la Tchécoslovaquie, amena la découverte d'un gisement important de cuivre et de molybdène en Mongolie. En 1970, les révisionnistes soviétiques poussaient de côté les Tchécoslovaques pour prendre leur place. Ce furent eux qui fournirent les crédits et obligèrent les Mongols à « coopérer » dans le cadre d'une « société conjointe » gérée par la Mongolie et l'Union soviétique, le minerai exploité étant expédié vers l'Union soviétique en règlement de la dette souscrite. Ces dernières années, pour intensifier le pillage du pétrole à bon marché du Moyen-Orient et du Golfe Persique, les révisionnistes soviétiques ont conclu divers accords « d'aide » et « d'exploitation conjointe » avec certains pays de ces régions, obtenant progressivement des droits d'inspection, de prospection ou d'exploitation des ressources pétrolières locales. Il est d'ailleurs stipulé dans ces accords que les pays en question doivent s'acquitter de leur dette en pétrole. Les révision-

nistes soviétiques reconnaissent eux-mêmes qu'ils profitent de la situation où les pays du tiers-monde payent leur dette en nature pour s'emparer de quantité de matières premières et autres ressources, notamment des métaux non ferreux, du pétrole, du gaz naturel, du coton à longues fibres, du latex, des oléagineux, des cotonnades, du riz et bien d'autres choses encore. Ils déclarent d'ailleurs sans la moindre vergogne : « *Cela permet de satisfaire pleinement les besoins de l'économie nationale soviétique.* »

Cependant, quand il s'agit de se faire rembourser en monnaie, les révisionnistes soviétiques ont encore d'autres moyens d'écorcher le payeur. Par exemple, sous prétexte de la dévaluation monétaire du pays débiteur, ils obligent celui-ci à payer un montant supplémentaire, ou à régler sa dette en devises étrangères, ce qui leur permet d'y gagner encore. En juin 1975, les révisionnistes soviétiques modifiaient unilatéralement et arbitrairement le taux de change entre la monnaie d'un pays « aidé » de l'Asie du Sud et le rouble, alourdissant ainsi le règlement à effectuer par ce pays de la coquette somme de 400 millions de roupies (51). Ces procédés méprisables sont vraiment ceux de « l'impérialisme du rouble ». Un fonctionnaire soviétique spécialement chargé de « l'aide étrangère » écrivait avec jubilation dans la « Pravda » : « *L'augmentation annuelle des revenus en devises provenant du paiement de leur dette par les pays en voie de développement contribue de manière considérable à l'équilibre des paiements pour l'Union soviétique.* »

Un autre objectif majeur de « l'aide » à l'étranger, pour les révisionnistes soviétiques, est de se livrer à l'infiltration, l'intervention et la domination sur le plan économique. Qu'il s'agisse de « l'aide » aux pays du « Comecon » ou bien aux pays du tiers-monde, ils n'ont évidem-

(51) Roupie : monnaie indienne (N.d.T.).

ment pas l'intention « d'aider » ces pays à développer leur économie, mais bien de les amener sous leur emprise, en les rendant de plus en plus dépendants de l'Union soviétique. Ils se vantent eux-mêmes d'avoir une participation dans 1 300 à 1 400 grandes entreprises et projets, comprenant entre autres quelque 180 centrales électriques, 150 usines de fabrication de machines et traitement des métaux, 50 houillères et 90 usines chimiques. Ces entreprises dépendent, pour la majeure partie de leur approvisionnement en carburants et en matières premières, des importations en provenance de l'Union soviétique ; la plus grande partie de leurs produits manufacturés, par contre, sont expédiés vers l'U.R.S.S. Dans certains pays du tiers-monde, les « spécialistes » et « conseillers » soviétiques ont la haute main sur tout le processus d'établissement des entreprises bâties avec les crédits accordés par les révisionnistes soviétiques, depuis la conception jusqu'à la gestion, en passant par la construction et la production. Lesdits « spécialistes » sont les monarques absolus de ces entreprises et jouissent de toutes sortes de privilèges, jusqu'à pouvoir pénétrer dans des secteurs sensibles du pays bénéficiaire pour y mener des activités subversives.

« *L'accaparement est le principe vital de toute bourgeoisie* (52). » C'est également le principe vital de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique. Au nom de l'« aide » qu'ils apportent, les membres de cette classe ne songent en fait qu'« *à piller les pays étrangers, à asservir d'autres nations* », se montrant ainsi tels qu'ils sont : des « *Socialistes en paroles et des chauvins en fait* » (53). La pénible expérience vécue par certains pays bénéficiaires de

(52) K. Marx, « Lettre à Kugelmann du 13 décembre 1870 », « Lettres à Kugelmann », p. 175. E.S.

(53) « L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale », Lénine, Œuvres, tome, 22, p. 117.

« l'aide » soviétique leur a fait de plus en plus clairement apparaître qu'en comptant sur un soutien de cette nature, ils n'arrivent qu'à se trouver soumis à une exploitation plus intensive et à un joug économique et politique de plus en plus lourd, qui font obstacle au développement de leur économie nationale. Déjà, des pays du tiers-monde subissant un grave préjudice du fait des taux usuraires de « l'aide » soviétique ont commencé à protester et à lutter contre ce mode usuraire de règlement des dettes et ce chantage économique.

2. LA « DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL » ET L'« INTÉGRATION ÉCONOMIQUE » OU LA PROMOTION DU NÉO-COLONIALISME

Lénine a expliqué qu'« *aux "anciens" mobiles de la politique coloniale, le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les "zones d'influence", [...] et, enfin, pour le territoire économique en général* » (54). C'est précisément sous l'impulsion de ces motifs que le social-impérialisme soviétique est en train de promouvoir un néo-colonialisme.

Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les mouvements de libération contre l'impérialisme et pour l'indépendance nationale des peuples du tiers-monde éclatèrent successivement. L'ancien système colonial se fissurant de toutes parts, l'ancienne forme du régime colonial pouvait difficilement être préservée. Aussi les puissances impérialistes capitalistes commencèrent-elles à changer de tacti-

(54) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 149-150. E.P.

que et lancèrent-elles le néo-colonialisme. Elles adoptèrent des tactiques trompeuses et, « *sous le couvert de la création d'États politiquement indépendants, créent en fait des États entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire* » (55). Le révisionnisme soviétique, ayant évolué en social-impérialisme, se conforme en tous points aux lois qui régissent le développement de l'impérialisme. En apparence, ils reconnaissent « la souveraineté » et « l'indépendance » des autres pays, proclament qu'ils forment avec les pays de l'Europe de l'Est « une grande communauté socialiste » et se présentent comme « allié naturel » du tiers-monde. Mais toutes ces belles paroles sont autant de prétextes pour faire du battage autour de « la division internationale du travail » et prôner « l'intégration économique » afin de contrôler totalement l'économie, la politique et les affaires militaires des autres pays, pour y établir leur domination néo-coloniale.

« La division internationale du travail » et « l'intégration économique » : un programme politique néo-colonialiste

Depuis fort longtemps, la clique dirigeante révisionniste soviétique s'est obstinément attachée à mettre en œuvre sa « division internationale du travail » et à gérer « l'intégration économique » au sein de la prétendue « grande famille socialiste ». Ils clament que cette « division internationale du travail » est destinée à assurer « le développement économique rapide » collectif de tous les pays « frères », afin « d'éliminer », de « combler » « l'écart dans les niveaux de développement économique entre les divers pays », « accroître le bien-être du peuple travailleur ».

(55) « Première ébauche des thèses sur les questions nationales et coloniales », Lénine, Œuvres, tome 31, p. 151.

Après sa venue au pouvoir, Brejnev a intensifié la mise en pratique de « la division internationale du travail », comme de « l'intégration économique », déclarant que « le socialisme développé » devait « suivre la voie de l'intégration des pays socialistes » que « la réalisation de l'intégration économique devait être la direction générale », « le maillon central », « le problème-clé », et autres élucubrations du même genre. Il s'agissait en fait de réaliser sans ambages une « intégration économique », mesure essentielle d'une politique fondamentale de domination colonialiste et de spoliation sanglante d'autres pays. Cela étant, quels sont, dans la réalité, les aspects principaux de cette « division internationale du travail » et de cette « intégration économique » du révisionnisme soviétique ?

D'après les spécialistes à la solde des nouveaux tsars, cette « division internationale du travail » se manifeste surtout dans « la spécialisation et l'harmonisation de la production ». Elle « mènera à la spécialisation économique au niveau national, l'établissement d'une économie intégrée nationale », arrivant finalement à « l'intégration économique » de tous les pays. Ces fallacieuses « division internationale du travail » et « intégration économique » consistent en réalité à forcer d'autres pays à réorganiser leurs structures de production industrielle et agricole pour s'adapter aux besoins des révisionnistes soviétiques, de réduire ces pays au statut de champ d'investissements, de marché ou de source de matières premières pour le social-impérialisme soviétique. Il est abondamment prouvé que les prétendues « division internationale du travail » et « intégration économique » du révisionnisme soviétique sont tout bonnement synonymes d'exploitation économique ou de pillage économique. Il s'agit là d'un programme néo-colonialiste sans réserves, qui vise à la mise en coupe réglée des pays dominés.

En juillet 1971, à la 25e conférence du « Comecon »,

les révisionnistes soviétiques ont présenté, pour des motifs insondables, leur « Projet global d'intégration économique socialiste », obligeant par là tous les pays du « Comecon » à évoluer de « l'intégration particulière » à « l'intégration générale ». Il fallait que, dans quinze à vingt ans, ces pays soient arrivés à « l'intégration » non seulement sur le plan de la production, mais aussi dans les domaines de la science, de la technique, du commerce extérieur, de la monnaie, du système monétaire, etc. Pour promouvoir ce « projet global », les révisionnistes soviétiques soutiennent que « les forces productives, comme les rapports de production, du système socialiste mondial ont déjà évolué jusqu'au stade particulier de l'internationalisation ». Aussi faut-il élever « l'intégration économique » vers « une nouvelle étape », « internationaliser les forces productives et les rapports de production » des pays membres du « Comecon », pour « former graduellement une structure unifiée d'économie socialiste mondiale ». Aussitôt ce projet réalisé, tous les pays « frères » visés perdront tous leurs droits souverains et ne pourront plus en aucune manière développer leur production pour répondre à leurs propres besoins économiques. Cependant, les révisionnistes soviétiques pourront rafler à leur guise les richesses des autres pays, établir leur système de propriété capitaliste monopoliste internationale, soumettre les autres pays membres à une colonisation entière et totale, pour en faire les 16e, 17e, 18e, etc., républiques du régime révisionniste soviétique.

Ces dernières années, les révisionnistes soviétiques ont aussi lancé une énorme campagne de promotion pour leur « division internationale du travail » et leur « intégration économique » parmi les pays du tiers-monde, dans l'espoir d'attirer la masse des pays en voie de développement dans l'orbite de leur système économique social-impérialiste. Ils proclament que ce n'est que par la « coopération » avec

l'U.R.S.S. que les pays en voie de développement pourront « édifier une économie nationale indépendante », que le plan « d'intégration économique » du « Comecon » est également « ouvert » à tous ces pays. De plus, après la publication du « projet global », ils clamèrent que celui-ci créait de gigantesques « possibilités » pour l'accroissement de la « coopération » entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement. Il est pourtant aisément prévisible que, dès que des pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine tomberont dans ce piège, ils pourront dire adieu à leur indépendance et à leur souveraineté nationales. Il est possible dès maintenant de voir combien effrénées sont les ambitions des révisionnistes soviétiques, désireux de bâtir un grand empire colonial à l'échelle mondiale. Actuellement, « la division internationale du travail » et « l'intégration économique » pratiquées par eux au sein du « Comecon » ont déjà été étendues à l'Inde, où un certain nombre d'usines construites avec « l'aide » soviétique ne programment leur production qu'en fonction des besoins des gouvernants soviétiques : 70 % des produits textiles, 35 % des chaussures de cuir exportées par l'Inde partent vers l'Union soviétique. Le pillage économique et la domination exercés par les révisionnistes soviétiques vont en s'aggravant et excitent l'indignation et le mécontentement profonds de l'opinion publique indienne. Un parlementaire indien a déclaré, en parlant de l'exigence d'une « coordination » des plans économiques soviétique et indien, que cela « *rendrait l'Inde dépendante économiquement de la Russie et en ferait une partie intégrante du système économique russe* » avec comme résultat une Inde désormais « *enchaînée à une superpuissance* ».

Les révisionnistes soviétiques, prônant leur plan « d'intégration économique », annoncent également que ce plan comporte une « intégration » encore plus parfaite « *com-*

prenant les deux domaines, tant économique que politique », si l'on tend vers « l'internationalisation » de la vie politique. Sous couvert de défendre les prétendus « intérêts socialistes », ils clament qu'il faut « *consolider davantage les relations politiques au sein de la grande famille des Etats socialistes* », « *harmoniser sur tous les plans les activités des États et des partis politique* » « *renforcer la coopération sur les plans de la politique, l'idéologie et la culture* », etc. Ce qu'ils veulent, en fait, c'est amener les États et les partis « frères » sous leur contrôle durable, du haut de leur position de parti « père » qui les autorise à traiter les autres en « fils ». Ces liens paternalistes ne tolèrent aucun « écart » de la voie tracée par les révisionnistes soviétiques, qui exigent d'être obéis au doigt et à l'œil. A l'encontre de tout parti ou gouvernement qui manifeste la moindre divergence de vues, ce sont des actes brutaux de menace, de répression ou de subversion, quand ce n'est pas l'intervention ou l'agression armée ouverte. Pour ne citer qu'un exemple notoire : en août 1968, les révisionnistes soviétiques envoyaient leurs troupes attaquer par surprise la Tchécoslovaquie, qu'ils envahirent militairement au su et au vu du monde entier. Il est manifeste que la volonté des révisionnistes de développer « l'intégration économique » en « intégration politique » vise uniquement à préserver et à accaparer encore davantage de profits sociaux-colonialistes.

Un instrument du néo-colonialisme soviétique : le « Comecon »

Depuis que la clique des renégats révisionnistes soviétiques a restauré le capitalisme en U.R.S.S., le « Comecon » est devenu leur instrument pour contrôler, exploiter

et piller les autres pays, bref, les soumettre à leur domination néo-colonialiste.

Création d'un organisme supra-national pour contrôler les destinées économiques des pays « frères ».

Ces dernières années, les révisionnistes soviétiques ont consolidé ou créé au sein du « Comecon » plusieurs « organisations de coopération économique », notamment : « l'Organisation coopérative des industries de roulements à billes », « l'Organisation coopérative internationale des industries métallurgiques », « l'Organisation coopérative internationale des industries chimiques », « l'Organisation de dynamique pacifique des États socialistes européens », « l'Organisation coopérative des chemins de fer », « l'Organisation coopérative des transports et télécommunications », « le Centre international d'informations scientifiques et techniques », « l'Institut de recherches atomiques conjointes », « la Banque de Coopération Economique Internationale », « la Banque Internationale d'Investissement », etc. Par le biais de ces organismes « supranationaux », les révisionnistes soviétiques contrôlent les finances, l'économie, la planification de la production, la distribution des produits et la fourniture de matières premières et tiennent les leviers de commande des secteurs vitaux de l'économie nationale des pays concernés. Ainsi, grâce à « l'Organisation coopérative internationale des industries métallurgiques », ils se trouvent en mesure de contrôler directement tout le processus de la production métallurgique dans certains pays de l'Europe de l'Est, depuis l'extraction minière jusqu'à la vente, en passant par la transformation du minerai.

Depuis les années 70, ils se sont mis à l'école des sociétés multinationales occidentales. A l'intérieur du « Comecon », ils ont établi des « sociétés conjointes » sous

gestion « bilatérale » et des « sociétés conjointes d'économie internationale » sous gestion « multilatérale », c'est-à-dire des entreprises internationales de production, d'approvisionnement et de vente placées directement sous leur contrôle. Ils s'évertuent à présenter ces «sociétés conjointes », qui couvrent tout le processus de reproduction et sont marquées par leur caractère « global », comme étant « la nouvelle forme de coopération » ayant « le plus grand avenir » pour la réalisation de « l'intégration économique » ; de plus, ils soutiennent mensongèrement que les « sociétés conjointes d'économie internationale » sont en train de « créer les bases d'un système de propriété socialiste international ». Toutes ces déclarations ensorceleuses ne peuvent cacher la réalité. Les structures supranationales que les révisionnistes soviétiques ont mises en place par la force, quelle que soit la forme sous laquelle elles apparaissent, sont bien telles que les décrit la presse roumaine. Elles sont « déjà devenues des forces supranationales qui prévalent sur les gouvernements et les autres organismes juridiques de tous les pays, causant ainsi un grave préjudice à leur indépendance et leur souveraineté ». Les protestations des révisionnistes soviétiques à propos du « respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale », de « l'indépendance nationale », et ainsi de suite, sont, quant à elles, « supramensongères ».

Les pays « frères » dépossédés de leurs droits souverains d'élaboration du plan au nom de « l'harmonisation ».

En mettant en avant « la division internationale du travail » et « l'intégration économique » au sein du « Comecon », les révisionnistes soviétiques s'occupent aussi très activement de la prétendue « harmonisation des plans » et de la « spécialisation de la production », qui leur donnent

le contrôle direct de la production industrielle et agricole de ces pays.

Avec pour objectif « d'établir la direction économique des États socialistes à l'échelon de toutes la communauté », ils attachent la plus grande importance à « l'harmonisation » du travail, et « harmonisent » donc l'économie, la science, la technique, ainsi que les plans à long ou à court terme de tous les pays du « Comecon ». Ils interviennent ouvertement dans leurs affaires intérieurs, obligent les autres pays membres du « Comecon » à « limiter au cadre national le processus de reproduction élargie » et réclament qu'ils « réorganisent » leur économie sur la base de la « division internationale du travail ». Ce n'est, selon eux, que par « l'harmonisation » des plans que « la division internationale du travail » et « la spécialisation de la production » pourront « aller plus loin, devenir plus efficaces ». Ils se flattent de ce que, « dans le développement des secteurs de production de l'économie nationale des divers pays, la proportion des liens internationaux va croissant », réclament à cor et à cri l'institution d'une « économie internationale proportionnée » et d'une « reproduction internationale unifiée » sous une direction centralisée. De cette façon, l'économie de ces pays serait totalement incluse dans l'orbite économique du social-impérialisme révisionniste soviétique.

Pendant le règne de Khrouchtchev, les révisionnistes soviétiques « harmonisèrent » ainsi, de 1956 à 1965, deux plans quinquennaux des pays membres du « Comecon ». Puis, à l'avènement de Brejnev, ils firent de même pour les deux plans quinquennaux de la période 1966-1975. En outre, ils changèrent l'ancien système qui consistait à laisser chaque pays élaborer lui-même son plan pour « harmoniser » ensuite ; désormais, le « Comecon » commence par « harmoniser » les plans, puis, sur la base de cette « harmonisation », chaque pays établit son plan. En de-

hors des plans quinquennaux, la planification à long terme, de dix à vingt ans, est aussi « harmonisée » pour chaque pays membre. Le contenu de cette « harmonisation » concerne toute l'économie nationale et s'assure que tous les secteurs économiques importants, ainsi que la gamme des produits, seront programmés selon les besoins des dirigeants soviétiques. Tout contrevenant doit être soumis à l'« arbitrage international ».

Les révisionnistes soviétiques prétextent encore « l'harmonisation » des plans pour s'immiscer directement dans certains secteurs économiques de pays membres du « Comecon », en y installant des « délégués » censés s'occuper des « liaisons de correspondance » et de la « coopération directe ». Ainsi, plusieurs ministères du gouvernement soviétique ont leurs « délégués », « conseillers » ou « experts » postés dans les ministères correspondants de la R.P. de Mongolie, qui peuvent même opposer un veto aux propositions des ministres mongols sur des questions économiques importantes.

Bref, avec cette « harmonisation » des plans, les révisionnistes soviétiques privent ces pays du droit de déterminer leurs propres plans économiques nationaux en toute indépendance et souveraineté et se trouvent en mesure de contrôler à long terme les économies des pays membres du « Comecon ». En conséquence, certains pays, industriellement assez développés à l'origine, comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est, ont été forcés de se convertir en usines de transformation annexes de l'industrie soviétique. En même temps, la Bulgarie, la Mongolie, Cuba et d'autres pays étaient réduits, sous le prétexte de « satisfaire les besoins en produits agricoles des autres pays socialistes », à devenir les vergers, potagers, fermes d'élevage ou plantations sucrières des révisionnistes soviétiques.

Utilisation du monopole des carburants et des matières premières pour faire des pays « frères » des satellites de l'économie révisionniste soviétique.

Au cours de la mise en pratique de « l'intégration économique », les révisionnistes soviétiques, sous couleur de « division internationale du travail » et de « coopération fraternelle », s'évertuèrent à limiter le développement des industries de carburants et de matières premières dans les pays membres du « Comecon ». L'Union soviétique monopolise entièrement l'approvisionnement en carburants et en matières premières des industries des pays membres du « Comecon ».

Depuis longtemps, la quasi-totalité des importations de pétrole et de fer, 80 à 90 % du minerai de fer et du bois, 75 % des produits pétroliers, métaux laminés, engrais phosphatés, 60 % du coton, charbon, minerai de manganèse proviennent d'Union soviétique.

Les révisionnistes soviétiques se servent de ce monopole qu'ils détiennent dans les domaines des carburants et des matières premières pour exploiter ces pays et contrôler leur développement économique. Les oléoducs de « l'amitié », les réseaux électriques de « la paix », les gazoducs de « la fraternité » qui s'étendent de l'Union soviétique vers les pays de l'Europe de l'Est sont devenus les principales lignes d'approvisionnement de ces derniers. De cette façon, ils sont non seulement réduits à la dépendance vis-à-vis des gouvernants soviétiques en ce qui concerne les matières premières, les carburants et l'énergie, mais les soviétiques possèdent de ce fait des arguments de taille pour demander des crédits, des équipements, de la main-d'œuvre et tout ce dont ils peuvent avoir besoin pour exploiter leurs ressources ou bâtir des usines. Selon des statistiques incomplètes, de 1960 à 1970, la seule Tchécoslovaquie a fourni à l'Union soviétique 2 milliards de roubles

de crédits et d'investissements, utilisés pour l'exploitation de gisements de fer, de pétrole, de métaux non ferreux, de gaz naturel et pour l'installation de gazoducs. L'Allemagne de l'Est, la Pologne et d'autres pays ont aussi successivement fourni des prêts importants permettant à l'Union soviétique d'exploiter son gaz naturel et ses autres ressources.

Lors de « l'harmonisation » des plans d'économie nationale de 1971 à 1975, l'Union soviétique a signé également avec l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie des accords sur la réalisation en Union soviétique de nouveaux projets d'industries de carburants et de matières premières ; selon ces accords, ces pays devaient fournir à l'Union soviétique plus d'un milliard de roubles de « prêts spéciaux » à long terme. Ce genre d'extorsion pratiqué par l'Union soviétique crée de graves difficultés pour le développement économique de tous ces pays. Le 12 juin 1974, par exemple, l'accord soviéto-polonais stipulait que la Pologne construirait sur le territoire soviétique 558 kilomètres de gazoducs (y compris cinq stations de compression) et 900 kilomètres d'oléoducs. L'Union soviétique ordonnait à la Pologne de terminer les travaux de ces deux projets en deux à trois ans. Pendant cette période, la Pologne devait non seulement investir cinq cent millions de roubles et transférer plusieurs milliers d'ouvriers pour effectuer ces travaux en Union soviétique, mais se trouvait de surcroît obligée d'importer de l'étranger, contre des devises, les canalisations et autres matériels nécessaires. Pour faire face à ses engagements, le gouvernement polonais fut contraint de prendre la décision de n'entreprendre aucun projet d'industrie de biens d'équipements durant le premier semestre de 1975 en Pologne.

Tout en plaçant les pays membres du « Comecon » dans une position de dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique pour les matières premières et les carburants de

base, les révisionnistes soviétiques pillent sans retenue les métaux rares, les matières stratégiques et autres ressources importantes que possèdent ces pays. Depuis longtemps, les mines d'uranium en Tchécoslovaquie, Hongrie, Allemagne de l'Est et Bulgarie sont exploitées presque exclusivement sous la direction des révisionnistes soviétiques qui s'emparent de la quasi-totalité de la production. Ceux-ci ont également obtenu des droits d'exploitation des mines de cuivre et de molybdène en Mongolie et accaparent 50 % des exportations mongoles de minerai de tungstène et de fluorite ; 43 % du zinc exporté par la Pologne, 94 % du baryte et 49 % du minerai de plomb exportés par la Bulgarie s'en vont de la même façon vers l'Union soviétique.

Jadis, dénonçant la vraie nature de l'économie impérialiste, Lénine disait : « *Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent* toutes *les sources de matières brutes* (56). » Aujourd'hui, si les révisionnistes soviétiques essayent par tous les moyens de contrôler la production et l'approvisionnement en carburants et en matières premières des pays membres du « Comecon », c'est d'une part pour répondre aux nécessités de leur croissance militaire et de leurs préparatifs de guerre, mais aussi pour mieux consolider leur domination monopoliste et leur hégémonie mondiale.

Exploitation exorbitante et contrôle total du commerce extérieur des pays « frères ».

Sur la base de la domination exercée sur les autres pays membres du « Comecon » par le moyen de l'hypocrite « intégration économique », les révisionnistes soviétiques contrôlent totalement leur commerce extérieur, faisant de ces pays des satellites non seulement sur le plan de la pro-

(56) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 97. E.P.

duction, mais également des échanges. Grâce à l'établissement d'un « marché conjoint des pays socialistes », ils ont transformé ces pays en marchés-dépotoirs pour les marchandises soviétiques et en source d'approvisionnement de produits rares.

Présentement, les échanges commerciaux entre les révisionnistes soviétiques et les pays membres du « Comecon » se situent dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux à long terme. Tous les cinq ans, sur la base de la prétendue harmonisation des plans quinquennaux, l'Union soviétique, agissant comme pivot central, signe séparément avec chacun des pays membres du « Comecon » un accord d'échanges bilatéral quinquennal ; en outre, il est signé encore chaque année un protocole annuel d'échanges de marchandises, agrémenté parfois d'un protocole additionnel. De cette manière, les révisionnistes soviétiques maintiennent leur emprise sur le commerce extérieur des pays membres du « Comecon ».

D'après les statistiques, plus de la moitié des équipements mécaniques exportés chaque année par l'Union soviétique est déversée dans ces pays, tandis que plus de 70 % des équipements mécaniques, matériels de communications et de transports et produits d'usage courant importés par l'Union soviétique en proviennent. Dans le volume des échanges avec l'étranger des membres du « Comecon », l'Union soviétique tient généralement une proportion de 40 % environ, occupant toujours la première place. Le commerce de la Mongolie avec l'Union soviétique atteint la proportion énorme de 80 % de son volume global d'échanges avec l'extérieur.

Les révisionnistes soviétiques, non contents d'obliger les autres pays membres du « Comecon » à ouvrir en grand leur marché domestique aux vieilleries soviétiques, leur extorquent encore les marchandises dont ils ont besoin. De plus, en vendant cher et en achetant à bon marché, ils

font d'énormes bénéfices aux dépens de ces pays. Selon les estimations, de 1955 à 1965, ils ont soutiré 15,1 milliards de dollars U.S. aux pays d'Europe de l'Est membres du « Comecon », par le procédé de vente à haut prix et d'achat à bon marché. Ces dernières années, faisant ressortir la nécessité de « s'adapter aux conditions du marché international », ils ont rompu la règle du « Comecon » d'effectuer un ajustement des prix tous les cinq ans et ont plus que doublé le prix du carburant vendu aux pays membres, leur causant ainsi un tort considérable dans leur économie. La Hongrie et la Bulgarie ont exprimé un vif mécontentement, annonçant qu'il fallait « prendre des mesures urgentes et résolues », « garantir... un prix de marché du monde socialiste » qui respecte « l'avantage réciproque de tous les partenaires ». Les contradictions entre l'Union soviétique et les autres pays membres du « Comecon » au sujet de cette question de prix s'aiguisent aujourd'hui de plus en plus...

Pour résumer, on peut dire que les relations commerciales entre les révisionnistes soviétiques et les autres pays membres du « Comecon » ne sont certes pas des relations d'égalité ni d'avantages réciproques. Sous le fallacieux prétexte de l'intérêt de la « grande communauté socialiste », les pays « frères » sont détruits, réduits en esclavage sans le moindre égard, exploités par les gouvernants soviétiques qui en tirent d'énormes bénéfices. Le révisionnisme soviétique est devenu actuellement le plus grand exploiteur international.

On peut voir, par ce qui a été dit plus haut, que « la division internationale du travail » et « l'intégration économique » largement mises en œuvre par les révisionnistes soviétiques permettent à ces derniers de fouler aux pieds les pays membres du « Comecon » et d'influer à leur guise sur leurs destinées. A la moindre manifestation d'indocilité, les pays « frères » se voient soumis à des sanctions

économiques, telles que coupures de carburant, de matières premières ou d'énergie, ou bien élimination ou modification des listes de commandes, toutes mesures visant à paralyser leur économie. Cependant, dans ces pays ployant sous le joug des nouveaux tsars, les masses populaires ayant souffert toutes les avanies, toutes les formes de spoliation en ressentent un mécontentement intense, et les tendances centrifuges s'y font jour avec une force croissante. Depuis quelques années, ces pays se sont mis les uns après les autres à accélérer le développement de leurs relations économiques avec les pays occidentaux, dans un effort pour secouer le carcan du « Comecon ». La presse de ces pays déclare que la « coopération » de « la grande famille » du révisionnisme soviétique « ne signifie en aucune circonstance la limitation » des échanges de tous ces pays avec d'autres nations et appelle à « développer activement des relations économiques mutuellement avantageuses avec les pays capitalistes ». Ces dernières années, la vitesse de croissance des échanges commerciaux entre les pays d'Europe de l'Est membres du « Comecon » et les pays d'Europe de l'Ouest a largement dépassé celle de leur commerce avec l'Union soviétique. De plus, ils ont établi et développé diverses formes de relations économiques avec l'Occident, comme la « collaboration pour la production » entre entreprises, l'achat de brevets, etc. L'apparition de ces phénomènes démontre que la domination colonialiste des révisionnistes soviétiques sur les autres membres du « Comecon » a de plus en plus de mal à se maintenir.

3. DERRIÈRE LE RIDEAU DE LA « DÉTENTE » ET DE LA « SÉCURITÉ », UNE LUTTE ACHARNÉE POUR L'HÉGÉMONIE MONDIALE

L'ère impérialiste se caractérise par le partage du monde entre les diverses puissances impérialistes. Mais, lorsque des changements interviennent dans l'équilibre des forces, la puissance impérialiste la plus récente, et donc relativement plus puissante, exige inévitablement un nouveau partage du monde en accord avec le nouveau rapport de forces. Le révisionnisme soviétique ne fait pas exception à cette règle. Ayant évolué en social-impérialisme et s'appuyant sur une puissance militaire qui s'enfle très rapidement, il s'est jeté dans la mêlée pour un nouveau partage du globe. La situation apparue après la Deuxième Guerre mondiale, au cours des années 50, dans laquelle les États-Unis étaient la seule puissance dominante, a fait place à une nouvelle situation de rivalité pour l'hégémonie entre le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain. Comme Lénine l'a dit, « *ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie* » (57).

Dans le monde d'aujourd'hui, la lutte principale est celle qui oppose les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, pour l'hégémonie mondiale. Cette concurrence s'étend sur tout le globe, sous forme de lutte ouverte ou larvée, chacun essayant de s'emparer du plus possible, de saper les fondations de l'autre, et, de part et d'autre, tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins. De ces deux rivaux qui voudraient chacun devenir le seul maître du monde, c'est le social-impérialisme soviétique, affichant l'étiquette de « socialisme », qui étend le plus

(57) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 108. E.P.

loin ses tentacules, se montre le plus acharné et se trouve en pleine expansion. Cependant, pour leurrer le monde, il déploie l'écran de fumée de la « détente » et de la « sécurité » ; aussi est-il le plus trompeur et le plus dangereux.

Le social-impérialisme soviétique en plein essor

Depuis que le révisionnisme soviétique a rejoint les rangs de l'impérialisme, il a tout fait pour s'insinuer dans les territoires contrôlés par l'impérialisme américain et prendre la place de ce dernier pour régner sans partage sur le monde. Depuis longtemps, la situation est claire aux yeux de tous. De ces deux puissances, l'une n'accepte pas la déchéance et se débat pour préserver les intérêts acquis et continuer à régenter le monde ; l'autre, mal satisfaite des avantages obtenus jusqu'ici et en pleine expansion, voudrait faire du globe une seule bouchée. Il est inévitable, dans ces circonstances, qu'une lutte à mort se déroule entre les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis. Ce combat acharné, fait de batailles et d'intrigues, se livre dans tous les coins du monde, en Europe, au Moyen-Orient, dans la Méditerranée, l'océan Indien, sur terre, sur mer et dans les airs ; les panoplies d'armes vont de l'armement classique au nucléaire ; les rencontres ont lieu aussi bien sur les champs de bataille que dans les salles de conférences, dans les domaines politique, économique aussi bien que militaire. Bien qu'il y ait parfois collusion entre les deux superpuissances sur certains problèmes spécifiques et pour des motifs d'intérêts personnels, cette entente momentanée ne peut déboucher que sur une rivalité intensifiée, sans éliminer leurs contradictions profondes. Leur nature même détermine le caractère de la rivalité soviéto-américaine : absolue, totale et de longue durée ; tandis que la collusion et le compromis ne peuvent

être que relatifs, partiels et temporaires. C'est pourquoi nous ne pouvons relâcher notre vigilance à cause d'une collaboration provisoire entre ces deux superpuissances. C'est la rivalité entre l'Union soviétique et les États-Unis qui est la source de l'instabilité mondiale actuelle. Tôt ou tard, leur antagonisme exacerbé mènera à la guerre mondiale. Ces deux superpuissances sont les nouveaux foyers d'un conflit général. Elles peuvent parler de « paix pour une génération », de « paix durable » et faire d'autres déclarations destinées à endormir les peuples du monde, ce ne seront toujours que mensonges.

Dans cette lutte totale pour l'hégémonie entre l'Union soviétique et les États-Unis, le social-impérialisme révisionniste soviétique se caractérise par une plus grande férocité. Ceci est dû au fait que la clique des renégats soviétiques aux commandes de l'appareil d'État contrôle directement tous les secteurs vitaux de l'économie. Ils sont ainsi en mesure de jeter dans la bataille toutes les forces économiques dont ils disposent, lesquelles, jointes aux forces politiques, militaires et autres, permettent à l'Union soviétique de prendre l'offensive contre les États-Unis, malgré son retard relatif sur le plan économique.

Par ailleurs, le partage du monde entre les puissances impérialistes se fait « selon les capitaux » et « selon la force ». Or, la force d'un État se modifie avec les changements survenus dans son développement économique et politique. « *L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme* (58). » Ces dernières années, le rapport de forces entre les États-Unis et l'Union soviétique a connu des changements. A présent, même si les États-Unis restent les premiers sur le plan global de la force économique nationale, la rapidité du déve-

(58) « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », Lénine, Œuvres, tome 21, p. 354.

loppement de certains secteurs de leur industrie lourde touchant à la production d'armes est tombée derrière celle de l'Union soviétique. Certains secteurs marquent même un avantage pour l'Union soviétique en termes de quantités absolues. Par exemple, la production soviétique de ces dernières années en acier et en pétrole a déjà dépassé celle des États-Unis ; il en va de même pour le nombre des missiles intercontinentaux. Le changement du rapport de forces entre l'Union soviétique et les États-Unis doit se traduire par un changement correspondant dans leur lutte pour un nouveau partage du monde. Forts de leur puissance militaire qui continue de s'enfler, les révisionnistes soviétiques s'acharnent dans la lutte pour l'hégémonie mondiale avec une assurance chaque jour plus insolente.

De plus les nouveaux tsars ont pris à leur compte tout l'héritage des anciens, y compris le vieux rêve d'un empire pan-slave, renforçant ainsi leur propre projet d'expansion. Seulement, ils sont « *venus prendre part au banquet du capitalisme, alors que toutes les places étaient déjà prises* » (59). Cela les rend encore plus féroces que les vieux impérialistes, encore plus sauvages, encore plus cupides dans leur désir d'expansion, « *car, sans procéder à un repartage des colonies par la violence, les* nouveaux *pays impérialistes ne peuvent obtenir les privilèges dont jouissent les puissances impérialistes plus vieilles* (et moins fortes) » (60).

La clique des renégats révisionnistes soviétiques marche aujourd'hui sur les traces d'Hitler, elle a fait sien le vieux rêve hitlérien de conquérir le monde. Mais la situation mondiale aujourd'hui est radicalement différente de ce qu'elle était hier. Si cette bande d'ambitieux sans scrupu-

(59) « La guerre et la révolution », Lénine, Œuvres, tome 24, p. 413.
(60) « L'impérialisme et la scission du socialisme », Lénine, Œuvres, tome 23, p. 126.

les s'engage dans la voie suivie jadis par Hitler, elle ne peut qu'encourir une fin encore plus honteuse que celui-ci.

Une fausse « détente », une vraie expansion

La « détente » est une vieille rengaine dont les dirigeants soviétiques nous rebattent les oreilles depuis longtemps. Ils répètent à qui veut l'entendre que « la scène internationale évolue de la tension à la détente », que « la détente militaire doit compléter la détente politique », qu'il faut « rendre irréversible le progrès accompli par la détente », que « la paix sur notre globe soit véritablement durable », et ainsi de suite. C'est un flot intarissable. Cependant, si nous tirons un peu le voile de la « détente », nous voyons alors que ce qui se cache derrière ses plis, c'est le conflit entre le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale.

Depuis son avènement, la clique des renégats révisionnistes soviétiques n'a cessé de pressurer la population pour renforcer sa position dans sa lutte pour l'hégémonie avec l'impérialisme américain. Elle s'est lancée sans retenue dans la politique impérialiste hitlérienne des « canons au lieu du beurre », accélérant la militarisation de l'économie et se lançant dans des préparatifs de guerre intensifs. Depuis de nombreuses années, les révisionnistes soviétiques rabâchent inlassablement le mot de « désarmement », mais ce qu'ils pratiquent dans la réalité, non moins inlassablement, c'est l'expansion militaire. Actuellement, leurs effectifs militaires atteignent le chiffre de 4 200 000 hommes et leurs dépenses militaires augmentent chaque année. Tout en faisant de gros efforts pour le développement des armes nucléaires stratégiques depuis quelques années, ils intensifient en même temps le développement des armes classiques afin de maintenir leur supériorité dans ce do-

maine. En outre, ils pratiquent « la politique de la canonnière » avec une vigueur accrue. Au cours de la dernière décennie, le tonnage des bâtiments de la marine de guerre soviétique a presque doublé, le nombre de sous-marins nucléaires stratégiques a augmenté de 50 %. La marine soviétique, essentiellement adaptée à la défense des eaux à proche distance, a évolué en une gigantesque escadre à capacité offensive de longue portée ; elle sillonne toutes les mers du globe, portant la menace partout. Les révisionnistes soviétiques clament publiquement qu'elle peut « passer à l'offensive à tout moment, à n'importe quel point de n'importe quelle mer du globe ». Il est à noter que depuis 1970, la marine soviétique a effectué des manœuvres sur une échelle mondiale par deux fois. En avril 1975, les révisionnistes soviétiques ont mobilisé 220 bâtiments de guerre pour une manœuvre à l'échelle mondiale intitulée « Océan 75 ». Ces navires, partis de la mer Noire, ont spécialement traversé la Méditerranée pour gagner la partie Est de l'Atlantique, la mer du Nord et la mer de Norvège, déployant un encerclement en tenaille autour de l'Europe, avec pour objectif « d'être en mesure de renforcer l'escadre (soviétique) dans l'Atlantique à une vitesse éclair en cas d'urgence, pour couper les liaisons entre les États-Unis et leurs alliés européens ». De plus, les révisionnistes soviétiques cherchent partout à construire des bases navales à l'étranger, ils renforcent leurs troupes basées à l'extérieur, expédient des agents dans tous les coins, lancent sans discontinuer des satellites espions dans l'espace... Or, toutes ces activités de préparation à la guerre sont menées aux cris de « détente » et « sécurité ».

La réalité de cette « escalade militaire » d'envergure en Europe témoigne de la fausseté de la propagande sur la « détente » et la « sécurité ». La partie européenne de l'Union soviétique a toujours été son centre politique, économique et culturel ; l'Europe de l'Est est aujourd'hui sa principale

sphère d'influence colonialiste. Par-dessus le marché, elle se sert des contradictions entre les États-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest pour pousser en avant son infiltration dans cette dernière zone. C'est ainsi que l'Europe se trouve être le point-clé de la stratégie soviétique dans sa lutte contre l'impérialisme américain. Brejnev l'a déclaré publiquement : « *l'Europe a toujours été un secteur extrêmement important des relations extérieures où s'active l'Union soviétique. Depuis plus de dix ans, les révisionnistes soviétiques n'ont cessé de prôner la convocation d'une ''Conférence sur la sécurité et la coopération européennes''* » (61). Leur but est de faire échec à l'influence des États-Unis en Europe occidentale, diviser les pays d'Europe de l'Ouest et de créer une illusion de sécurité dans cette région. Aussi, tout en ne cessant d'appeler à l'ouverture de cette conférence, se livrent-ils à des préparatifs de guerre effrénés, plaçant le gros de leurs troupes et de leurs armes nouvelles en Europe, mettant ainsi l'Europe de l'Ouest sous la menace nucléaire. Rien qu'au cours des cinq dernières années, les effectifs militaires de l'Union soviétique et des pays du Pacte de Varsovie ont augmenté d'un million d'hommes, et leurs tanks de dix mille unités. A présent, les révisionnistes soviétiques ont concentré en Europe de l'Est et sur la partie européenne de leur propre territoire plus des trois cinquièmes des forces aériennes soviétiques et les deux tiers de leurs missiles guidés de moyenne portée. C'est pourquoi la « Conférence sur la sécurité et la coopération européennes », ouverte après d'interminables marchandages, bien qu'elle ait déjà tenu sa troisième séance à laquelle assistaient les chefs d'État des pays participants et qu'elle ait fait signer un « Document final » long de cent vingt pages et de trente mille mots, est restée lettre morte, « malgré quelques phrases bien

(61) Il s'agit de la Conférence d'Helsinki qui s'est tenue en 1975 (N.d.T.).

tournées » selon les journaux de certains pays occidentaux qui y étaient présents. Rien de concret n'en est sorti. Il est manifeste que la convocation de cette conférence ne peut en rien cacher l'âpre réalité de la lutte engagée en Europe par le révisionnisme soviétique contre l'impérialisme américain. La « Conférence sur la sécurité et la coopération européennes » est bien plutôt la « Conférence de l'insécurité européenne ».

Après la clôture bâclée de cette conférence, la rivalité des deux superpuissances au sujet de l'Europe est devenue encore plus féroce. Les impérialistes américains se livrent à mille manœuvres pour s'infiltrer en Europe de l'Est et y saper l'influence soviétique, tandis que le social-impérialisme révisionniste soviétique, le plus bruyant à prôner la « détente » et la « sécurité », s'évertue par tous les moyens à saboter l'Union européenne et à semer la discorde entre les pays de l'Europe de l'Ouest et les États-Unis. La « Conférence sur la sécurité et la coopération européenne » n'a sûrement pas apporté la sécurité à l'Europe ; au contraire, l'orage s'annonce à l'horizon du continent européen et de nouveaux troubles se préparent. C'est surtout l'Europe méridionale que les révisionnistes soviétiques serrent de près et qui est devenue aujourd'hui un baril de poudre d'où une étincelle peut faire jaillir la Troisième Guerre mondiale.

Depuis longtemps, les leçons de l'histoire nous enseignent que les belles paroles de « détente », de « désarmement » et de « paix » sont utilisées par l'impérialisme pour camoufler sa croissance militaire et ses préparatifs de guerre. C'est devenu une ruse classique. Aujourd'hui, le danger d'une nouvelle guerre mondiale s'accroît de manière évidente. Nous devons nous conformer à la grande stratégie du président Mao : « *Creuser de profonds souterrains, constituer partout des réserves de céréales, sans jamais prétendre à l'hégémonie* », et « *nous préparer en pré-*

vision d'une guerre ou d'une calamité et servir le peuple ».

Nous devons nous préparer sérieusement en vue des troubles dans le monde que ne manqueront pas de susciter les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis.

CHAPITRE V

UNE DOMINATION VOUÉE A L'ECHEC

Se fondant sur son analyse de l'impérialisme comme capitalisme parvenu au stade du monopole, qui lui fournit ses bases économiques les plus solides, Lénine pousse cette analyse plus avant pour étudier la position historique de l'impérialisme parmi les types courants de capitalisme. Il démontre que « *l'impérialisme est [...] le capitalisme parasitaire ou pourrissant, le capitalisme agonisant* » (62). La réalité économique du social-impérialisme révisionniste soviétique est également le capitalisme monopoliste ; aussi, comme les autres types d'impérialisme, est-il un capitalisme parasitaire et pourrissant, un capitalisme agonisant, et le jour n'est pas éloigné où les peuples de l'Union soviétique et du monde le relègueront au musée de l'histoire.

1. UN CAPITALISME PARASITAIRE ET POURRISSANT

En parlant du monopole capitaliste, Lénine rappelle que, « *comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et à la putréfaction* » (63). La source de la décadence du social-impérialisme révisionniste soviétique se trouve dans la domination du capitalisme monopoliste d'État. Ses manifestations spécifiques sont, entre autres, la tendance à la stagnation de la production et de la technique, à la militarisation de l'économie nationale et à la corruption de la vie sociale.

(62) « L'impérialisme et la scission du socialisme », Lénine, Œuvres, tome 23, p. 117.

(63) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 118. E.P.

Stagnation progressive de la production et de la technique

Cette tendance se constate avant tout dans la baisse continue de la croissance économique. De 1950 à 1953, le taux de croissance moyen du revenu national soviétique était de 13 % ; ce niveau ne fut jamais plus atteint. Au cours de la période 1954-1964, sous le règne de Khrouchtchev, ce taux de croissance tomba à 8,6 %. Pendant le 8e plan quinquennal (1966-1970), après l'arrivée au pouvoir de Brejnev, il enregistra une nouvelle baisse pour arriver à 7,6 % seulement. Puis, de 1971 à 1974, il ne fut plus que de l'ordre de 5,7 % en moyenne annuelle, tombant même en dessous de 4 % en 1972, le taux le plus bas jamais connu dans l'histoire de l'Union soviétique. Les révisionnistes soviétiques ont beau exercer une terreur fasciste à l'intérieur du pays et un contrôle sévère sur les nouvelles qu'ils laissent filtrer à l'extérieur, les statistiques d'après 1954 ont beau avoir été revues et corrigées avec soin par les autorités révisionnistes (ce qui ne leur donne guère de crédibilité), tous ces efforts ne parviennent pas à déguiser la réalité de la stagnation de la croissance économique de l'U.R.S.S.

Il en va de même pour l'industrie. Au cours des vingt années de 1954 à 1973, le taux de croissance annuelle dépasse légèrement celui de l'année précédente pendant huit ans seulement, tandis que pendant onze ans, c'est-à-dire plus de la moitié de cette période, il lui est inférieur. De plus, ce taux suit constamment une courbe déclinante. Non seulement les révisionnistes soviétiques baissent les normes de croissance en élaborant leurs plans quinquennaux, mais encore ils effectuent de continuels rajustements en cours de route, et les normes se trouvent chaque fois moins élevées. Ces abaissements des objectifs dans les plans annuels permettent de donner l'illusion que les plans sont réalisés. Pourtant, même dans ces conditions, on

n'arrive pas à cacher entièrement la triste vérité. Ainsi, sur 46 produits industriels majeurs du 8e plan quinquennal (1966-1970), 41 n'ont pu atteindre la production planifiée ; pour 3 autres, seule la norme la plus basse a pu être rejointe ; il n'y eut en somme que 2 produits répondant aux normes du plan. Durant les quatre premières années du 9e plan quinquennal (1971-1975), aucun des taux de croissance spécifiés pour les rubriques importantes, comme la valeur globale de la production industrielle, la fabrication des moyens de production et des biens de consommation, n'a pu être atteint. Toute une série de produits d'industries légères et de l'alimentation n'ont pu, eux non plus, satisfaire aux normes imposées.

La production agricole, de son côté, se trouve en difficulté. Le rendement céréalier est des plus instables. Depuis une dizaine d'années, il est en baisse deux années sur cinq et même, durant la période 1971-1974, trois années sur quatre. Au cours des dix ans qui ont suivi la prise du pouvoir de Brejnev (1965-1974), on peut noter six ans de diminution du rendement céréalier. Cette diminution a d'ailleurs été très sensible certaines années : de 10 à 20 %, soit plus de 10 à 30 millions de tonnes. En 1972, la baisse de production enregistrée a été de 7,3 % par rapport à 1971, qui avait déjà connu une chute de 3 % : d'où, au total, par rapport à 1970, un taux de réduction de 10 %. Traditionnellement, l'Union soviétique a toujours exporté plus de céréales qu'elle n'en importait. Mais depuis l'arrivée au pouvoir des révisionnistes, l'agriculture socialiste a été sabotée et la production agricole est de moins en moins capable de faire face aux besoins du pays, surtout dans les années de mauvaise récolte. Il leur faut dans ce cas trouver ailleurs de grosses quantités de céréales, au point que les importations dépassent les exportations. Par exemple, en 1963, il y eut une diminution importante dans la production agricole ; pendant trois années consécutives,

de 1964 à 1966, l'importation de céréales fut supérieure à l'exportation. En 1972, il y eut une mauvaise récolte ; pour se dégager de leurs difficultés, les dirigeants révisionnistes soviétiques s'empressèrent de commander à l'étranger 28 millions de tonnes de céréales, causant par là une flambée des prix sur le marché mondial des céréales.

L'insuffisance des céréales a aussi comme conséquence le ralentissement du développement de l'industrie de l'élevage. Un regard sur le taux moyen *de croissance annuelle* du cheptel fait apparaître une courbe également descendante. Le taux moyen de croissance annuelle pour la période 1956-1960 est le suivant : bovins, 4 %, ovins, 3,7 %. En 1971-1973, il devient : pour les bovins, 2,5 %, et pour les ovins, 0,9 %. Le taux moyen de croissance annuelle pour les porcins, de 9,8 % dans la période 1956-1960, devient pratiquement stagnant de 1966 à 1970 et montre même une certaine régression par rapport aux cinq années précédentes.

La stagnation de la production et de la technique en Union soviétique se reflète également dans le rendement extrêmement faible. Le niveau de rendement du travail industriel, déjà très bas en Union soviétique, ne cesse de se détériorer. Les Soviétiques reconnaissent eux-mêmes que ce niveau « est presque de cinq à six dixièmes en dessous de celui des États-Unis ». Ni dans le plan septennal (1958-1965), ni dans le 8e plan quinquennal (1966-1970), les normes du rendement du travail n'ont pu être atteintes. Le 9e plan quinquennal (1971-1975) fixait le taux moyen de croissance annuelle du rendement industriel à 6,5-7 %. Mais les résultats des quatre premières années du plan montrent que la norme minimale annuelle n'a même pas encore pu être obtenue.

La situation du capital fixe (machines, locaux industriels, équipements, etc.) n'est guère plus brillante. Le « taux de valeur productive du capital » (à savoir la va-

leur productive de chaque rouble de capital fixe) ne cesse de tomber : en 1960, il était de 1,74 rouble, en 1965 de 1,51 et en 1972, il n'était plus que de 1,43. Parallèlement, la croissance du capital fixe dépasse celle de la production des produits sociaux.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique du régime révisionniste soviétique, recherche le maximum de profits et fait chaque année de gros investissements afin d'élargir le champ de la production. Mais tous ces efforts n'aboutissent qu'à un déclin constant des résultats, tandis que le nombre de projets inachevés augmente d'année en année ; ceux-ci occupent en général plus de 70 % de l'investissement annuel total, atteignant une année un record de 80 %. Dans la plupart des cas, les délais de construction des projets d'investissements sont dépassés de plus de 50 % ; pour certains, le retard peut être plusieurs fois le délai fixé pour les travaux. Actuellement, le volume des investissements des révisionnistes soviétiques est énorme. Selon des évaluations occidentales, de tels investissements devraient amener une croissance annuelle de plus de 10 % du revenu national. En réalité, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, depuis la deuxième moitié de la décennie 1950-1959, le taux de croissance du revenu national soviétique ne cesse de ralentir.

La baisse du rendement sous le régime révisionniste soviétique est déterminée par la nature même de son système capitaliste monopoliste d'État. Quelles que soient les mesures prises par Brejnev et ses acolytes, elles ne pourront pas apporter de remède radical à la situation.

Une cause majeure du déclin du taux de croissance de la production est la stagnation technique, qui constitue également une manifestation notable de la décadence dans laquelle sombre le social-impérialisme. Puisque la bourgeoisie monopoliste bureaucratique de ce régime fait du profit maximal le principal objectif de la gestion d'entre-

prise et que ses agents, au sein des entreprises, peuvent s'appuyer sur leur statut privilégié pour s'assurer le maximum de bénéfices grâce aux prix de monopole, il est naturel que les techniques nouvelles ne les intéressent pas. Même la « Pravda » l'admet : « *L'utilisation de technologies et de techniques nouvelles, ainsi que la rénovation des équipement, amènera pendant un temps donné une diminution de la production, des primes et des bénéfices, et constituera pour les dirigeants d'entreprises une vraie calamité* » ; aussi « *les portes des usines sont-elles autant de digues barrant la route aux nouvelles techniques, les empêchant de pénétrer dans les ateliers* ». Brejnev a été lui-même obligé de cosntater que certains dirigeants d'entreprises soviétiques « craignaient l'innovation (technique) ». Dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, où les nouvelles techniques ne peuvent pas être propagées, les phénomènes d'obstruction arbitraire de la production n'existent pas isolément. Le « Recueil des résolutions gouvernementales de l'Union soviétique », publié en 1973, note que « *un tiers seulement des inventions brevetées chaque année dans le pays trouvent une application dans l'économie nationale* ». D'où la large utilisation du travail manuel qu'on y recontre encore. La stagnation technique, au fur et à mesure que s'intensifie le capitalisme monopoliste d'État en Union soviétique, ne peut que s'accentuer davantage.

Militarisation de l'économie nationale

Lénine explique que « *le militarisme moderne est le résultat du capitalisme* » (64). Le révisionnisme soviétique, ayant rejoint les rangs impérialistes, ne cesse depuis de

(64) « Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », Lénine, Œuvres, tome 15, p. 205.

s'opposer à l'impérialisme américain dans une lutte d'intérêts qui se déroule dans toutes les parties du globe. Pour ce faire, force lui est d'intensifier son armement et de se lancer dans des préparatifs de guerre forcenés, d'accélérer sa production d'armes et de militariser son économie nationale. Or, cette militarisation est une autre des particularités du pourrissement du social-impérialisme.

Le social-impérialisme révisionniste soviétique a entièrement repris à son compte tout l'héritage féodalo-impérialiste des anciens tsars sur le plan militaire et projette de s'acquitter de son « travail d'hégémonie » par la conquête militaire. Depuis de nombreuses années, ses dépenses militaires sont en augmentation constante. Brejnev clame lui-même : « *la question de la défense militaire est au premier plan de toutes nos tâches* », l'Union soviétique « *doit utiliser des fonds importants pour la défense nationale* », afin de maintenir ces forces armées « *au niveau le plus élevé* ». Le montant des dépenses militaires, publié par les Soviétiques eux-mêmes, bien que considérablement réduit, atteint les sommes de 9,36 milliards de roubles pour 1958, 11,6 milliards pour 1961 soit une augmentation de 23,9 % par rapport à 1958), 13,3 milliards pour 1964 (42 % de plus qu'en 1958), 17,9 milliards pour 1973 (91 % de plus qu'en 1958). En fait, les chiffres réels accusent plusieurs fois ces montants. Les « frais de défense nationale », ou plutôt les chiffres présentés comme tels par les porte-parole officiels de l'Union soviétique, ne comprennent pas les dépenses colossales faites pour la recherche et le développement militaires. Ils ne tiennent pas non plus compte des allocations budgétaires pour la défense frontalière et les autres unités des troupes de la sécurité publique. Tous ces frais sont répartis sous les rubriques de « recherche scientifique », « dépenses économiques » et autres couvertures.

En outre, dans la publication de leur budget, les Sovié-

tiques réduisent artificiellement les prix des armements et autres matériels militaires, ce qui diminue beaucoup le chiffre des dépenses militaires et donne une fausse apparence en leur attribuant les montants en deçà de la réalité. Selon l'analyse d'un journal occidental, « *les dépenses engagées par l'Union soviétique pour sa défense nationale dépassent du triple ou du quadruple les chiffres admis officiellement* ». En 1974, selon les estimations, les dépenses militaires de l'Union soviétique se situaient entre 80 et 90 milliards de dollars U.S., l'équivalent d'un tiers environ du budget annuel.

Actuellement, le nombre de missiles intercontinentaux détenus par l'Union soviétique est plus de quarante fois celui qu'elle possédait en 1960. Quant au nombre de missiles balistiques lancés à partir d'un sous-marin, il y a plus que quadruplé par rapport à 1963. Au cours de la même période, le nombre d'effectifs des « troupes équipées de missiles stratégiques » a plus que triplé, tandis que le chiffre des satellites artificiels lancés à des fins militaires au cours de la dizaine d'années passées a été de quatre à cinq cents. Or, les frais de toutes ces réalisations atteignent des proportions stupéfiantes. D'après les évaluations, plus de cent puits de lancement souterrains pour missiles guidés ont été construits en Union soviétique, qui se chiffrent à plus de trente millions de dollars U.S. chacun. Les seuls frais d'entretien des missiles représentent annuellement 1,7 milliard de dollars U.S. En même temps, les armements classiques se développent aussi très rapidement. Le tonnage des bâtiments de la marine de guerre a presque doublé en un peu moins de dix ans. Il est de trois millions de tonneaux, plaçant l'Union soviétique juste derrière les États-Unis dans ce domaine. Ces quelques faits suffisent à percer à jour les dépenses militaires budgétaires publiées par les révisionnistes soviétiques comme autant de jongleries avec les chiffres destinées à leurrer le public.

Plus l'Union soviétique évolue du rétablissement total du capitalisme vers l'instauration du social-impérialisme, plus son caractère réactionnaire militariste s'accentue. Il est donc inévitable qu'elle soit entraînée à faire de l'accroissement de son potentiel militaire le principal moteur de développement de son économie nationale. En 1971, Brejnev disait : « *Nous possédons actuellement un équipement technique de haute qualité. Nous vivons dans une ère de progrès scientifique et technique, les armes s'améliorent à une vitesse fulgurante, si bien que de nouveaux types et systèmes sont créés en un temps relativement court. La stagnation dans ce domaine peut avoir des conséquences graves. Nos savants, qu'ils appartiennent aux services civils ou militaires, devraient méditer sur ce point et le garder continuellement à l'esprit.* »

La participation massive à la course aux armements a entraîné toute l'économie nationale sur les rails de la militarisation et le fait que le social-impérialisme soviétique soit devenu un gros marchand d'armes international est un autre témoignage évident de sa décadence. En effet, les produits de l'industrie de guerre, les armements, n'entrent pas dans le processus de la reproduction, puisqu'il ne s'agit là ni de moyens de production ni de biens de consommation. Cela n'empêche pas des dirigeants de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique de prôner vigoureusement la militarisation de l'économie nationale. Dans son rapport au 24e Congrès du P.C.U.S., Brejnev déclarait que, pour l'Union soviétique, « *le sens du développement rapide de l'industrie lourde résidait dans le fait que, sans cela, la puissance de défense nationale ne pourrait être maintenue au niveau exigé* ». C'est-à-dire que les chefs révisionnistes soviétiques lient de plus en plus le développement de l'industrie lourde à la stimulation due à la militarisation.

Un nombre grandissant de services économiques

s'orientent vers la militarisation et une main-d'œuvre considérable est détournée de la production de richesses sociales vers la production de guerre. La revue révisionniste soviétique « Le Communiste des Forces Armées » admettait, en 1971, que la plupart des secteurs économiques soviétiques avaient « un rôle militaire ». Elle les classait en quatre catégories : 1° « *Les secteurs de fabrication d'outils et de moyens de travail* », qui peuvent « *réformer en temps opportun les équipements techniques de production des industries de défense nationale* » ; 2° « *les secteurs de fourniture de matières premières et de matériaux pour l'économie nationale* », qui peuvent fournir aux services militaires « *des quantités importantes de métaux ferreux et non ferreux* », ainsi que toutes sortes de matériaux chimico-industriels en grandes quantités ; 3° « *les secteurs de carburants dynamiques* », qui ont une influence extrêmement importante sur le développement des forces militaires, 4° « *les secteurs des transports, postes, télécommunications, bâtiment, approvisionnement et commerce* », qui continuent à « *jouer un rôle important pour la garantie économique dans la guerre moderne* » et ont « *une grande influence sur l'établissement d'un système national unifié de transports avec une coordination précise, ainsi que sur l'amélioration de la force de défense nationale* ». C'est en accord avec les exigences de cette militarisation que l'économie nationale soviétique est actuellement planifiée et organisée.

Aujourd'hui, l'Union soviétique est un État impérialiste dont l'économie nationale a déjà atteint un niveau extrêmement élevé de militarisation. Mais c'est précisément sa militarisation qui se trouve à l'origine du déséquilibre dans le développement de son économie, et qui est source des plus grands malheurs pour les masses laborieuses soviétiques. Depuis vingt ans, l'industrie lourde et en particulier les secteurs liés à la production de matériels de guerre

sont atteints d'hypertrophie, alors que les secteurs de l'industrie légère et de l'agriculture stagnent, amenant ainsi une disproportion des forces dans l'économie nationale. Entre 1950 et 1970, la valeur de la production industrielle augmentait de plus de six fois ; s'y trouve incluse la production de machines, accrue, elle, de douze fois. Cependant, la valeur des industries légères et de l'alimentation ne croissait que de trois fois et celle de l'agriculture d'un peu plus d'une fois seulement. Ce déséquilibre du développement de l'économie nationale, l'accroissement considérable des dépenses militaires ont aggravé le désordre de l'économie soviétique. Tous ces éléments forment une montagne qui écrase de son terrible poids les masses laborieuses plongées dans les plus grandes difficultés.

Décadence et corruption de la vie sociale

Les révisionnistes soviétiques veulent affaiblir la volonté révolutionnaire du peuple, le persuader de travailler durement, pour en tirer un surcroît de plus-value et consolider leur domination réactionnaire. A cette fin, ils propagent énergiquement l'idéologie bourgeoise plaçant « l'argent au-dessus de tout », « la jouissance au premier plan ». La presse révisionniste présente le rouble comme une « locomotive puissante », déclare que « c'est le rouble qui décide désormais », que « sans argent on n'a rien, même si l'on possède le renom ou l'intelligence, tandis qu'avec de l'argent, on mange à sa faim, on s'habille bien, on a de l'assurance ». Il y est encore dit : « *Essayez un peu de travailler gratuitement et vous comprendrez alors la signification de l'argent.* »

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique soviétique encourage aussi vigoureusement les jeux décadents du mode de vie bourgeois, tels les courses de chevaux et de

chiens. Il existe plus de soixante-dix hippodromes modernes, officiellement construits et entretenus et fréquentés par des dirigeants du Parti et de l'armée révisionnistes soviétiques. Les courses et les expositions canines sont aussi fort à la mode, soutenues par la fréquente publicité que leur font les journaux. D'ailleurs, actuellement, les journaux et la télévision soviétiques regorgent d'annonces publicitaires variées, tout à fait semblables en cela à la presse bourgeoise occidentale. On y passe des annonces pour la promotion de marchandises, l'emploi, la vente de billets de loterie, la location ou la vente de logements, l'assurance, le battage autour de films ou de pièces de théâtre triviaux ou licencieux, le bachotage, l'achat de timbres étrangers, les événements familiaux, la recherche des chiens perdus, les courses de chiens, etc. Bref, on y trouve un ramassis hétéroclite de choses invraisemblables.

Les extravagances vestimentaires et les danses occidentales font aussi fureur en Union soviétique. Des défilés de mode ont même souvent lieu avec la bénédiction officielle, et la presse comme la télévision accordent une large publicité à la mode, aidant à entraîner les gens sur une mauvaise pente. De plus, sous couleur « d'échanges culturels », les révisionnistes soviétiques offrent une large place à la culture bourgeoise occidentale et fournissent au peuple soviétique quantité de films et romans occidentaux à caractère pornographique et immoral. La bourgeoisie monopoliste soviétique va jusqu'à utiliser les superstitions religieuses pour mieux corroder l'énergie révolutionnaire du peuple. Les forces religieuses déferlent avec une vigueur croissante et le nombre de ses adhérents est en progression continue.

La montée de l'alcoolisme et de la criminalité est encore une des conséquences inévitables de la restauration du capitalisme en Union soviétique. Nombreux sont ceux qui, mécontents de la réalité que leur offre le régime actuel,

préfèrent oublier leurs soucis dans l'alcool. L'alcoolisme est devenu un des plus graves problèmes sociaux de l'Union soviétique d'aujourd'hui. La revue révisionniste « Le Droit Socialiste » révèle que pour la seule année 1969, il y eut 360 000 arrestations pour cause d'ébriété. Le ministre de l'Intérieur soviétique reconnaît qu'« *une partie considérable des délits sont commis par des jeunes qui se sont laissé aller à l'ivrognerie. Ces dernières années, le nombre de jeunes délinquants agissant sous l'effet de l'alcool a augmenté* ». Bref, dans l'Union soviétique d'aujourd'hui, la liste des crimes et délits commis s'allonge indéfiniment : concussion, vol, spéculation, licence, filouterie, violence, meurtre, drogue, etc. La société tout entière présente un aspect de corruption, reflet inéluctable de la putréfaction du social-impérialisme révisionniste soviétique.

2. UN CAPITALISME MORIBOND

Lénine nous enseigne que « *l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat* » (65). L'exploitation et l'oppression continuellement intensifiées, ainsi que la politique d'agression et d'expansion forcenée dont sont responsables une poignée d'éléments de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique révisionniste exacerbent sans cesse les contradictions de classes et de nationalités à l'intérieur du pays, aggravent les contradictions entre le social-impérialisme soviétique et les peuples du monde entier, aussi bien qu'entre lui et les autres puissances impérialistes, en particulier la superpuissance américaine. Le développement de ces contradictions secoue de toutes part le gouvernement réactionnaire des révisionnistes soviétiques.

(65) « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », p. 10 E.P.

Le social-impérialisme se trouve d'ores et déjà dans la situation décrite par le proverbe chinois : « *La fleur se fane inéluctablement, et l'on n'y peut rien.* »

Exacerbation des contradictions entre le peuple soviétique et la bourgeoisie monopoliste bureaucratique

L'exploitation et l'oppression que font peser les révisionnistes sur l'Union soviétique sont sources de désordre économique, d'inflation galopante et appauvrissent le peuple travailleur. A ces phénomènes s'ajoute une politique intérieure réactionnaire dans tous les domaines. Il est donc inévitable que les contradictions ne cessent de s'intensifier entre les masses laborieuses et la bourgeoisie monopoliste bureaucratique, ainsi qu'entre les peuples des diverses nationalités et la clique dirigeante.

Le peuple soviétique est de plus en plus mécontent de la domination fasciste de ces renégats et son mécontentement se traduit par une lutte multiforme dont l'ampleur grandit de jour en jour. La grève sur le tas et l'absentéisme sont les formes les plus répandues de la lutte ouvrière spontanée en Union soviétique. Selon un article de la revue soviétique « Economie Planifiée », les grèves sur le tas et l'absentéisme se sont traduits, dans le seul domaine de l'industrie, par 59 millions de journées de travail perdues dans le pays entier pour la seule année 1972. En 1973, à Dnieptrovsk, en Ukraine, 20 à 30 % des ouvriers ont fait une grève sur le tas ou arrêté le travail. La même année, les cas d'absentéisme dans plusieurs services du ministère de l'Agriculture de la République de Moldavie représentaient 66 % de la totalité du personnel.

Avec le développement de la lutte révolutionnaire, des combats contre la tyrannie ont éclaté par endroits. Les journaux rapportent qu'en 1962, dans les régions de l'Uk-

raine et de l'Ouzbékistan, plusieurs cas de heurts armés ont eu lieu. En 1967, à Tchimkent, chef-lieu du Sud Khazakstan, les chauffeurs de voitures qui manifestaient attaquèrent le Bureau général de la Police populaire municipale et démolirent deux commissariats. Chaque fois que de tels incidents se produisent, les autorités révisionnistes soviétiques laissent percer leur barbarie et envoient de gros effectifs de police militaire effectuer une répression sanglante. Bien que les manifestations de la lutte du peuple soviétique soient encore, dans certains cas, spontanées et sporadiques, elles commencent déjà, dans beaucoup d'autres cas, à devenir plus concertées. Des organisations clandestines ne cessent de naître ; elles publient des écrits frondeurs, distribuent des tracts et des articles de protestation contre la domination fasciste de la clique dirigeante révisionniste, révélant la pourriture cachée de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et appelant la classe ouvrière et le peuple travailleur soviétiques à se soulever pour renverser le gouvernement des renégats au pouvoir.

L'Union soviétique est un pays multinational où cohabitent plus de cent nationalités non russes. L'oppression et l'exploitation barbares des peuples non russes par la clique des révisionnistes entraînent une vigoureuse résistance de la part de ces nationalités. En 1968, avait lieu une manifestation des Tartares de Crimée à Tchirtchik, dans l'Ouzbékistan ; en 1972, une autre manifestation eut lieu, en Lithuanie cette fois, où les manifestants criaient : « Pour une Lithuanie libre ! » Malgré la répression des luttes de toutes ces nationalités non russes par les troupes spéciales de sécurité soviétiques, malgré les nombreux cas d'emprisonnement ou de déportation dans des camps de travail sous le chef d'accusation de « nationalisme », rien n'arrive à éliminer la lutte populaire, et le combat des peuples non russes contre l'oppression et l'esclavage renaît sans cesse. Le président Mao a indiqué que « *la lutte nationale est,*

en dernière analyse, une lutte de classes ». La politique de discrimination et d'oppression nationale et le chauvinisme grand-russe des révisionnistes soviétiques se heurtent à l'opposition et la résistance de toutes les nationalités. En fin de compte, cela reflète aussi les contradictions et la lutte entre le peuple travailleur et la bourgeoisie monopoliste bureaucratique en Union soviétique.

Exacerbation des contradictions entre les peuples du monde et le révisionnisme soviétique

Le contrôle et le pillage exercés par le social-impérialisme à l'encontre du tiers-monde et de certains pays d'Europe de l'Est montrent de façon toujours plus flagrante son vrai visage impérialiste et exacerbent ses contradictions avec les peuples du monde entier, ainsi que les conflits qui l'opposent à ces derniers. Tous, et en particulier les peuples et les pays du tiers-monde, ont pu constater, par leur propre expérience, l'évidence de plus en plus éclatante que l'Union soviétique est non plus un pays socialiste, mais social-impérialiste, non plus un « allié naturel », mais un dangereux ennemi.

Par exemple, en 1973, lors d'une session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies, plusieurs délégués du tiers-monde ont dénoncé l'exploitation et le pillage menés par les révisionnistes soviétiques sous couvert « d'aide » au tiers-monde. Le délégué d'un État africain a indiqué que « l'aide » des révisionnistes soviétiques visait à maintenir les vieilles relations colonialistes traditionnelles de maître à serviteur et nuisait à l'indépendance politique du pays bénéficiaire de cette « aide ». Pour sauvegarder leur souveraineté et leur intégrité territoriale, défendre leurs ressources naturelles et consolider leur indépendance politique et économique, plusieurs États et peuples du

tiers-monde livrent un combat énergique aux révisionnistes soviétiques, repoussant les exigences de ces derniers qui tentent de leur extorquer des bases militaires et des privilèges spéciaux en échange de leur « aide ». Pour sauvegarder les ressources maritimes et s'opposer à l'expansion maritime des deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, de nombreux pays ont proposé l'extension des eaux territoriales et la délimitation de zones économiques spéciales. Déjà, une soixantaine de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine préconisent d'étendre à deux cent milles marins la limite des eaux territoriales de la zone économique spéciale ou de la zone de pêche. A l'assemblée générale des Nations unies, vingt-sept pays riverains de l'océan Indien, y compris le Sri Lanka, ont officiellement proposé de faire de l'océan Indien une zone de paix, s'opposant par là à l'expansion des superpuissances dans cette région du globe.

La solidarité et la lutte des pays du tiers-monde s'est étendue du domaine politique au domaine économique, poussant vers une nouvelle étape la lutte des peuples du monde contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme. La session extraordinaire de l'assemblée générale des Nations unies sur le problème des matières premières et du développement, tenue en avril 1974, symbolise l'éveil et la montée des forces du tiers-monde. Cette conférence a adopté une « Déclaration pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial » et un « Programme d'action », réclamant la dislocation du monopole impérialiste, en particulier de celui des superpuissances dans l'économie internationale et l'institution de nouveaux rapports économiques internationaux. Cette session a exprimé l'opposition des États et des peuples du tiers-monde à l'hégémonisme et à la politique du plus fort, ainsi que leurs aspirations pressantes au développement indépendant et souverain de leur économie nationale. Ce fut un grand coup porté

aux deux superpuissances, en particulier aux révisionnistes soviétiques et à leurs plans de pillage éhonté des ressources des autres pays par le biais de leur « aide ».

Les tendances centrifuges d'Europe de l'Est, membres de la « grande communauté », qui ploient sous le joug soviétique, se renforcent elles aussi continuellement. La lutte des peuples de certains de ces pays se développe de jour en jour contre l'occupation, la domination, la spoliation et l'exploitation dont ils sont victimes. En particulier, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées soviétiques a permis de mieux faire connaître la nature réactionnaire du social-impérialisme russe. Le peuple tchécoslovaque l'a condamné vigoureusement en ces termes : « *Les ambitions expansionnistes et agressives du social-impérialisme révisionniste soviétique sont encore plus grandes que celles de l'ancienne Russie tsariste.* » Le peuple hongrois a déclaré avec indignation : « *Le révisionnisme soviétique étend sa domination colonialiste partout, partout il se livre à l'expansion et à l'agression ; c'est un régime analogue à l'impérialisme américain.* » En août 1968, au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces armées soviétiques, le peuple tchécoslovaque forma une « barrière humaine » de gens qui, la main dans la main, voulaient arrêter la progression des tanks soviétiques. En août 1969, jour anniversaire de cette invasion, le peuple tchécoslovaque lança un puissant mouvement de lutte contre l'occupation armée de son pays ; ce fut un ouragan qui secoua durement la domination colonialiste soviétique. Dans les circonstances actuelles de la rivalité accrue entre l'Union soviétique et les États-Unis pour s'emparer de l'Europe, la lutte des peuples d'Europe de l'Est contre la domination révisionniste soviétique ne peut que se développer davantage.

Aujourd'hui, tous les peuples du monde s'unissent dans une plus grande solidarité et adoptent diverses mé-

thodes de lutte contre la politique du plus fort et l'hégémonisme des révisionnistes soviétiques et des impérialistes américains. Les États veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution, c'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire.

Exacerbation des contradictions entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique

L'ambition démesurée des révisionnistes soviétiques les incite à se livrer à l'expansion et aux actes de pillage à travers le monde. Ils profitent de l'échec rencontré par la politique d'agression des impérialistes américains et du recul qui en découle pour ceux-ci pour élargir au maximum leur sphère d'influence. La conséquence en est une nouvelle aggravation des contradictions entre le révisionnisme soviétique et l'impérialisme américain. Les révisionnistes soviétiques ont beau déployer leur écran de fumée en faisant du battage autour du « désarmement » et de la « détente », ils ne pourront cacher le fait que leurs contradictions avec les impérialistes américains sont irréductibles. Tôt ou tard, ils en viendront aux mains. Comme Lénine le rappelle : « *Les groupements entre puissances impérialistes, si solides qu'ils puissent paraître* [peuvent se défaire] *en quelques jours, pour peu que l'exigent les intérêts de la sacro-sainte propriété privée* (66). » C'est dans la zone de l'Europe que les révisionnistes font le plus de bruit autour de la « détente » et de la « sécurité ». On y organise des « conférences sur la sécurité européenne », quand ce ne

(66) « Rapport sur la politique extérieure... », Lénine, Œuvres, tome 27, p. 385.

sont pas des « conférences sur le désarmement », alors que c'est justement en Europe que le développement des forces armées et les préparatifs de guerre des révisionnistes soviétiques sont le plus poussés. De 1968 au mois d'août 1975, les troupes révisionnistes soviétiques stationnées en Europe ont grossi de presque 20 %, la puissance de l'armée de l'air tactique s'est accrue de 50 %, tandis que les dépenses militaires réelles pour la zone européenne augmentaient de 10 milliards de dollars U.S. L'escadre soviétique en Méditerranée est sept fois plus importante qu'il y a cinq ans. Pour faire face aux forces militaires révisionnistes soviétiques, qui ne cessent de s'accroître, les impérialistes américains proclament qu'ils vont « prendre des mesures nouvelles » et rapidement consolider leur supériorité militaire. La rivalité entre les deux clans s'accentue. Depuis quelques années, ils tentent de duper le monde en fabriquant un certain nombre d'accords irréalisables et qu'ils n'ont d'ailleurs aucune intention de réaliser, mais dont ils se servent pour jeter de la poudre aux yeux des gens. Cependant, quoi qu'ils en disent, il ne s'agit là que d'un compromis provisoire entre deux superpuissances. Encerclés comme ils le sont par les peuples du monde entier, la rivalité entre le social-impérialisme et l'impérialisme est une cause d'accélération de leur destruction inéluctable.

Le président Mao a dit : « *L'Union soviétique révisionniste est aussi un tigre en papier.* » L'action engagée par les révisionnistes soviétiques pour promouvoir le social-impérialisme au moyen de leur politique, tant intérieure qu'extérieure amènera inévitablement une nouvelle aggravation de toutes les contradictions interimpérialistes déjà existantes. A présent, les révisionnistes soviétiques, exactement comme les impérialistes américains, assaillis par les difficultés intérieures et extérieures, envahis par les crises qui arrivent de toutes parts, ont de plus en plus de mal à

s'en sortir. Le jour où le peuple révolutionnaire les enterrera à jamais n'est plus très éloigné.

3. L'AVÈNEMENT DU COMMUNISME EST INÉLUCTABLE

Le président Mao a déclaré : « *Le régime socialiste remplacera en fin de compte le régime capitaliste, c'est là une loi objective indépendante de la volonté humaine. Les réactionnaires auront beau freiner la progression de la roue de l'histoire, la révolution aura lieu tôt ou tard et sera inéluctablement victorieuse.* » Cette loi objective, universellement applicable à tout le développement de la société humaine et que le président Mao a dégagée, est valable aussi bien pour les États capitalistes impérialistes que pour les États sociaux-impérialistes, et ne peut être modifiée par la volonté de personne.

Dans le domaine de la théorie sur la révolution mondiale prolétarienne à l'époque impérialiste, Lénine nous a enseigné que « *le socialisme ne peut triompher simultanément* dans tous *les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste* » (67). Comme il a été dit dans la première partie de ce livre, la dégénérescence de l'Union soviétique, qui, de premier État socialiste du monde est tombé au rang d'État

(67) « Programme militaire de la révolution prolétarienne », Lénine, Œuvres, tome 23, p. 86.

social-impérialiste, est avant tout le produit de la lutte de classes à l'intérieur de ce pays. Si l'on regarde la question du point de vue de la lutte de classes internationale, on constate qu'il s'agit précisément, dans ce cas, de la réussite momentanée du complot d'évolution pacifique tramé par le capitalisme impérialiste, exécuté ici par l'intermédiaire de la clique des renégats du révisionnisme soviétique. Le marxisme a toujours soutenu que la voie de la révolution, comme celle du développement de tout phénomène au monde, est toujours sinueuse, elle ne peut être rectiligne. La chute de l'Union soviétique dans le révisionnisme est, pour tout le Mouvement communiste international, un revers momentané, bien que grave cependant. L'entrée du révisionnisme soviétique dans les rangs impérialistes non seulement ne sauvera pas le capitalisme impérialiste de la mort inévitable qui l'attend, mais ne lui permettra pas non plus d'échapper à son sort honteux qui lui vaudra d'être jeté à la poubelle de l'histoire. Le socialisme vaincra le capitalisme et le communisme se réalisera inéluctablement dans le monde entier — voilà la direction générale de l'évolution de l'histoire, une direction déjà déterminée et irréversible.

Les partis révolutionnaires, comme les peuples révolutionnaires, doivent toujours tirer à plusieurs reprises la leçon d'enseignements aussi bien positifs que négatifs et faire les comparaisons qui s'imposent, avant d'être suffisamment aguerris pour avoir la maturité voulue et, par là, l'assurance de remporter la victoire. Celui qui dédaigne le rôle des expériences négatives ne possède pas réellement le matérialisme dialectique. Considérée sous cet angle, l'apparition de la clique des renégats révisionnistes soviétiques, suivie de la dégénérescence de l'Union soviétique en État social-impérialiste, joue un rôle utile à la cause de la révolution mondiale prolétarienne, puisqu'elle permet notamment au prolétariat déjà victorieux d'États socialistes d'en

tirer la leçon qui s'impose et d'apprendre comment contrer et prévenir la restauration du capitalisme dans leurs pays.

La restauration capitaliste en Union soviétique ne signifie d'ailleurs en aucune manière qu'un tel événement est obligatoire ou inévitable dans tout État socialiste de dictature prolétarienne. Au sujet des garanties contre ce genre de restauration, Lénine dégagea dans le passé des théories brillantes. Il écrit notamment : « *Il nous est impossible de susciter à notre gré une révolution socialiste en Occident, seule garantie absolue contre la restauration en Russie. Mais une "garantie" relative et conditionnelle, c'est-à-dire celle qui créerait les plus grands obstacles à la restauration, c'est d'accomplir en Russie une révolution la plus profonde possible, la plus conséquente, la plus énergique. Plus la révolution gagnera du terrain et plus difficile sera la restauration du passé, plus il restera à faire, même en cas de restauration. Plus le vieux sol sera creusé en profondeur par la révolution et plus il sera difficile de restaurer l'ordre ancien* (68). » Selon le point de vue de Lénine, la garantie absolue et unique de la victoire finale et de la prévention d'un retour du capitalisme pour un État socialiste réside non seulement dans les efforts indispensables du prolétariat et des masses populaires de ce pays, mais également dans la victoire de la révolution mondiale et l'élimination du système d'exploitation de l'homme par l'homme sur le globe entier, amenant la libération de tout le genre humain. C'est pourquoi, durant des dizaines d'années encore, il sera impossible de parler à la légère de la victoire finale de la révolution dans quelques pays, pas plus qu'on ne pourra prétendre posséder d'assurance absolue contre le rétablissement du capitalisme. Cela ne veut pas dire qu'une assurance relative et conditionnelle contre

(68) « Programme agraire de la social-démocratie... », Lénine, Œuvres, tome 13, p. 345.

ce rétablissement ne puisse être obtenue dans un pays. Pour ce faire, il faut mener jusqu'au bout la révolution continue sous la dictature du prolétariat.

Pour maintenir la révolution continue sous la dictature du prolétariat, il faut persister dans la ligne révolutionnaire marxiste, élever la conscience politique de la classe ouvrière, consolider l'alliance des ouvriers et des paysans, unir toutes les forces susceptibles d'être unies et aussi unir et diriger les grandes masses révolutionnaires afin qu'elles réforment consciemment leur conception du monde par leur participation aux trois grands mouvements révolutionnaires : la lutte des classes, la lutte pour la production et l'expérimentation scientifique. Il faut également consolider et développer le système de propriété socialiste du peuple tout entier et le système de propriété collective des masses laborieuses. Il faut prévenir la restauration du droit bourgeois déjà abrogé au niveau du système de propriété et continuer d'œuvrer, pendant une période de temps relativement longue, à l'achèvement des tâches entreprises pour la transformation de ce système. Sur le plan des deux autres aspects des rapports de production, à savoir les rapports entre personnes et les rapports de distribution, il faut limiter le droit bourgeois et sans cesse éliminer les conditions qui peuvent donner naissance au capitalisme. La révolution dans les domaines de la superstructure doit être maintenue, la critique de la ligne révisionniste, des tendances capitalistes et de l'idéologie bourgeoise doit être approfondie et la dictature intégrale du prolétariat exercée sur la bourgeoisie. Il faut absolument étudier les œuvres de Marx, Lénine et du président Mao avec application, comprendre les théories de la dictature du prolétariat, car ce n'est qu'ainsi que la ligne fondamentale du Parti pourra être mise en œuvre sans défaillance et que la lutte pour contrer et prévenir le révisionnisme pourra être menée jusqu'à sa fin. Si nous faisons tout cela, nous aurons la pos-

sibilité de briser la résistance des ennemis de classe, de balayer progressivement toutes les traditions et les empreintes laissées par le capitalisme, et nous remporterons sans cesse de nouvelles victoires.

Le prolétariat et le peuple révolutionnaire du monde entier sont confiants dans l'avenir. Bien que la route à parcourir soit sinueuse, bien que dans le cours de l'histoire, puissent encore se rencontrer des revers, même s'ils sont graves, ils seront provisoires et notre avenir reste néanmoins radieux. L'idéal suprême de la société humaine, le communisme, ne peut que se réaliser inéluctablement dans le monde entier.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I — Origine et développement du révisionnisme soviétique 9

1. Mises en garde de Lénine sur le danger d'une restauration capitaliste au cours de la période de transition du capitalisme au communisme..... 10
2. Classes et lutte de classes à partir des années 30 14
   — Les efforts des classes réactionnaires renversées pour regagner leur position perdue 14
   — La base économique des nouveaux éléments bourgeois..... 16
   — Le développement du révisionnisme..... 22
3. Le coup d'État contre-révolutionnaire de Krouchtchev-Brejnev 27
   — Le révisionnisme : une herbe vénéneuse nouvelle poussée sur un sol ancien 28
   — La prise du pouvoir des révisionnistes soviétiques..... 30

CHAPITRE II — De la dictature du prolétariat à la dictature de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique..... 35

1. Les trois « pacifiques » et les deux « tout entier » 36
   — Le reniement de Staline sous le faux prétexte « d'opposition au culte de la personnalité » 37
   — Le « passage pacifique », la « coexistence pacifique » et la « compétition pacifique »,

ou la liquidation de la révolution prolétarienne..... 39
— L'État du peuple tout entier » et le « Parti du peuple tout entier », ou le reniement de la dictature du prolétariat 45
2. Le relèvement des forces bourgeoises anciennes et nouvelles et la consolidation d'une base de classe pour la direction révisionniste 49
— Formation d'une nouvelle bourgeoisie monopoliste bureaucratique..... 49
— Accroissement des forces de la bourgeoisie.. 53
3. Le renforcement de l'appareil d'État de dictature fasciste 56
— Répression sanglante de la résistance et des luttes populaires 57
— La dictature de la bourgeoisie dans le domaine idéologique et culturel..... 65

CHAPITRE III — Dégradation des rapports de production socialistes en rapports de production capitalistes. 75

1. La modification dans tous les domaines et sur une vaste échelle du système de propriété socialiste 76
— Dégradation du système de propriété du peuple entier en système de propriété capitaliste monopoliste d'État 76
— Dégradation du système de propriété collective en système de propriété capitaliste 84
2. Les rapports marchands appliqués à la main-d'œuvre et la réapparition des rapports employeurs-employés 94
— Une main-d'œuvre devenue marchandise.... 94
— Les ouvriers réduits en esclavage par les capitalistes..... 96

— Les paysans des kolkhozes retombés dans un semi-servage. 98
3. Fausse « répartition selon le travail » et vraie répartition capitaliste. 99
— De nouveaux privilèges permettent d'acquérir d'énormes revenus « légaux » ou illégaux . . . 100
— De nouveaux artifices pour mieux exploiter les ouvriers 103
— L'exploitation bourgeoise des paysans dans les kolkhozes. 106
— L'écart s'accentue entre riches et pauvres . . . 107
4. Caractéristiques économiques et contradictions fondamentales du capitalisme monopoliste d'État en Union soviétique 110
— Le capitalisme monopoliste d'État, base économique essentielle du social-impérialisme . . 110
— Les caractéristiques de l'économie capitaliste monopoliste d'État 112
— Les contradictions fondamentales du capitalisme monopoliste d'État 116

CHAPITRE IV — Socialiste en paroles, impérialiste dans les faits 121
1. L'exportation massive de capitaux au nom de « l'aide » 123
— Une « aide » extérieure étroitement liée à la stratégie contre-révolutionnaire mondiale soviétique 124
— Un super-exploiteur avide. 129
2. La « division internationale du travail » et « l'intégration économique » ou la promotion du néo-colonialisme. 134
— La « division internationale du travail » et « l'intégration économique » : un programme politique néo-colonialiste. 135

— Un instrument du néo-colonialisme soviétique : le COMECON 139
3. Derrière le rideau de la « détente » et de la « sécurité », une lutte acharnée pour l'hégémonie mondiale 150
— Le social-impérialisme soviétique en plein essor 151
— Une fausse « détente », une vraie expansion 154

CHAPITRE V — Une domination vouée à l'échec 159

1. Un capitalisme parasitaire et pourrissant..... 160
— Stagnation progressive de la production et de la technique 161
— Militarisation de l'économie nationale..... 165
— Décadence et corruption de la vie sociale 170
2. Un capitalisme moribond..... 172
— Exacerbation des contradictions entre le peuple soviétique et la bourgeoisie monopoliste bureaucratique..... 173
— Exacerbation des contradictions entre les peuples du monde et le révisionnisme soviétique 175
— Exarcerbation des contradictions entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique..... 178
3. L'avènement du communisme est inéluctable ... 180

E.P. : Editions en langues étrangères de Pékin.
E.S. : Editions Sociales. Paris.
Lénine, Œuvres : Editions du Progrès. Moscou/Paris.

Chaque semaine, lisez :

PÉKIN INFORMATION
Hebdomadaire théorique et politique
expédié par avion dans tout le monde

- L'actualité intérieure chinoise.
- Des reportages, des analyses sur l'édification du socialisme et la lutte politique en Chine.
- Des analyses de fond sur la situation internationale.
- Le point de vue de la Chine sur les grands problèmes du monde.
- Les relations extérieures du Parti et de l'État.

L'abonnement d'un an : **30 FF**

Pour tout renseignement,
Pour tout envoi gratuit de spécimens,
Pour toute demande d'abonnement,
Adressez-vous aux dépositaires des ÉDITIONS DE PÉKIN en France et à l'étranger.

E 100
EDITIONS DU CENTENAIRE
DISTRIBUTEUR DES ÉDITIONS DE PÉKIN
24, rue Philippe-de Girard
75010 Paris